

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

**ÉTUDES SUR LA RÉGION
MÉDITERRANÉENNE**



UNIVERSITÉ ATTILA JÓZSEF
Département d'Histoire Moderne
et Contemporaine

SZEGED 1993

Szeged

Készenléti díjat számolunk fel

[illegible]

To 34115/2.

UNIVERSITÉ ATTILA JÓZSEF
Département d'histoire moderne et contemporaine

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK
ETUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

V.

Modernisations et leur répercussion socio-spatiale:
Europe centrale, France méditerranéenne, Maghreb 19^e - 20^es
Actes du colloque de Szeged
Les 3 et 4 septembre 1992

Szeged
1993

Ce volume est publié avec le concours des institutions suivantes:

Országos Tudományos Kutatási Alap
Szegedért Alapítvány
Szegedi Akadémiai Bizottság
Tempus JEP 1067

Rédacteur: J. NAGY LÁSZLÓ



TO 34115/2

Sommaire

Préface	5
Ouverture du colloque	7
GEMA MARTIN MUÑOZ (Madrid):	
Changement politique et social au Maghreb. Un modèle arabo-islamique de transition?	9
NOURREDINE ABDI (Paris):	
Le processus de désétatisation en Algérie et en Tunisie	25
ROBERT ESCALLIER (Nice):	
Villes et urbanisation du Maroc au début du 20 ^e siècle	41
PÁSZKA IMRE (Szeged):	
De l'imitation d'un modèle à la création d'un modèle: problème de la „voie troisième” dans l'Europe centrale	59
KUKOVECZ GYÖRGY (Szeged):	
Voies de modernisation: la Méditerranée après la Première guerre mondiale	85
SERFŐZŐ ZOLTÁN (Szeged):	
Exportations de capitaux françaises aux pays balkaniques entre 1880-1914. .	93
YVETTE KATAN (Paris):	
L'école, instrument de la modernisation sous le protectorat français au Maroc	99
AHMED KOULAKSSIS (Tours):	
La question scolaire dans l'Algérie coloniale: école promise - école revendiquée (les années 1920)	121
MICHELE LAGNY (Paris):	
Chahine et Zemmouri entre Godard et Dallas: l'ambiguïté des effets audiovisuels	133
GILBERT MEYNIER (Nancy):	
Les Mémoires d'un combattant de Ait Ahmed	145
KÖVÉR LAJOS (Szeged):	
La Hongrie de l'ère des réformes (1825-1848) dans les relations de voyage françaises contemporaines	157

Préface

Ce modeste cahier qui est le cinquième volume des Etudes sur la région méditerranéenne (Mediterrán Tanulmányok) contient les communications du colloque de Szeged tenu les 3 et 4 septembre 1992 sur le sujet *Modernisations et leur répercussion socio-spatiale: Hongrie (Europe-Centrale), France méditerranéenne et le Maghreb, 19^e - 20^es.*

Nous avons plusieurs objectifs en organisant ce colloque. En dehors de l'apport scientifique, nous voudrions renforcer les relations entre les historiens, chercheurs des deux Universités jumelées, Université de Nice et Université de Szeged. En même temps nous voudrions convertir les résultats scientifiques du colloque dans le programme de l'enseignement aussi ce qui est d'autant plus important que la modernisation est de nouveau à l'ordre du jour dans cette région-ci de l'Europe.

Je prends l'occasion de remercier au Comité régional de l'Académie des Sciences de Hongrie(SZAB), à la Fondation Nationale Scientifique deRecherches(OTKA), à la Fondation pour Szeged(Szegedért Alapítvány) et à Tempus JEP 1067 qui ont permis par leur soutien moral et financier d'organiser ce colloque.

L'Editeur

Ouverture du colloque

Mesdames et Messieurs,
Chers Collègues et Amis,

Permettez moi que je salue au nom de l'Université Attila József les participants du colloque et plus particulièrement les participants étrangers. Nous nous réjouissons de pouvoir les accueillir et leur prêter l'occasion de traiter – avec les collègues hongrois – un thème qui paraît très ambitieux.

Les conférenciers ont choisi des sujets très variés qui permettent d'approcher du problème de la modernisation (modernité) sous des aspects très divers, et tout ça en trois régions. Trois régions – Hongrie-Europe-Centrale, France méditerranéenne et le Maghreb – trois cultures, trois espaces sociaux différents qui confrontent les problèmes de la modernisation d'une manière différente et en des temps divers.

Notre région, Europe centrale, confronte si durement de nos jours le problème de la modernisation que nous sommes forcés à réfléchir – et à repenser – le sens de ce terme modernité et en même temps – bien sûr – tout notre passé. Et dans cet effort de réflexion nous avons besoin de l'étude des expériences des autres régions de l'Europe. Le Maghreb fait partie d'un autre continent mais il vivait dans l'époque contemporaine – 19-20 siècles – en relation étroite avec le continent européen et avait subi l'influence de sa civilisation et de sa culture.

Il y a des conférenciers qui ont choisi comme sujet l'enseignement comme agent de modernisation. Ce sujet paraît très intéressant parce que – même de nos jours – on considère souvent la modernisation uniquement sous des aspects et des effets matériels. Malgré qu'il soit un facteur très important – parfois déterminant – de la mise en marche du processus de la modernisation.

En dehors de l'apport scientifique ce colloque permet d'être le lieu de la rencontre personnelle des enseignants des diverses Universités, et de nouer – ou de renforcer – des liens professionnels et amicaux.

Je souhaite aux participants bon et fructueux travail

Professeur József Pál
Doyen de la Faculté des Lettres

Changement politique et social au Maghreb, considérations sur la transition à la démocratie dans le monde arabe

Analyse du changement

Pendant les dernières années 80, une bonne partie de la planète a connu de profondes mutations dont la dynamique de changement tient du binôme démocratisation/libéralisme économique. Le Monde Arabe n'a pas échappé à cette évolution qui s'exprime à travers la crise de l'Etat développementiste et des régimes autoritaires et qui tend vers la mise en place d'éventuels processus de démocratisation.

Après les élections législatives de 1984, l'Égypte a connu un retour vers le multipartisme, abandonné depuis 1952. En Tunisie, le *putsch constitutionnel* de Ben Ali s'est produit dans le sens „d'une vie politique évoluée et institutionalisée, fondée réellement sur le multipartisme et la pluralité des organisations de masse” (Déclaration du 7 Novembre 1987). L'Algérie a bénéficié dès 1989 d'une nouvelle constitution qui écartait le monopartisme, établissait la séparation des pouvoirs et garantissait les libertés publiques et privées. En Jordanie, les élections législatives pluralistes de Novembre 1989 ont été la preuve d'un relancement de la vie parlementaire. Récemment, la Mauritanie s'est unie à cette dynamique de changement, tandis qu'au Maroc, le tandem démocratie/Sahara est paradoxalement la cause d'une certaine *immobilité* après avoir été le déclic de la transition démocratique¹

Crise économique et affaiblissement de l'Etat

Ces processus de transformation politique arabo-islamiques sont directement liés à la crise des Etats après la fin de l'utopie développementiste des régimes socialistes, qu'ils s'agisse de l'Égypte, de la Tunisie ou de l'Algérie.

Les mouvements nationaux qui ont dirigé la lutte pour l'indépendance en Algérie et en Tunisie, devenus par la suite les détenteurs du pouvoir – *Front de Libération National* (FNL) et *Neo-Destur*, ainsi que l'*Union Socialiste Arabe* (USA), fruit du régime nassérien de l'Égypte ont choisi des options socialistes de développement,

¹ La situation politique marocaine a été qualifiée de „transition immobile” par Bernabé López García, „Transiciones políticas en el Magreb”, Razón y Fé, nov.-1990, pp. 289 – 304.



considérées alors plus égalitaires que les options des régimes libéraux, dont l'application dans les sociétés pré-industrielles avait catégoriquement échoué, comme en Egypte de 1923 à 1953.

Ces socialismes arabes, à faible contenu idéologique, refusaient la doctrine marxiste-léniniste, la lutte de classe et tout sentiment agnotique, tout en conservant une base islamique plus ou moins large, suivant les cas. Généralement, l'option socialiste s'est limité à l'application d'un système économique et a contribué de ce fait, à la naissance de l'Etat protecteur, à grande capacité distributive ou en Etat-providence comme l'Algérie². Politiquement, l'Etat deviendra un pouvoir autocratique où aucune forme d'opposition ne sera permise.

L'évolution négative des différentes économies de planification socialiste sera la cause d'une recherche d'affinités économiques avec l'Occident par le biais du libre marché et de l'affaiblissement consécutif de la capacité distributive de l'Etat. Ces transitions économiques ont été profondément traumatiques car elles ont été appliquées sur des populations socialement très différentes et auxquelles on n'a pas offert d'alternative de l'Etat pour subsister.

Ainsi, les conséquences sociales des dures rajustements économiques de l'*infatih* égyptien et tunisien des années 70 ou le post-pétrole des années 80 en Algérie, les manifestations de masses connues sous le nom de la „révolte du couscous, du pain ou de la semoule” ont touché l'Egypte en 1977, la Tunisie en Janvier 1984 et l'Algérie en Octobre 1988. Il s'agissait d'explosions sociales des populations sans encadrements politiques (associations, partis, syndicats...) les représentant, qui exprimaient leur mécontentement.

Le blocage politique et social du système a fini par imposer aux gouvernants le besoin de rechercher de nouvelles formes de légitimation pour rendre plus tolérables les dures conditions de vie dont souffre aujourd'hui une grande partie de la population, dans l'attente d'un avenir meilleur. Ces formules se sont concrétisées dans l'ouverture des régimes dont les caractéristiques principales sont, en plus de la rhétorique du discours *démocratisateur*, la *transformation du cadre légal* (élargissement de l'espace politique et des libertés publiques) et la *réactivation parlementaire* (naissance d'une opposition légale et mise en place d'élections à terme) pour sauvegarder les régimes établis et les classes dirigeantes, dans un système où le parti unique s'érige en parti dominant.

² En Tunisie, les années 60 ont été la période de la grande planification socialiste de l'économie nationale, dirigée par le „super-ministre” des Finances et de la Planification, Ben Salah. En Egypte il s'agirait aussi des années de nationalisations en masse et d'industrialisation accélérée. En Algérie par contre, ce même processus aurait lieu pendant les années 70. Voir J.-C. Santucci et H. al-Malki (ed.), *Etat et développement dans le Monde Arabe: crise et mutations au Maghreb*, Paris, CNRS 1990.

La transformation du cadre legal

Le premier pas vers la légitimation du changement a été la mise en pratique d'un geste libérateur qui fit sortir des prisons, jusqu'alors bondées, la plupart des prisonniers politiques égyptiens, tunisiens et algériens et qui permit le retour des exilés tout en supprimant les législations d'exception.³ La rénovation du cadre légal vis à vis de l'espace politique et des libertés publiques s'amorce par la suite. Tout cela, sans mettre en question la classe dirigeante qui, du gouvernement au Parlement, est celle qui élabore et approuve le nouveau cadre légal de la transition.

Dans le cas égyptien, le pouvoir a choisi de ne pas modifier le cadre légal du sadastisme – qui avait établi formellement le multipartisme – mais de contrebalancer son esprit autoritaire par une grande libéralité à l'heure de son application, ce qui faisait tout dépendre de la fragile tolérance du pouvoir.

En Tunisie, le programme de „régénération nationale” de Ben Ali a procédé à la réforme de la constitution et à l'élaboration d'un nouveau cadre légal autonome pour la presse, la formation des partis et l'établissement des règles électorales. La révision de la Constitution du 25 Juillet 1988 maintient un régime présidentiel, mais supprime le caractère à vie de la Présidence de la République (art. 39) en soumettant au suffrage universel tous les cinq ans son élection.

L'Algérie, pays où les changements atteignent une plus grande profondeur, a promu une réforme de la Constitution qui l'éloigne du caractère idéologique et formel du texte de 1976 et consacre un nouveau régime: on abandonne la voie socialiste, le multipartisme est instauré et l'Armée écartée de l'activité politique. La séparation des pouvoirs est instituée, les libertés et les droits individuels et collectifs garantis ainsi que se crée un Conseil Constitutionnel qui veille sur la constitutionnalité des lois.⁴

Le domaine de la liberté d'expression et de presse dans tous ces pays sera réglementé avec une libéralité inconnue jusqu'à ce moment et qui va permettre un foisonnement de publications indépendantes et des partis qui jouissent maintenant d'une liberté d'opinion, sans que pour autant des sujets *tabou* (sécurité et défense nationale, moral islamique, secrets stratégiques, diplomatiques) cessent de l'être ou que le pouvoir se débrouille sans contourner la loi, pour contrôler les publications

³ En Egypte, où l'état d'exception a été en vigueur depuis 1967, ce geste s'est traduit notamment par une campagne contre la corruption qui conduit en prison le frère du Président précédent.

⁴ Seul les représentants de la République et de l'Assemblée Nationale peuvent faire appel au Conseil Constitutionnel. Voir Gema Martín Muñoz „La nueva Constitución argelina: hacia la III República”, *Revista de Estudios Políticos*, no 67 (janvier-mars 1990) et „Argelia en transición: del partido único al pluralismo político”, *Awrag*, vol. XII, 1991.

de l'opposition (contrôle du monopole du papier, de la distribution et de la publicité).⁵

Les médias à plus large portée populaire comme la radio et la télévision, continuent d'être le monopole du parti gouvernant, sauf en Algérie où le pluralisme a été bien plus ample que chez ses voisins.

Du parti unique au parti dominant

En Tunisie, le *Parti Socialiste Destourien* (PSD) a été l'instrument de Bourguiba pour exprimer l'unanimité du peuple tunisien.⁶

Dans les deux cas, les transitions de la fin des années 80 ont été précédées par deux *fausses* ouvertures politiques impulsées par Sadat dans les années 70 et par Bourguiba dans les années 80. Les deux ont conclues, l'une avec la vie du Président,⁷ l'autre par sa déposition.⁸

Aussi bien Moubarak à fin de 1981 que Ben Ali après la déposition de Bourguiba le 7 Novembre 1987, ont du se confronter à l'entreprise difficile de rénovation de la crédibilité de régimes marqués par le despotisme sénile d'un Bourguiba ou un mégalomane Sadat.

⁵ Quand le groupe islamiste tunisien *al-Nahda* a réussi à obtenir l'autorisation pour publier son journal *Al-Fajr*, le blocus du papier l'a empêché pendant longtemps de le faire paraître. Il est, du reste, interdit aujourd'hui. Voir Mohsen Toumi, *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris 1989.

⁶ Bien que le PSD ait toujours joué le rôle d'un parti unique, la Constitution tunisienne au contraire des constitutions égyptienne ou algérienne, n'a jamais fait de références sur le rôle du parti dans la société ou dans l'organisation de l'Etat. C'est l'interprétation néodestourienne de la démocratie, celle qui a transformé le principe de *l'unité nationale* en synonyme de monolitisme et d'homogénéité.

⁷ Les onze ans de la présidence de Sadat ont été consacrés à *dénasseriser* le régime: transformation de la composition sociale et idéologique de l'élite politique pour mettre en place un neocapitalisme et un alignement avec l'Occident. L'apparence pluripartiste qu'il a donné au régime n'était qu'une façade démocratique pour consommation extérieure qui lui a permis de structurer l'USA à sa faveur en transformant le vieux parti de Nasser en *Parti National Démocratique*. Cependant, tributaire du courant islamique qui était le bouclier du régime contre les courants nationalistes, progressistes et libéraux, il a fini par en être la victime. Voir Gema Martín Nuñez, *Política y elecciones en el Egipto contemporáneo 1922-1990*, ICMA, Madrid 1992.

⁸ La grève générale convoquée par l'*Union Générale des Travailleurs Tunisiens* (UGTT) du 26 Janvier 1976 - conséquence des grands conflits sociaux et du travail qui ont suivi la politique économique de libéralisation appliquée par le Premier Ministre Hedi Nour - et le soulèvement de Gafsa en Janvier 1980 ont mis fin à la cohésion nationale. Cette grave crise a poussé Bourguiba à amorcer les années 80 avec un essai de pluripartisme contrôlé et limité qui répondait plus à une manœuvre tactique qu'à une ouverture, telle que l'ont montré les élections très peu impartielles de 1981. Voir Michel Camau (éd), *La Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon?*, Paris 1987.

Bien qu sa formule politique n'ait pas été en substance très différente à celle de Sadat, Moubarak a pu se consolider dans le pouvoir parce qu'il a su favoriser le débat politique, autoriser les partis et libéraliser la presse d'opposition.

Quand à Ben Ali, nous avons déjà fait mention de son programme de „génération nationale”.

Dans les deux cas, le pouvoir établi va essayer de conserver un équilibre politique fondé sur l'existence d'un parti hégémonique – le *Parti National Démocratique* et le *Rassemblement constitutionnel Démocratique*, héritiers l'un de l'USA et l'autre du PSD – et d'un certain nombre de partis de l'opposition dont le rôle, moyennant leur existence et leur participation, n'est pas l'alternance mais la légitimation du processus.

Dans tous ces pays, le mouvement islamiste s'est montré comme étant le groupe le mieux pourvu pour rompre l'équilibre recherché par le pouvoir. C'est ainsi que l'a montré l'expérience électorale pluripartiste algérienne où le FLN n'a pas su atteindre l'objectif d'hégémonie auquel il aspirait, comme le PND ou le RCD.

Le déclin du FLN

Le fonctionnement du monopartisme en Algérie a été très différent de celui des régimes personnalistes comme le bourguibisme ou le nassérisme. Dans le cas algérien, la structure du pouvoir s'est caractérisé depuis les débuts de l'indépendance, par l'existence de fractions qui, quand le rapport des forces le permettait, se confrontaient pour accaparer le gouvernement du pays moyennant les trois piliers institutionnels du système: l'Armée, le Parti et la Burocratie⁹

La continuité de Boumedien à la Présidence pendant douze ans après la déposition de Ben Bella en 1965, s'est caractérisée par l'établissement d'une formule d'alliance entre les trois piliers du pouvoir, par l'adoption irréversible du socialisme (Constitution de 1976) et par la confusion du FLN avec l'Etat. Dans le domaine économique, c'est une stratégie de mise en place du développement étatique dans laquelle l'industrialisation jouait le rôle principal, grâce à la hausse des prix du pétrole durant les années 70.¹⁰

Chadli Benjedid, successeur de Boumedien en 1979, devra se confronter au post-pétrole (baisse du dollar et du prix des hydrocarbures) et à la fin de l'Etat-providence (populisme fondé sur des richesses que l'Etat ne produisait pas), consacré dans la Charte Nationale et la Constitution de 1976.

⁹ Voir J-C Vatin et J. Leca, *L'Algérie. Institutions et Régime*. Paris 1975.

¹⁰ Voir Marc Ecrement, *Indépendance politique et libération économique. Un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985*, OPU (Alger) et PUG (Grenoble), 1986.

Résultat de la nouvelle situation, à partir de 1982 le Président Benjedid va s'incliner pour une réforme économique acheminée vers la stimulation des capacités économiques internes.

Il aura cependant à faire face à l'opposition ferme d'un secteur du pouvoir, fidèle à l'esprit de Boumedien. Dans l'Armée, le Parti et la Bureaucratie on assiste au recrutement de partisans de l'un et des autres. Chadli Benjedid trouvera l'appui des technocrates de l'appareil de l'Etat et des cadres modernisants des grandes Sociétés Nationales, ainsi que d'une partie de l'Armée.

Si telle était la situation politique vers le milieu des années 80, le contexte social était marqué par une malaise croissante suite à la congélation des salaires, la cherté, la facilitaient un éclatement violent, puisque s'y ajoutaient la corruption, l'abus du pouvoir, des fortunes colossales...

Le 5 Octobre éclatait la révolte d'Alger qui se solda par un nombre élevé de morts.

Des explosions sociales apparemment similaires avaient déjà eu lieu en Egypte, en Tunisie ou au Maroc sans qu'elles aient eu de répercussions sur la transformation des régimes. La différence dans ce cas, c'est que Benjedid a tenté d'en soustraire la légitimité dont il avait besoin depuis longtemps pour imposer sa politique économique libérale – et les changements politiques qui devaient l'accompagner – aux puissants secteurs, partisans de l'ancien ordre.

Cette division irréconciliable de l'appareil du pouvoir, qui déboucha en 1990 sur la scission du FLN¹¹, a été la cause principale de l'échec de la transition algérienne quant à son objectif d'établir, comme en Tunisie ou en Egypte, l'hégémonie politique de l'ex-parti unique. Le caractère clanique du FLN, autrefois réglé par la répression du groupe perdant, est devenu, dans le nouveau cadre politique, un obstacle pour diriger la transition. Au début, cela permettait un débat politique et un espace pluriel plus larges.

Pluripartisme et opposition

Deux éléments fondamentaux caractérisent le pluripartisme de ces transitions politiques *arabo-islamiques*: la polarisation entre l'ex-parti unique et le mouvement islamiste -qu'il se nomme *Frères Musulmans*, *Nahda* ou *Front Islamique du Salut*- et l'atomisation de l'opposition non-islamiste.

Le parti dominant, qui bénéficie des règles du jeu que lui même a créé, de son organisation structurée au niveau national et de ses clientèles traditionnelles dans l'Administration, partage la scène politique avec une série de partis de l'opposition

¹¹ Kasdi Marbah, Premier Ministre du 5 Novembre 1988 au 9 Septembre 1989, finalement opposé à Benjedid, a constitué le *Mouvement Algérien pour la Justice et la Démocratie* (MAJD).

récemment légalisés qui doivent encore dépasser leur caractère minoritaire, leur manque d'infrastructure organisatrice et, parfois, de définition idéologique.

Chacune des parties est appelée à jouer son rôle sans que l'alternance gouvernementale soit possible d'être prévue, compte tenu du déséquilibre pouvoir/opposition et de la forme où ont été établies les règles électorales, comme nous le verrons plus tard. L'opposition n'a pas de lettre de naturalisation que dans la mesure où sa présence légitime la *transition vers le pluralisme* qui est l'enjeu du changement, sans que dans le discours officiel libéral il existe une véritable volonté d'ouverture institutionnelle.

Uniquement la force de l'islamisme semble transformer ces mouvements en de véritables et plus probables rivaux, à moyen terme, du parti dominant, les deux forces polarisant la scène politique au détriment du reste des acteurs. Le parti gouvernemental fait appel au „moi ou le déluge” tandis que les islamistes au „moi ou l'ancien régime”, le tout ne faisant que désautoriser le potentiel de changement des autres forces politiques.

L' Islamisme, inéluctable acteur politique de la transition

Les raisons de succès mobilisateur de l'islamisme se rapportent aux avantages d'organisation et d'identité dont elles jouissent vis à vis du reste de l'opposition. Tandis que toute opposition au pouvoir établi était systématiquement poursuivie, les groupes islamistes ont bénéficié pendant les années 70 d'une permissivité qui leur a permis non seulement d'établir un réseau d'organisation – que n'ont pas d'autres partis de l'opposition – mais aussi d'être les seuls bénéficiaires de l'absence d'institutions représentatives qui canalisent le mécontentement des populations.¹²

Quand ils deviendront groupe principal confronté aux régimes qui leur avaient fourni l'espace où se développer, ils capitaliseront l'opposition contre lesdits pouvoirs, discrédités et rejetés par la plupart de la population.

Avec cela, la demande idéologique des sociétés désenchantées par l'expérience des modèles à l'occidentale (libéralisme ou socialisme) les pousse vers un discours adapté à leur patrimoine culturel-religieux, ressenti comme élément de différence vis à vis des valeurs occidentales qui, dans l'imaginaire d'une bonne partie des populations arabo-islamiques, se traduisent – non sans tort – en dépendance économique (dette, Fond monétaire International), en humiliation politique (que-

¹² L'essor constant qu'a connu le *Mouvement de la Tendance Islamique* en Tunisie après la neutralisation de l'UGTT lors de la grève générale de 1978, en est une preuve déterminante. Les mosquées ont accueilli le malaise d'une population que dès lors ne pouvait pas canaliser ses revendications à travers le syndicat.

stion palestinienne, présence militaire), en bourgeoisie occidentalisée parasitaire (symbole de richesse des différences sociales toujours plus marquées).¹³

Le rajeunissement des populations arabes (60% ont moins de 20 ans) et la grave crise économique font des jeunes les plus touchés par le chômage et les plus soucieux d'un changement d'idéal. Dans ces circonstances, le discours *égalitariste-justicier* de l'Islamisme, qui défend un modèle économique distributif – une nouvelle manifestation du populisme, hier sous la bannière du socialisme, aujourd'hui sous forme de discours religieux – a trouvé de nombreux partisans parmi ce secteur jeune entre autres, insatisfait économique, social et politiquement.¹⁴

A son tour, le pouvoir utilise la crainte que suscitent les islamistes dans certains secteurs de la population et de l'opposition libérale pour justifier leur réticence envers l'acceptation d'un jeu politique entièrement ouvert et démocratique.

Depuis que l'islamisme a commencé à montrer son opposition au système et sa capacité de mobilisation, les gouvernements ont utilisé la tactique de concurrencer avec lui dans le même domaine, assumant quelques unes des revendications, afin de s'allier à la légitimité islamique que celui-là réclame et de montrer qu'être *bon musulman* n'est pas le privilège des islamistes.

Cependant, cette malentendue *surenchère islamisante* n'a eu pour conséquence que l'exercice d'un *fondamentalisme d'Etat* qui s'opère par un retour des sociétés à la tradition tout en ouvrant de nouveaux terrains de manoeuvre aux islamistes eux mêmes (création d'universités islamiques, campagnes de construction de mosquées, de moralisation, retour en arrière des droits de la femme, etc.).

Quant au cas de l'Algérie, la permissivité gouvernementale face au FIS a plus été le fruit des contradictions internes du pouvoir algérien que d'une véritable volonté de démocratisation du régime. La mise en place d'un contre-pouvoir du FLN a été prévue par l'équipe de Chadli Benjedid, dans laquelle ne manquait pas des sympathisants de l'islamisme (nommés *barbeféléènes*): c'était le meilleur moyen de neutraliser les très puissants adversaires du Président à l'intérieur du pouvoir. Ce contre-pouvoir devait être contrebalance par une loi électorale destinée à bénéficier

¹³ L'autre grand signe d'identité de ces sociétés, l'arabisme, a également échoué. Il a été incapable de répondre aux défis du monde arabe actuel. Paul Balta le signale nettement: „trente ans après l'ascension de Gamal Abd al-Nasser (...) tous les régimes de l'Atlantique au Golfe, atteints de paralysie, assistent impuissants à l'explosion du Liban et aux coups portés par Israël aux Palestiniens. En 1983, un an après le sommet de Fès, c'est la Syrie qui frappe Arafat. C'est le naufrage de l'arabisme face à la montée de la vague islamique". *L'Islam dans le monde*. Paris 1986, p. 53.

¹⁴ Le rapport entre l'essor de l'islamisme et la crise sociale et économique est largement prouvé par l'ampleur du recrutement islamiste entre le sous-prolétariat des banlieues urbaines en Algérie. Voir François Burgat, „La mobilisation islamiste et les élections algériennes du 12 Juin 1990", *Maghreb-Machrek*, No 129 (Juil-Sep. 1990), pp. 5-22.

le FLN ou, de cas écheant, être supprimé moyennant une nouvelle lecture de la loi de formation des partis politiques, comme ce fut le cas d'allieurs en Mars 1992.

Vieux partis et nouvelles formations politiques

Les partis politiques de l'opposition non-islamiste sont des formations politiques qui, soit possèdent une tradition d'opposition – clandestine, exilée ou tolérée –, soit sont nées récemment avec les nouveaux vents libéraux. Idéologiquement, ces partis représentent toutes les catégories politiques de l'expérience occidentale: socialdémocrates, consercateurs, progressistes, communistes, socialistes, tous défendant les valeurs de l'identité arabo-islamique.

La stratégie principale de cette opposition est de dépasser son isolement et de rompre la bipolarisation entre le parti gouvernant et l'islamisme. En Tunisie, la tactique suivie a été celle de constituer des coalitions entre les partis à sensibilité laïque pour se renforcer politiquement. C'est ainsi qu'Ahmed Mestiri, fondateur du *Mouvement des Démocrates Socialistes* (MDS) crée une plateforme tripartite le 18 Avril 1990 entre trois partis à longue tradition d'opposition: le MDS, le *Parti Communiste Tunisien* (PCT) et le *Mouvement pour l'Unité Populaire*, encore illégal. Suivant l'exemple, le *Parti pour l'Unité Populaire*, le *Rassemblement Socialiste Populaire* et l'Union Démocratique Unioniste ont créé, à leur tour, vers la mi-décembre 1990, une „union des partis du progrès”.

En Egypte cependant, ces partis ont toujours tenté de briser la bipolarisation en s'unissant à la parti islamiste – qui a besoin d'un „parapluie” légal – pour affaiblir le parti au Gouvernement. Ceci n'a pu se réaliser sans de graves coûts idéologiques et politiques pour ces partis. Ainsi, en 1984, le résultat de la coalition antinaturelle de *Neo-Wafd*, parti historique à grande tradition laïque, avec les *Frères Musulmans* a été pour le premier, la perte d'importants leaders et une grave crise interne. En 1987, „l' élu” des Frères musulmans fut le *Parti Socialiste du Travail* (PST) ce qui conduisit à la scission du PST de ce qui n'ont pas admis une union avec les islamistes et à la constitution d'une nouvelle formation, *Le Jeune Egypte*. Seul le *Rassemblement National Unioniste du Progrès* (RNPU), gauche marxiste, s'est maintenu en marge de cette surenchère, mais il doit faire face à l'accusation d'athéisme que lui adressent les islamistes – et pas eux seuls – pour l'affaiblir face à une population chez qui les sentiments religieux ont une grande importance.

L'Algérie a vécu dès 1989 une fièvre pluripartiste qui s'est traduite par la légalisation d'une soixantaine de partis. Parmi eux se trouvent des vieilles scissions du FLN, comme le *Front des Forces Socialistes* d'Aït Ahmed et le *Mouvement pour la Démocratie en Algérie* de Ben Bella et les nouveaux partis tels que le *Rassemblement pour la Culture et la Démocratie*, qui assume la défense des revendications

berbères, ou les nombreux groupes à l'orientation surtout socialdémocrate. Partout l'on constate un faible développement de programmes¹⁵.

Dans sa stratégie d'affaiblissement du FIS après son succès aux élections municipales de Juin 1990, le pouvoir a encouragé la fragmentation de l'islamisme en légalisant huit partis des forces libérales n'a obtenu de succès.¹⁶

La réactivation parlementaire

Les processus électoraux de la transition

Les élections constituent un élément clé à l'heure d'évaluer la portée de la démocratisation quant à la capacité d'alternance et de concurrence des forces politiques en jeu.

L'expérience électorale de l'Egypte est plus grande que la tunisienne. Les municipales de 12 Juin 1990 et les législatives „interrompues” de Décembre 1991 en Algérie ont eu une très grande répercussion pour ce pays et ceux de son environnement.¹⁷

Dans tous les cas, il faut souligner l'effet des lois électorales, l'abstention et le succès islamiste.

La loi électoral, un instrument

Les nouveaux codes élaborés pour régler les élections de cette *nouvelle ère* pluripartiste sont tous marqués par leur tendance à favoriser le parti majoritaire. Les divers systèmes électoraux sont tous destinés à favoriser un parti bien organisé soigneusement hiérarchisé et bien implanté dans le pays. Ils ont toujours été le résultat de fortes polémiques entre les différentes forces politiques des pays respectifs. Pour l'Egypte, ils en sont arrivés à une véritable crise constitutionnelle.

La loi électorale égyptienne de 1983, apparemment proportionnelle, en exigeant 8% de voix à niveau national pour pouvoir accéder aux sièges de la Chambre,

¹⁵ Abdelkader Djeghloul dans le dossier „Le multipartisme à l'algérienne”, *Maghreb-Machrek*, n° 127, 1990, pp. 194-210 établit la liste de tous les partis légalisés jusqu'à ce moment.

¹⁶ Les tentatives d'union entre les partis algériens pour casser la bipolarisation appartiennent au MAJD, MDA, PNSD, PRA, RCD, UDL, UFD, UFP qui, face aux élections législatives de Juin 1991, finalement remises à plus tard, ont constitué un éphémère „groupe des huit” qu s'est défait tout de suite par l'impossibilité de rassembler des formations aussi diverses.

¹⁷ Les élections du 27 Mai 1984 marquent le point de départ de la transition égyptienne qui a vécu deux élections générales en plus, celles du 6 Avril 1987 et celles du 29 Novembre 1990. En Tunisie, les premières élections législatives sous la Présidence de Ben Ali ont eu lieu le 3 Avril 1989, suivi le 10 Juin 1990 par les élections municipales.

faisait de PND en réalité et sans ambages, le bénéficiaire de la plupart de ceux-ci. Dénoncée devant le Tribunal Constitutionnel, la loi fut déclarée anticonstitutionnelle dans deux occasions pour des raisons diverses, et le Parlement déclaré illégal, ce qui obligeait à célébrer des élections anticipées en 1987 et 1990. Le caractère partisan de la loi n'a pas été pour autant supprimé. Il se base actuellement sur le système majoritaire à deux tours.¹⁸

En Tunisie, le principe majoritaire à un tour n'a pas permis à l'opposition d'obtenir un seul siège lors des législatives de 1989. Ce fut la raison du boycott de toute l'opposition tunisienne aux municipales de 10 Juin 1990.¹⁹

En Algérie, la loi électorale, basée sur un système mixte et prévue pour les élections municipales du 12 Juin 1990, a eu un effet pervers en favorisant le FIS comme parti majoritaire au détriment du FLN.²⁰ Des municipales aux législatives de Décembre 1991, trois autres lois électorales ont tenté de chercher le meilleur des „habit sur mesures” pour le FLN face au FIS. Mais les dernières élections sont la preuve qu'ils ont échoué.

A côté de tout cela, le manque de démocratisation de l'Administration, du Gouvernement local et des medias publiques rend difficile l'impartialité et la vraie concurrence des élections. C'est le sommet politique qui a mené à terme la transformation et de ce fait, les vieilles structures institutionnelles qui appuyaient le système sont restées les mêmes.

L'intégration populaire

Le manque de conscience politique et la longue expérience d'élections non compétitives ni impartielles sont sans doute la cause de l'indifférence d'une bonne partie

¹⁸ Lors des élections des 1984, seulement le *Neo-Wafd* coalisé aux *Frères Musulmans* a réussi à franchir la barrière du 8% qu'imposait la loi et obtenu 12,7% des sièges parlementaires. En 1987, les *Frères Musulmans* – maintenant coalisés avec le *PST* et le *PL* – et le *Neo-Wafd* obtiendraient 22,2%. En 1990, les principaux partis de l'opposition (*Neo-Wafd*, *Frères Musulmans*, *PST* et *PL*) ont décidé de boycotter les élections après la négative gouvernementale d'accepter leurs revendications de démocratie. L'opposition parlementaire égyptienne est composée par 1,4% (6 sièges) du *RNPU* et 19% d'indépendants, soit 14 membres du *Neo-Wafd*, 8 du *PST* et 1 du *PL* qui n'a pas assumé le boycott de leurs partis respectifs. Voir *Política y elecciones*, pp. 347-434.

¹⁹ A noter que le boycott tunisien qui a laissé tout seul le *RCD* ne s'est pas limité aux partis de l'opposition „intégrale”, le *MDS*, le *PCT* et la *Nahda*, mais aussi à „l'opposition constructive” (*Parti de l'Unité Populaire*, *Union Démocratique Unioneste*, *Parti Social du Progrès* et *Rassemblement Socialiste Progressiste*). *Le Maghreb*, article de S. Ben Hmida, „La solitude du *RCD*”, n° 203 (25 Mai-1 Juin 1990).

²⁰ Sur ces élections ainsi que pour les tunisiennes, voir Bernabé López García, Gemma Martín Muñoz et Miguel H. de Larramendi (EDS.), *Elecciones, participación y transiciones en el Norte de Africa*, ICMA, Madrid 1991.

de la population face aux urnes. L'inexistence d'une volonté claire de démocratiser entièrement l'espace politique, bien que la libéralisation soit notoire dans plusieurs domaines, continue d'alimenter la méfiance et de diffuser l'intégration des populations dans les nouveaux processus électoraux. Le sentiment des citoyens de ce que tout est prévu d'emblée va perdre si on ne leur montre pas que le système parlementaire et les partis est capable de répondre aux besoins de la société.

C'est au demeurant ce que suggère le taux d'abstention généralement élevé des élections. En Egypte, on n'a pas dépassé 50% de participation (43,14% en 1984, 50,03 en 1987 et 44,9% en 1990). En outre, les grandes villes – censées avoir une plus grande conscience politique – n'ont atteint que 30% et parfois 7% de votants.²¹

Lors des élections législatives tunisiennes, la participation à niveau national a atteint 76%, mais en Tunisie capitale elle n'est arrivée qu'à 58%.²² Pour les municipales algériennes, ce fut 65,15%²³ et 59% dans le premier tour des législatives de 1991.²⁴ N'oublions pas que le même rythme abstentionniste a caractérisé élections jordanienues de Novembre 1989 où le taux de participation a été les 53,3%, avec une nette différence entre les zones urbaines et les rurales.²⁵

Le vote islamiste

Finalement, on retient des processus électoraux qui ont eu lieu, l'existence d'une base sociale importante qui vote pour un islamisme qui participe dans le cadre électoral et qui se constitue comme une partie de la nouvelle élite politique arabe.

En Egypte, bien qu'illégaux, les islamistes ont la possibilité d'une coalition avec des partis légaux. En Tunisie, où ils ne sont pas non plus reconnus, ils ont pu participé par le biais des candidatures indépendantes.

Dans le Parlement égyptien issue des élections de 1987, la première force d'opposition est revenue aux „illégaux" *Frères Musulmans* avec 38 députés suivis des 36 membres du *Neo-Wafd*, 16 du *PST* et 6 du *PL* (qui s'est passé du terme *socialiste*).

²¹ D'après les données officielles publiées dans *Al-Ahram* du 30/5/84, 8 et 9/4/87 et 8/12/90.

²² *Le Maghreb*, 7-13/4/1989.

²³ *Al-Moudjahid*, 21/6/1990.

²⁴ D'après les résultats officiels publiés par le *Journal Officiel de la République Algérienne*, 4/1/1992.

²⁵ Voir Louis-Jean Duclos, „Les élections législatives en Jordanie", *Maghreb-Machrek*, n° 129, 1990, pp. 47-75 et Pascaline Eury, *Jordanie: les élections législatives du 8/11/1989*, Cahiers du CER-MOC n° 2, 1991.

En Tunisie, les listes indépendantes sont devenues la deuxième force du pays lors des élections (13% des voix). Dans 19 des 21 circonscriptions où se sont présentés les 120 candidats indépendants, les listes avaient l'appui de la *Nahda*²⁶ dont les leaders avaient été écartés parce qu'ils n'avaient pas de droits politiques.

En Algérie, le FIS a obtenu lors des municipales, 54% des voix (33% des électeurs inscrits) et le FLN 28,13%, suivi du 11,6% des candidats indépendants et 2,08% du RCD.²⁷ Quant au premier tour des législatives du 26 Décembre 1991, le FIS a obtenu 188 sièges (24,5% d'électeurs et 47,2% de votants), le FFS 25 sièges (12,1% d'électeurs et 23,3% de votants).²⁸

Il ne faut pas oublier non plus que lors des élections en Jordanie, les *Frères Musulmans* ont obtenu 20 sièges – plus 11 appartenant aussi au courant islamiste – et que le choix du Président de la Chambre est revenu à ce groupe.

Considérations sur la transition

Les erreurs d'une transition octroyée

Les processus de transformation politique arabo-islamiques ont été très liés à la crise qu'a révélé la fin de l'utopie de l'Etat développementaliste et les conséquences des dures libéralisations économiques entreprises. Les coûts sociaux élevés du rajustement économique appliqué sur des populations à grande disparité sociale et dont la plupart dépend toujours de l'Etat pour subsister, et la crise idéologique et culturelle fruit de l'échec des régimes „libérateurs” postcoloniaux, sont trop profonds pour que les gouvernants – le parti, l'Etat ou le souverain par droit divin, partout discrédités, puissent les résoudre par eux mêmes. Le changement n'est pas le résultat de la pression d'une opposition structurée et à tradition politique. Il est plutôt dirigé par le pouvoir établi pour sauver le régime et préserver la classe dirigeante. C'est ce qui confère aux transitions leur caractère d'*octroyées*.

Ainsi, bien que les indices de la transition analysés dans les pages précédentes mettent en relief l'amplification des droits qui protègent l'individu de l'arbitraire et qui font croître sa participation moyennant l'association et le vote (libéralisation du régime); il faut encore assumer un pacte institutionnel qui implique l'acceptation par tous les acteurs politiques des règles et procédures qui excluent la victoire préconçues entre eux. Cet engagement permettra d'affirmer la crédibilité du sys-

²⁶ *Le Temps*, 2/4/1989.

²⁷ *Al-Moudjahid*, 15 – 16/6/1990.

²⁸ D'après les résultats officiels publiés dans le *Journal Officiel de la République Algérienne* (4/1/1992).

tème et d'intégrer les citoyens dans le processus. C'est à dire de traverser le seuil de la démocratisation.

Le manque de consensus

Les transitions arabes sont marquées par le caractère *octroyé* et *sélectif*. Octroyé, parce que conçues et orchestrées d'en haut, elles n'ont pas été le résultat de la pression d'une opposition structurée et représentative, pas plus que celle-ci n'a été reconnue pour garantir avec son consensus le changement. La transition n'a pas donc une valeur *constituante*. Sélectif, parce que le cadre légal du pluripartisme se fonde sur des lois sélectives qui limitent les possibilités d'insertion dans le système aux formations politiques de l'opposition à base sociale importante.

Le caractère octroyé de la Constitution algérienne de 1989, l'absence de lois consensuées, notamment électorales, et le manque d'un pacte démocratique qui engage toutes les forces légales, non seulement ont donné au FIS la possibilité de se „détacher” du processus politique en Juin 1991, mais aussi ils ont facilité le sabotage de la transition de l'intérieur de l'appareil du régime. Dans la démocratisation algérienne, le pluripartisme existait ainsi que la liberté de presse, de manifestation, de grève. C'est le consensus qui a fait défaut. Les différentes forces en présence n'étaient pas d'accord sur la nature du régime ni dans les fondements de base de la société. Tout cela n'est que cause du *désastre* de Janvier 1992.²⁹

En Egypte, la résistance du pouvoir établi pour consensuer avec les autres forces politiques du pays une Constitution et une loi électorale est aussi à l'origine de la crise constitutionnelle et du blocage politique que traîne ce pays depuis 1986.

De même, en Tunisie, le manque de volonté pour approfondir le *Pacte National*, non seulement a détourné ce qui aurait pu être l'origine pactée de la transition mais, en poussant l'opposition légale à l'automarginalisation dans le processus politique électoral, il a finit par permettre au pouvoir de se réapproprier les espaces pluriels qu'il avait *octroyé* en 1987.³⁰

²⁹ Personne n'ignore que le triomphe du FIS lors des législatives de Décembre 1992 a été stoppé moyennant le „coup” de l'Armée qui a interrompu le processus électoral, déclaré l'état d'urgence et créé un Haut Comité d'Etat jamais prévu par la Constitution. Depuis lors, le régime algérien s'est orienté vers une stratégie de répression islamiste (dissolution du FIS, détention administrative de milliers de personnes dans des „camps de sécurité” dans le désert) dont la réponse a été la violence terroriste de certains secteurs clandestins qui réclament une légitimité démocratique frustrée. L'assassinat de Mohammed Boudiaf le 29 Juin dernier est la preuve du climat de tension et d'instabilité en Algérie.

³⁰ Depuis 1991, aussi bien par l'alarme qu'a déclenché le triomphe municipal du FIS en Algérie que par l'autonomie dont la „rue” tunisienne a fait preuve pendant la guerre du Golfe, le régime tunisien a adopté une stratégie autoritaire qui, non seulement se traduit par une dure répression de

Il est inévitable de se demander si reconnaître les partis islamistes comme composantes des transitions démocratiques arabes et assumer leur intégration dans le système, n'est pas le moyen le meilleur pour éviter de sombrer dans des démocraties bâillonnées et excluantes ainsi que la manière plus intelligente de soumettre les islamistes à l'usage de l'action politique et de mettre fin au débit symbolique de son „martyrologe”. Tout cela, avec l'engagement préalable du cadre constitutionnel et politique établi et consensué par toutes les partis. C'est alors que l'on pourrait justifier toute action contre les actions menées en dehors de ce cadre.

Au deuneurant, c'est l'enracinement des valeurs comme la liberté politique et l'autonomie de l'individu ce qui conduira le mieux les électeurs à se méfier des idéologies hégémoniques et excluantes.

Les défis de la démocratie dans le Monde Arabe

En plus de la condition politique que suppose assumer le consensus dont nous venons de parler, le pas vers la démocratie dans le Monde Arabe se confronte à d'autres défis également fondamentaux.

Le premier est de réussir à établir un équilibre raisonnable entre les contradictions propres des deux aspects de la démocratie: les exigences de l'économie libérale qui, fondée sur le marché et la libre concurrence, engendrent une inégalité dans la distribution; et les exigences de la démocratie politique qui, fondée sur les droits de l'homme, le pluripartisme et l'alternance, impliquent l'égalité des citoyens.

Dans les démocraties établies, une telle contradiction a été assumée dans un processus graduel jusqu'à devenir un élément du système: c'est à travers la concurrence politique que se règlent les conflits d'intérêts. Dans des sociétés arabes à grande disparité sociale, taux de croissance et de chômage très élevés et où la distance entre les intégrés socio-économiquement dans le système et les marginalisés de celui-ci s'agrandi, un enthousiasme néolibéral démesuré et un „rajustement structurel” dogmatique courent le risque d'aggraver ces contradictions au point de bloquer le système et d'empêcher le développement de la société civile ainsi que de frustrer des populations pour lesquelles l'aspiration démocratique se traduit surtout par le besoin pressant d'égalitarisme et de justice sociale.³¹

l'islamisme mais par un blocage de la transition démocratique promise en 1987.

³¹ Donnons l'exemple du cas de l'Algérie qui, lancée depuis 1990 à un rythme de réformes aussi drastique que rapide, a vu augmenter les prix entre 50 et 200% ou de 400% pour certains secteurs et a du licencié 120.000 travailleurs du secteur public, tandis que le chômage atteint 20% de la population active et le taux de croissance démographique dépasse 3%. La frustration des classes moyennes, brusquement déclassées, le recours des plus défavorisés à l'économie informelle (qui représente 40 et 60% sur le PNB officiel maghrébin) et la montée inéluctable du malaise tentent d'être canalisés par une action syndicale qui, de la main de l'UGTA, le 12 et 13 mars 1991 a convoqué une grève générale

Le *compromis social* est une des conditions de la démocratisation. Le politologue Michel Camau fait remarquer „qu'un compromis qui ne lierait que les membres les plus modérés des différentes composantes de la classe politique ou du „pays légal” et qui ne porterait que sur un arrangement institutionnel, risquerait de se trouver en porte à faux avec un „pays réel” subissant les effets pervers de la nouvelle orthodoxie du développement”.³²

Mais la promotion et l'élargissement de l'espace des citoyens sont aussi des conditions pour la démocratisation. Cela passe nécessairement par la création d'une société civile fondée sur le droit et l'émancipation.

Approfondir dans le respect des droits de l'homme est un facteur clé pour que le régime obtienne une crédibilité et les institutions l'adhésion de la population. Ce respect doit être assumé aussi bien par tous les acteurs politiques arabes que par toutes les chancelleries occidentales qui aspirent à garantir la sécurité et la stabilité dans la zone.³³

Cette question exige, du reste, que soit consensué un modèle social capable d'aboutir à l'émancipation des citoyens. Dépasser le modèle patriarcal, patrilinéaire, hiérarchique et confessionnel de la famille, cellule de base de la société, s'impose du point de vue social (pour éviter l'existence de sociétés à différentes „vitesses” selon leur accès à une modernité non reconnue), économique (si l'on veut contrôler l'explosion démographique), culturel (pour tenter de corriger la confusion qui fait de l'Islam le compagnon de la Tradition et la modernité la compagne de l'acculturation), juridique (chercher l'égalité entre l'homme et la femme, entre musulmans et non musulmans) et politique (en finir avec la tutelle de l'Etat sur le citoyen).

Le modèle ringard de la société que proposent les islamistes, exposé sans gêne et consensué par tous les groupes à même sensibilité politique, est un grand défi dans ce sens, précisément parce que les gouvernements établis ont choisi d'assumer la retraditionnalisation des sociétés qu'ils gouvernent pensant qu'ainsi ils soustrairont aux islamistes une bonne partie de leur succès politique.

Non seulement cette tactique s'est avérée inefficace, mais elle a fait découvrir que les élites gouvernantes manquent de projet démocratique qui aille au delà du système et qui embrasse toute la société.

suivie à plus de 90%.

³² „Trois questions à propos de „démocratisation” dans le Monde Arabe”, *Egypte/Monde Arabe*, n° 4, 1990, p. 39.

³³ A notre avis, le meilleur moyen de dissuader ce qui pour le Haut Commandement des Forces Alliées en Europe représente la menace la plus grande de déstabilisation dans la Méditerranée: „le fondamentalisme islamique, le terrorisme, l'émigration” (John Galvin, *Baléares* 3-5-1991), est le développement politique, économique et social des Etats riverains, ce qui passe nécessairement par l'association des concepts de démocratie et droits de l'homme à ceux de stabilité et sécurité globales.

NOURREDINE ABDI
(CNRS Paris)

Le processus de désétatisation en Algérie et en Tunisie

Si au lendemain de la seconde guerre mondiale l'étatisation a constitué une évolution en apparence irréversible s'imposant dans nombre de pays dont non seulement l'Algérie „socialiste” mais même une Tunisie à régime „modéré”, cette évolution s'est inversée depuis la fin des années soixante-dix dans ce Maghreb comme ailleurs, selon un fort mouvement de balancier. Ceci même si avec le pouvoir mis en place en Algérie depuis Juillet 1992, l'effort de désétatisation semble connaître un coup d'arrêt. Pour le sociologue la question est d'abord de savoir comment si ce n'est pourquoi ces évolutions assez subites et selon quel processus parviennent-elles à s'étendre aux pays du Tiers Monde.

Toujours est qu'il s'agisse de l'étatisation hier ou de la désétatisation aujourd'hui l'on se trouve chaque fois en présence d'un mouvement de transnationalisation. En tout cas c'est en ce sens que le libéralisme s'impose maintenant à l'échelle mondiale de façon hégémonique. Sous la pression extérieure et compte tenu d'une certaine volonté intérieure de libéralisation, on entreprend une désétatisation-intégration mondiale économique et politique. Ceci étant en partie lié à l'ouverture du monde communiste à l'Occident et particulièrement avant même sa disparition, de l'URSS qui avait été jusque-là un pôle mondial d'intégration de type étatique durant la période d'après-guerre¹.

Actuellement le libéralisme domine dans la plupart des pays du Tiers Monde, d'Europe Centrale et de l'ex-URSS comme ailleurs, à tel point que l'existence d'un secteur d'Etat n'apparaît plus en tant qu'option idéologique mais comme une simple forme de gestion. Seule la plus vieille nation capitaliste du monde demeure attachée à la pureté du dogme, ce qui n'est peut-être pas le fait du hasard mais l'expression de la structure profonde d'une société ayant initié le capitalisme. Sinon la nationalisation, la responsabilité directe de l'Etat dans le domaine de la production, peuvent être considérées comme sans grande signification sur le plan socio-politique, tellement le capitalisme est devenu l'état naturel de la société, l'évidence.

Toute convaincue de l'avantage acquis par le système capitaliste, une institution internationale aussi représentative de ce dernier, que le FMI peut admettre la

¹ Voir au sujet de ce processus d'Etatisation-intégration mondiale au lendemain de la seconde guerre mondiale par référence davantage au monde communiste et parfois même sous son impulsion, l'article de N. ABDI sur „Transnational Occidental et Transnational Techno-Bureaucratique”, *Peuples Méditerranéens*, Paris, n° 35-36, Avril-Sept. 1986, p. 52 à 67.

présence d'un secteur d'Etat, se préoccupant plus de sa forme de gestion et de son rapport à l'extérieur que de son statut. C'est au niveau de l'ouverture des pays sur l'économie mondiale, qu'elle fait preuve d'intransigeance. Ainsi la désétatisation intervient comme nous le verrons plus loin, d'autant plus sur ce plan, qu'au niveau interne des pays qui en sont l'objet, cette évolution telle la privatisation du secteur public, dépend plus de l'initiative locale et surtout de celle de l'Etat.

1. Une initiative étatique

On peut certes rapprocher le processus d'étatisation puis de désétatisation algériens et tunisiens de celui intervenu dans des pays de l'ex-URSS, dans un but heuristique. En effet la désétatisation ne tend pas à s'imposer sur la rive sud de la Méditerranée avec la même ampleur qu' en Europe Centrale. L'on peut comparer l'évolution algérienne, à celle plutôt du monde orthodoxe et musulman ex-soviétique dont ce serait à sa structure sociale propre et son rapport particulier à l'économie mondiale, qu'est due une moindre implication dans le cadre de cette évolution, ceci à la différence de l'Europe Centrale.

A la différence des pays christiano-latins d'Europe Centrale et à l'exemple de ceux du monde orthodoxe et musulman de l'Est, le mouvement de désétatisation fut initié en Algérie et même en Tunisie à partir du sommet. Il ne fut pas précédé comme en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie,... par des revendications et des mouvements à la base, au sein d'espaces sociaux plus ou moins autonomes par rapport à l'appareil d'Etat. En effet dans les premiers pays il est apparu clairement que l'initiative de la désétatisation est venu du sommet avec la collaboration d'hommes de l'appareil. Ce fut donc le rôle particulier de couches dominantes à travers l'Etat et de leur rapport à la société.

L'ouverture ne s'étant pas faite à partir de la base, la désétatisation opère de la même façon sur le plan économique. De cette initiative de l'appareil bureaucratique dans le processus de désétatisation et le déroulement de ce dernier, résultent sans doute la forme de restructuration qui s'impose actuellement et particulièrement la faiblesse de son dynamisme. Sauf qu'à long terme à l'exception peut-être du cas des pays musulmans ex-soviétiques et du sud de l'Europe, l'analogie entre l'évolution au Maghreb et celle dans les pays ex-communistes situés à l'est et au sud de l'Europe, risque d'être réduite, surtout du fait de la particulière bienveillante attention dont est l'objet de la part de l'Occident, y compris le Monde orthodoxe par rapport au monde musulman. Ce soutien occidental faisant la différence.

1.1. Sur le plan interne en Algérie le point de départ du mouvement de désétatisation est à situer dans l'établissement de bilans par diverses structures centrales à la fin de la décennie soixante-dix et à la veille de l'élaboration du premier plan

quinquennal 1980-84, des bilans qui „ne sont pas socialement neutres. Ils sont intervenus dans un contexte dominé par une idéologie ...avec un contenu s'affirmant de type libéral, privilégiant la transparence”.² En Tunisie il a fallu un changement de chef de gouvernement en 1986 pour que soient reconnues des difficultés jusqu'alors ignorées³, résultant, la crise aidant, de la gestion d'Etat, sous forme de déficits et de découverts des entreprises d'Etat.

Nous dirons en d'autres termes qu'il y eut au Maghreb algéro-tunisien à la fin de la décennie soixante-dix, un essoufflement de la dynamique étatiste, favorisant un relâchement de la pression de l'appareil d'Etat. Cette évolution se trouvant être favorisée du fait de l'amorce de la baisse du prix des hydrocarbures en 1981, baisse dont résulta la chute brutale des ressources extérieures provenant de leur exploitation, au milieu des années quatre-vingt et des conséquences sociales ayant abouti aux émeutes de 1984 en Tunisie et d'Octobre 1988 en Algérie.

1.2. En fait une restructuration à marche forcée du système productif national a été entreprise avec une système bureaucratique dans l'allocation des ressources par injonctions des autorités administratives. Ceci surtout en Algérie où l'allocation financière fut attribuée centralement par une Commission Nationale de Restructuration Financière, le découpage décidé arbitrairement, les sièges sociaux des entreprises transférés etc...⁴. le coût de cette restructuration et même celui du simple maintien en activité devint élevé en Algérie et même en Tunisie.

Au point où la situation du secteur d'Etat apparaît en Algérie fortement grevée. 88% des entreprises nationales et 82,5% des entreprises locales avaient des situations financières négatives au début de 1991, la majeure partie d'entre elles ayant des difficultés d'accès au crédit de fonctionnement. L'ampleur des découverts et de l'endettement de ce secteur étant de plus de 11 milliards de dollars au taux d'un dinar pour 0,06 dollar⁵, la prise en charge des sociétés en difficulté par l'Etat nécessiterait de 12 à 22 milliards de dollars.⁶

² N. BOURENANE, „Les réformes des structures productives en Algérie...”, *Annuaire de l'Afrique du Nord*, Aix-en-Provence, CRESM, 1987.

³ M. BEN ROMDHANE „Fondements et Contenus des restructurations face à la crise économique en Tunisie”, *Etat et Développement dans le Monde Arabe*, Aix-en-Provence, 1990.

⁴ M. MEKIDECHE „Evolution et Devenir du Secteur Public”, Texte pour le Symposium sur les Etats Généraux de l'Economie, Alger, Novembre 1991.

⁵ M. MEKIDECHE. op. cit.

⁶ A. KERAMANE ministre de l'industrie, Déclaration à la *Conférence des Etats Généraux...* voir supra. Voir aussi pour l'Egypte le programme d'ajustement structurel élaboré à la faveur de l'accord conclu avec le FMI en 1987 et en Mai 1991. „La capacité des autorités à respecter cet accord” par rapport au précédent „reste à prouver”. L. Blin, „Le Programme de Stabilisation et d'Ajustement Structurel de l'Economie Egyptienne”, *Egypte Monde Arabe* n° 9, 1^{er} trimestre 1992.

Or les ressources actuelles de l'Algérie provenant essentiellement du pétrole, suffiraient uniquement à couvrir le service de la dette, sauf qu'elles doivent servir aussi à couvrir les importations notamment pour l'alimentation.

C'est dans ce contexte qu'intervient le changement d'orientation initié par le pouvoir mis en place en Juillet 1992 et surtout par l'ancien ministre de l'économie et de l'énergie de Boumediène, Belaid ABDESSELAM. Celui-ci promu en qualité de chef du gouvernement se garde bien de laisser à quelqu'un d'autre la responsabilité du ministère de l'économie qu'il prend directement en main. En effet il revient ainsi au pouvoir avec pour ambition de poursuivre le développement étatiste de l'Algérie tel qu'il l'avait entrepris et au point où il l'avait laissé au moment de son départ en 1979.

Désétatisation et arrêt brutal de celle-ci relèvent donc de la seule initiative du pouvoir central. Enfin il faut voir si quelque peuvent être les objectifs actuels du FMI et l'engagement dans la même sens des responsables politiques, les limites de la libéralisation, celles de l'action de ces derniers ne correspondent pas à la structure de l'ensemble du système social, c'est à dire à la nature de ce dernier et à sa propension à l'étatisme. Surtout si la volonté politique de libéralisation est effective, ne peut-on pas concevoir qu'une société puisse être tout au moins à une certaine stade de son évolution, quelque peu réfractaire à un système particulier fut-il le libéralisme?

De quelle façon alors sur le plan interne d'abord et sur le plan externe ensuite se manifestait cette résistance avant l'été 1992 et depuis?

2. Une libéralisation sans privatisation

Il y a lieu de considérer les deux aspects de la désétatisation. Le premier est la privatisation des entreprises publiques ou tout au moins la promotion d'un secteur privé conséquent par rapport au secteur d'Etat existant, de même que la simple privatisation de la gestion de ce dernier. Le second la libéralisation par notamment une plus grande ouverture aux échanges extérieurs. L'étatisation consistant en l'établissement d'un dirigisme et/ou une nationalisation des unités de production, on peut donc entendre par désétatisation à la fois cette libéralisation et cette privatisation.

Cependant la libéralisation s'avérerait plus aisée que la privatisation.

2.1. Déjà durant la période „socialiste” de l'Algérie d'avant les années quatre-vingt et à l'initiative d'Abdesselam alors ministre de Boumediène, l'économie algérienne aussi étatisée qu'elle fut, constituait en fait un partenaire privilégié de l'économie multinationaliste mondiale. On n'hésitait pas à se lier au capital étranger, tout en tendant à éliminer le capital privé national ou du moins à en re-

streindre la participation dans le pays. Ainsi dans cette Algérie et dans la Tunisie des années soixante mais dans une moindre mesure, a-t-on freiné l'initiative privée. Bien que dans ce pays le secteur d'Etat s'était toujours étendu même après 1970, atteignant 60% de l'économie en 1989 et assurant 80% des exportations.⁷ Enfin lorsqu'on entreprit d'encourager l'investissement privé, en Algérie et en Tunisie, c'est généralement en faveur du capital étranger que des avantages furent consentis avant d'être plus ou moins étendus au capital national. Telle fut la façon dont le développement étatique s'était fermé sur le plan intérieur pour ne s'ouvrir qu'au niveau international.

Reste à savoir si l'ouverture préconisée avant l'été 92, s'applique à l'ensemble du commerce et à tous les produits. La libération des prix demeure quant à elle partielle en Algérie. De même en Tunisie où elle portait en 1987, sur 60% des produits industriels et fin 1988 sur 66%.⁸ D'autant que du fait de l'opposition populiste islamiste tendant à prôner une politique de facilité, le pouvoir se trouvant en situation de concurrence sur le plan de la légitimité, ne pouvait même s'il le voulait, se désengager totalement du moins sur ce plan. Malgré ses engagements de libéralisation, il continua à maintenir de façon artificielle un certain niveau de l'emploi tout en soutenant les prix de certains produits. En fait ce sont de telles concessions du pouvoir plus que directement la montée en puissance de l'islamisme, qui contribuent à dissuader l'investisseur étranger.

2.2. C'est surtout la privatisation y compris de la gestion qui s'effectue avec lenteur et parfois hésitation et ceci dans le cas de l'Algérie avant même le retour au pouvoir d'Abdesselam. Ce qui ne s'explique qu'en partie par la faible capacité de capitalisation privée. En effet la bureaucratie administrative tendant à se maintenir en tant que telle, s'engageait formellement dans le sens de cette restructuration. Exprimant son point de vue, ses représentants généralement de hauts cadres politico-administratifs parmi les plus de cinquante ans ayant généralement participé à la lutte de libération, défendent leurs positions dans l'appareil et leur orientation étatiste depuis l'indépendance, affirmant la nécessité du maintien d'un secteur d'Etat conséquent sous la tutelle administrative.⁹

Il y eut même une opposition de la bureaucratie administrative et d'une certaine nomenclatura à la formation et à l'affirmation du manager. Ceci peut être constaté en Algérie à travers le statut réel accordé à celui-ci, ainsi que la fonction réelle qui

⁷ I. HARIK, „Privatisation et développement en Tunisie”, *Monde Arabe Maghreb Machrek*, Paris, n° 128, Avril-Mai-Juin., P. 9.

⁸ *Idem*.

⁹ Conférences au Centre Culturel Algérien à Paris, en Janv. et en Fév. 1992.

échoit aux Fonds de participation lesquels gèrent des fonds que leur confie l'Etat.¹⁰ On peut y percevoir une certaine réticence à ce qu'il y ait une dynamique sur ce plan par la constitution d'un véritable manageriat et surtout par la prise en main par ce dernier de la gestion.

D'autant qu'est entretenue une relation plutôt conflictuelle entre secteur public et secteur privé, au point par exemple où chacun d'eux préfère être lié à l'étranger y compris pour son financement, que d'admettre une association avec l'autre. Ceci étant du essentiellement au fait que le point de jonction entre ces deux secteurs est investi par cette nomenclatura et bourgeoisie d'affaires ayant pied dans chacun des deux et exploitant cette position. D'où il en résulte que les gestionnaires du chacun des deux secteurs perçoivent ceux de l'autre à travers ces abus, les gestionnaires secteur public ceux du secteur privé et vis versa.

Le pouvoir politique à jusqu'à l'été 1992 eu tendance davantage à favoriser ainsi la bureaucratie administrative en tant que telle. Il n'apparaît pas qu'il y ait sur ce plan une conception élaborée. Cette bureaucratie administrative fut appréhendée généralement soit au travers de la recherche de clientélisme soit des règlements de compte. D'où la différence avec des ex-pays communistes surtout d'Europe Centrale comme la Hongrie où des hauts cadres prennent en main le secteur économique en voie de privatisation, ou comme en Pologne où le pouvoir à même invité les cadres des secteurs à la fois privé et public à proposer des plans de restructuration pour les entreprises publiques qui doivent être vendues;¹¹ ce qui permet à ces cadres de jouer un rôle dans la destination de ces entreprises. La référence nationaliste tendit en Algérie à devenir un simple discours de justification pour la conservation du pouvoir et des privilèges et c'est plus une forme d'autoritarisme qui s'imposa ainsi, une orientation qui s'est trouvée favorisée parfois de l'extérieur. Au point où par réaction l'on en arriva à réclamer la privatisation de la privatisation.¹²

2.3. Sans changer le statut public de l'entreprise l'on a tenté ainsi d'abord de rapprocher la forme de sa gestion de celle du privé. Ce fut en réduisant le gigantisme des soixantes entreprises nationales algériennes, en les morcelant.

Plus encore après que la consommation des crédits d'investissements ait été considérée entre 1968 et 1976 comme l'élément le plus significatif de la perfor-

¹⁰ Les Fonds de participation alimentés par des fonds de l'Etat et qui détiennent le capital de ce dernier dans les entreprises publiques, informent et orientent les investisseurs accordant des avantages particuliers aux investisseurs algériens.

¹¹ Atelier de Travail *La Transition à l'Economie de Marché* organisé par le CENEAP, Alger, Novembre 1991.

¹² M. BOUZIDI, Conférence à l'Atelier de Travail *La Transition à l'Economie de Marché*. Voir supra.

mance de l'entreprise, durant la période 1978-1988 il y eut un renversement brutal de tendance illustré par les dispositions du décret n° 82/185 du 15 Mai 1982 qui ne donne que le taux de 5% au respect de la programmation des investissements. C'est ainsi que l'efficacité est pondérée d'une nouvelle façon mais tout aussi bureaucratique. Un nouveau critère d'évaluation des entreprises est donc utilisé, c'est le concept dit de taux d'utilisation des capacités productives. Aux politiques volontaristes de développement et de plein emploi de la période précédente succèdent des objectifs de profits avec compressions des effectifs, identification des sureffectifs par les entreprises, abandon des politiques sociales des entreprises (crèches, transport), encadrement du crédit bancaire.¹³

Enfin il a été prévu en Algérie la privatisation notamment dans le secteur du tourisme, celle-ci ayant été entamée de façon anarchique dans l'agriculture. La Tunisie l'a largement réalisée dans ces domaines; dans l'agriculture dès la fin du pouvoir socialisant des années soixante, dans le secteur hôtelier depuis le milieu des années quatre-vingt. Autrement l'objectif affirmé est la privatisation d'autres secteurs considérés comme non stratégiques, ce qui exclut par exemple le pétrole, le gaz, l'électricité... au point où ce changement ne concerne comme en Tunisie que 30 entreprises sur 400.¹⁴

A noter le fait que comme en Tunisie l'investissement public diminue, alors que l'investissement privé s'accroît au point d'être en 1986 l'équivalent en dollars de 15 fois ce qu'il a été en 1970. Ceci en partie du fait du déclin de l'investissement d'Etat dans le textile durant les années soixante-dix.¹⁵

3. Le renouvellement de la dépendance extérieure

L'on se trouve en présence aujourd'hui d'un renouvellement de la dépendance extérieure dont la recherche en sciences sociales ne serait pas parvenue encore à dégager les principales caractéristiques. Le nouveau centre du monde tend à s'établir dans l'aire Asie-Pacifique. Et c'est en rapport avec cet essor d'un nouveau pôle qu'intervient sans doute un réaménagement de l'ordre mondial et de la relation d'échanges entre les différentes aires. La libéralisation en introduisant une souplesse et une maléabilité dans cette relation qui lie les différentes parties du monde, constitue sans doute l'instrument de cet aménagement.

3.1. La politique suivie par les grandes institutions internationales participe de ce renouvellement de la dépendance extérieure au travers d'une nouvelle forme d'assis-

¹³ M. MEKIDECHE. *op. cit.*

¹⁴ I. HARIK, *op. c.*

¹⁵ *Idem*

tance. Le dit réajustement constitue non seulement une forme de main-mise sur des pays sous-développés, mais aussi une aide répartie selon l'intérêt que présentent ces derniers. Le cas le plus flagrant est celui de l'Égypte avec annulation de ses dettes et l'octroi de prêts importants. Sans doute s'agit-il comme l'affirme le FMI d'une politique conjoncturelle, mais elle n'en est pas moins destinée à terme à la mise en place et à la légitimation du nouvel ordre inégal. Le FMI est particulièrement intraitable en ce qui concerne la libéralisation des échanges extérieurs proprement dits, ce qui permet de dire qu'il impose l'intégration à l'économie mondiale, des pays sous-développés, sans se préoccuper des conditions de cette intégration pour ces pays et par conséquent en entraînant leur périphérisation. Or la désétatisation pourrait être adaptée à travers l'aménagement de la libéralisation des échanges et avoir pour objectif une intégration mondiale préférentielle. Ainsi n'y a-t-il pas une réelle contradiction entre le maintien d'un système dirigiste et un développement d'une économie privatiste. L'essor capitaliste asiatique actuel n'a-t-il pas eu lieu sous l'égide d'un certain dirigisme?

L'Algérie se résoud à un premier accord avec le FMI en Avril 1991 et à un second en Juin de la même année donc à peu près à la même date que l'intervention d'un accord entre l'Égypte et le FMI. Or après un silence de deux ans 1989-90 sur la question, le processus d'assainissement financier reprit en mars 1991, selon une démarche progressive. Celle-ci est confortée par le FMI qui en fait une condition et qui prend en charge pour ce qui le concerne, l'assainissement des 22 entreprises les plus fortement déstructurées. Il s'agirait essentiellement de reprofilage de la dette pour éviter la cessation de paiement.¹⁶ L'Algérie fut ainsi à partir du printemps 1991 engagée dans un mouvement permanent de réajustement structurel sous l'égide du FMI au point où toute sa production développée jusque-là pour le marché intérieur, risque de se trouver soumise à une concurrence étrangère impitoyable. On pourrait en dire autant pour la Tunisie sauf qu'elle a été au moins fermée jusqu'ici à cette concurrence étrangère et que la libération des importations y a fait de réels progrès en 1987-88.¹⁷

Le retour au pouvoir en Algérie d'Abdesselam ne peut être considéré comme une réaction principalement à l'encontre de cette ouverture périphérisante, cet „infatih” dans lequel l'Algérie s'est trouvée entraînée à son tour après d'autres pays arabes tels la Tunisie après Bensalah, l'Égypte après Nasser...; mais autant si ce n'est

¹⁶ Il n'y a aucune différence sur le plan de cet engagement à l'égard du FMI, entre le gouvernement d'avant juin 1991 et celui qui lui a succédé après lequel a accepté de respecter les engagements pris vis-à-vis du FMI, bien que ceux-ci n'avaient pas encore été avalisés par les institutions algériennes concernées. M. BENACHENHOU, *Algérie Actualité*.

¹⁷ M. BEN ROMDHANE, *Op. c.*, p. 156.

d'avantage en vue de se réfugier sur le plan interne dans un étatisme superbe. Ce qui ne peut que réduire la force de ce sursaut contre la périphérisation de l'Algérie.

3.2. D'ailleurs ce n'est pas le seul fait du FMI que de précipiter l'Algérie notamment dans un processus d'intégration périphérisante. D'autres engagements encore plus lourds de conséquences allant au delà de la désétatisation à la fois privatisation et libéralisation, exigée par le FMI, ont été pris.

Ainsi pour l'Algérie après s'être sous la tutelle intransigeante de Boumediène, frotter durant la décennie soixante-dix, aux intérêts pétroliers étrangers, la technocratie d'hier revenue au pouvoir depuis mais plus en tant que bureaucratie administrative, en arrive à composer avec eux se pliant aux exigences les plus archaïques. Ainsi d'abord le fait de gager des prêts sur la fourniture d'hydrocarbures à l'Italie et la France. Et à partir de 1991 le retour au système des concessions à des multinationales en vue d'accroître l'extraction de matières premières¹⁸ et ce essentiellement pour leur exportation. par des capitulations de type néo-colonial, l'Algérie se soumet à une exploitation étrangère primaire-exportatrice; elle renonce à sa principale révolution à savoir l'intégration totale à son développement industriel de ce secteur des hydrocarbures, acceptant son réenclavement et son contrôle de l'extérieur.

Maintenue dans une large mesure à ce jour en tant qu'économie primaire-exportatrice, en ayant été algérianisée sur le plan de la gestion sans qu'en ait été supprimée, ni transformée profondément cette fonction primaire-exportatrice, l'exploitation des hydrocarbures risque ainsi de connaître un certain renouveau. Sa dominance en tant que secteur primaire-exportateur risque d'être ainsi consolidée pour bien longtemps. Ce qui tout en accentuant le poids et les interférences négatives de cette économie au niveau interne, rendra encore plus archaïque la relation d'échanges de l'Algérie, renvoyant sine die l'amélioration du niveau d'intégration de ce pays à l'économie mondiale. Or le projet d'Abdesselam ne paraît pas différent de celui de Ghelazi son prédécesseur à la tête du gouvernement et ancien collaborateur. Il insiste tout autant que ce dernier et même davantage sur l'intérêt d'une expansion de l'exploitation des hydrocarbures considérée en tant que seule issue.¹⁹

Cette voie s'imposerait apparemment d'autant plus aujourd'hui qu'aux yeux d'un économiste qui y est le plus opposé, „les branches qui émergent du point de vue des avantages comparatifs pour l'Algérie” ne sont plus selon les indications qu'il donne, que celles qui sont le plus proches du secteur primaire (des hydrocarbures, des mines, de l'agriculture...). Ceci à l'exception de l'ingénierie étant donné la

¹⁸ Ait Laoussine ministre de l'énergie, Déclaration à *La Conférence des Etats généraux...*, voir supra.

¹⁹ Voir à ce sujet ses déclarations dans la *presse algérienne* Op. c.

disponibilité de main-d'oeuvre qualifiée à bon marché. De plus l'on rentrerait „dans la bazarisation progressive mais inexorable” de l'économie algérienne, car les activités productives sont décapitalisées et offrent des taux de profits peu attractifs comparés à l'activité commerciale et spéculative... La lecture à un deuxième niveau des projets de code de commerce et la loi sur les valeurs mobilières rendent potentielle implicitement l'option pour un tel scénario.²⁰

4. Une redynamisation difficile

Certes Abdesselam peut mobiliser en faveur de son projet économique tous les moyens dont dispose son gouvernement et non pas comme durant les années soixante-dix, ceux du seul ministère de l'Industrie et de l'Énergie dont il était titulaire. Cependant à l'époque la rente du pétrole aidant il disposait pour le développement notamment industriel, en cette qualité de ministre de plus de ressources extérieures qu'aujourd'hui en tant que chef du gouvernement et ministre de l'économie. N'aurait-il dans ce cas de choix qu'entre soit une conjonction avec la mouvance identitaire soit une collusion avec l'oligarchie au pouvoir.

4.1. L'on peut difficilement imaginer que cette fois-ci, il n'aurait pas pris la précaution de s'assurer pour son présent engagement, d'une ressource à la fois morale et matérielle de facilitation et de légitimation de son action, ni qu'il ne soit pas inscrit dans le cadre d'une dynamique réellement porteuse. Cependant son pragmatisme fera en sorte qu'il ne va pas rechercher outre mesure la collaboration de la diversité de partis, d'autant que vis à vis d'Aït Ahmed et de son parti le FFS principale formation d'opposition après les islamistes, représentative d'un courant d'opinion conséquent ne serait ce que parmi des berbérophones, il a plus que de la réserve. Sans doute serait-il plus favorable à une prise de langue et l'un des principaux promoteurs de la négociation avec une opposition islamiste pesant davantage. Ceci en considérant d'une part qu'il est la pour faire la politique, fut-elle contraire à celle du FLN, qui s'impose strictement de son point de vue dans la situation actuelle, quitte à attendre que ce parti comme l'ensemble du pays, n'aient qu'à s'y engager après coup²¹ et d'autre part que la poursuite du bras de fer avec les islamistes ne peut que nuire à cette politique. Ainsi risque-t-il en tant que responsable de l'économie, de prendre rang comme partenaire de ces derniers à un

²⁰ M. MEKIDECHE, *op. cit.* 22) A laquelle les islamistes ne paraissent pas opposés. Voir le Monde du 7 Août 1992.

²¹ C'est la thèse qu'il défendit pour justifier une industrialisation en rupture par rapport à la réalité du pays. M. Bennoune et Ali El Kenz, *Le Hasard et l'Histoire. Entretiens avec Belaid ABDESSELEM*, Alger, ENAG/Éditions, 1990, t 2, p. 187.

moment où leur participation au pouvoir devient de plus en plus difficile à exclure. Il pourrait être sur ce plan tout au moins l'homme de la transition entre une Algérie nationaliste et une autre plutôt islamisante, à la façon dont il l'a été entre l'Algérie française et l'Algérie algérienne l'été 1962.

Quoiqu'il en soit, il ne peut dans l'Algérie d'aujourd'hui, parvenir sans l'appui des islamistes à la mobilisation de la population pour l'amener à accepter une plus grande austérité comme il l'envisage de le faire pour une période de trois ans. L'accueil favorable à sa désignation comme chef du gouvernement par ceux d'entre eux que l'on peut considérer comme des modérés si ce n'est des modernistes, ne pouvait que renforcer son penchant dans ce sens.

D'autant que cet accueil salue à la fois le technocratisme et un certain rigorisme islamique que le chef du gouvernement partage avec eux.²² Ainsi forte d'un préjugé favorable d'une partie de la mouvance islamiste voire d'un appui ultérieurement, la prise en main de la situation économique par Abdesselam, n'est pas suicidaire comme celle par le président Boudiaf qui se battait sur plusieurs fronts, au point de finir par être liquidé par le système en tant que corps étranger. C'est à une forme de dirigisme, un état de mi-étatisme, mi-privatisme²³ et que l'on peut considérer en tant que processus de confiscation si ce n'est de rejet du mouvement de désétatisation, que pourrait correspondre dans cette aire régionale algéro-tunisienne,²⁴ une telle participation de l'islamisme au pouvoir directement ou du seul fait de son influence sur ce dernier. Déjà ce dirigisme islamiste a pu prendre quelque peu forme au niveau local à la suite des élections municipales et régionales de Juin 1990.

Que représenterait au sein de cette orientation islamisante qui a pu s'imposer ainsi à partir de Juillet 1992, le poids de survivances du technocratisme boumédiéniste d'hier qui traduiraient une propension de la société algérienne dans ce sens? Une tendance qui pourrait se trouver renforcée par les préoccupations de l'islamisme de moralisation de la vie économique et sociale, de solidarité, voire de garanties collectives, allant à l'encontre du libéralisme qu'imposent les propres allégeances à la fois intérieures et extérieures de ce mouvement. Ce qui avec l'établissement d'un certain monolithisme autoritaire qui lui est inhérent, contribue à

²² Voir le compte-rendu de la presse de langue arabe dans l'hebdomadaire L'Observateur n° 71 du 22 Juillet 1992. L'exclusion de toute femme du gouvernement d'Abdesselam correspondant à son engagement actuel fortement islamisant, apparaîtrait comme une assurance qui serait donnée aux islamistes.

²³ J'utilise le terme de dirigisme à peu de choses près selon l'acception figurant dans le dictionnaire le Petit Robert à savoir un „système économique dans lequel l'Etat assume la direction des mécanismes économiques,... en conservant les cadres de la société capitaliste”.

²⁴ Voir au sujet de cette notion d'aire régionale N. ABDI (Sous la direction de), Aire régionale méditerranéenne, Tunis, Alif, 1992.

assurer une certaine paix sociale favorisant dans une certaine mesure l'adhésion de la technocratie.

D'autant que l'islamisme et surtout sa frange électoraliste apparaîtrait comme étant plus technocratique que ne l'est le nationalisme arabe aujourd'hui ou du moins plus indépendant par rapport à la bureaucratie administrative.²⁵ On peut interpréter l'islamisme actuel comme l'a été le nationalisme arabe au moment de son apparition lors de la seconde guerre mondiale, s'affirmant d'abord de façon technocratique. L'islamisme d'aujourd'hui s'inspire aussi du modèle technocratique mondial bien que sur un certain plan de façon réactive. Donc à la réduction du caractère hégémonique d'un étatsisme nationaliste arabe (avec la perte de dynamisme du boumédienisme, comme du nassérisme) et à sa confiscation par une bureaucratie administrative, correspondrait l'avènement de ce dirigisme islamiste arabe que l'on peut considérer en tant que nouvelle version spécifique du technocratisme. En effet, il s'agit là d'une sorte d'islamisation de formes technocratiques modernes y compris par des emprunts au stalinisme comme ce fut le cas de l'étatsisme nationaliste arabe dans sa phase technocratique.²⁶ Attentiste une partie de l'ancienne technocratie et surtout la nouvelle, à tendance à accepter y compris le statut d'une modeste cléricature sous l'égide islamiste, avec l'espoir de ne plus être réduite à un rôle purement bureaucratique de simple encadrement et d'interprétation du discours officiel situation à laquelle l'avait réduite l'étatsisme arabe dans sa situation actuelle. Ainsi peut-il résulter dans de telles conditions une évolution dans le sens souhaité par Abdesselam.

Reste à savoir si telle une accession au pouvoir de l'islamisme aboutirait simplement à une légitimation en fonction du nouvel équilibre mondial comme de cette situation intérieure, du rapport au monde anciennement industrialisé et sans doute au nouveau à savoir l'aire Asie-Pacifique. Ou bien se traduira-t-elle par une subversion effective sur le plan économique vis-à-vis de ces derniers plus que vis-à-vis des rapports internes de domination, voire même par quelque décollage économique et social. Mon interrogation au sujet de ce cléricalisme à trait à sa fonction sur le plan intérieur régional maghrébin, comme à l'échelle de tout le Monde arabe et à son rapport à l'extérieur dans le cadre de la mutation mondiale en cours, à la différence du rôle qu'il joue au sein de pays musulmans non arabes telle la Malaisie, plus proches d'une aire Asie-Pacifique en ascension.

²⁵ Voir cette bureaucratisation du nationalisme arabe alors qu'à l'origine il constituait l'expression d'un arabisme technocratique dans Algérie: 200 Hommes au pouvoir (Sous la direction de L. BLIN, Paris, Indigo Publications, 1991-92.), à travers le cheminement de ces derniers. J'ai pu constater par ailleurs que les candidats islamistes aux élections législatives de fin 1991 en Algérie, étaient souvent d'un niveau intellectuel plus élevé que ceux du parti du pouvoir.

²⁶ N. ABDI, „Islamisme, étatsisme et transition au niveau mondial”, *Etudes méditerranéennes*, n° 3, 1988, Szeged, Hongrie.

La tendance actuelle du moins au niveau des responsables politiques américains et même français qui est d'adopter une certaine neutralité dans la confrontation entre nationalisme et islamisme au sein du Maghreb comme du Monde arabe, est significative de ce point de vue. En Algérie il y a un certain nombre de freins inhérents à la politique économique promue par l'actuel chef du gouvernement et même à la collaboration techno-islamiste qu'il paraît disposer à promouvoir. Le redressement de la situation sur le plan économique ainsi entrepris a de faibles chances de succès. L'obstacle pourrait être à la fois l'étatisme systématique d'Abdesselam face au populisme de la majorité islamiste, l'une et l'autre pouvant faire difficilement bon ménage.

En effet l'islamisme algérien est majoritairement moins favorable à un renforcement de la dimension technocratique du système et risque de déboucher plutôt sur un autoritarisme puritain et surtout sur une bureaucratisation par réaction contre sa propre dimension populiste. à la différence d'islamismes surtout non arabes tel l'iranien ou le pakistanais..., celui d'Algérie n'a pas été apte à réaliser quelque élaboration théorique. Il n'a pas eu son maître à penser et ses quelques intellectuels représentent des mouvements plutôt minoritaires. Il se contente d'adopter des modèles et des recettes conçus ailleurs, ayant une démarche plus pragmatique, étant davantage l'expression de masses paupérisées que celui d'une intelligentsia islamiste. Faute de cette aptitude de sa direction, il n'est pas jusqu'à l'accoutrement des hommes comme des femmes qui ne soit emprunté ailleurs.

Il en est ainsi sur le plan économique où il ne se démarque par aucune initiative fondamentale originale. Cette faiblesse au niveau de la conception risque d'être d'autant plus grande que son expérience de gestion municipale et régionale avait tourné court et que son ascension n'a pu se poursuivre par sa promotion en tant que gestionnaire au niveau national, lui permettant d'éliminer par la même occasion la nomenclatura en réduisant la bureaucratie administrative. Cette forme d'accession au pouvoir de l'islamisme, ayant peut être échoué ainsi définitivement le seul scénario d'un avènement d'un régime islamiste en Algérie, tiendrait plus du compromis si ce n'est du putsh militaro-islamiste à la soudanaise. Ce qui n'interviendra pas sans compromis avec l'oligarchie au pouvoir aboutissant à un maintien de la bureaucratie administrative en place et de certains privilèges de la nomenclatura au travers du complexe militaro-politique.

D'autant qu'il y a le fait qu'Abdesselam accorde l'économie énergéto-minière. Ce dont résulte le maintien de l'ancrage primaire de l'Algérie sur le plan extérieur et une dominance tout aussi primaire à l'intérieur sur l'ensemble de l'économie, au travers d'un secteur des hydrocarbures ne nécessitant pas une large participation des forces productives. D'où la persistance de la rupture du corps social consacrée par les émeutes et la répression d'Octobre 1988 et du caractère oligarchique du régime

en lui assurant une autonomie financière vis-à-vis de la société²⁷ et notamment d'une partie de son expression populaire que constitue aujourd'hui pour une bonne part cette même revendication identitaire islamiste. Pour une partie des participants au coup d'Etat de Janvier 1992, voire à l'assassinat six mois après du président qu'ils avaient désigné à cette occasion, il s'agissait de préserver un tel système afin de réserver leur position.

De plus les difficultés économiques aidant Abdesselam peut en arriver faute d'un consensus suffisant en faveur de sa politique de rigueur, à accepter à se compromettre avec cette bureaucratie administrative pour bénéficier de son appui et notamment de son autoritarisme, au risque d'en étendre l'influence sur son propre entourage technocratique. à défaut de parvenir à la réduire en l'éliminant ou même d'en favoriser la mutation en une véritable technocratie, en tenant compte de ses capacités et de ses limites. Avec ses velléités de vouloir préserver dans sa position dominante, le secteur d'Etat dont il a assuré la promotion en tant que ministre de l'industrie et de l'énergie sous la présidence de Boumédiène, il pourrait voir en cette bureaucratie prise en tant que telle, un allié favorable au maintien de ce statu-quo.

Conclusion

L'ensemble de ces constatations amène à se demander si au travers du processus de désétatisation et de son arrêt brutal du moins en Algérie, l'on ne finira pas par aboutir à un certain dirigisme. Il y aurait un système dans lequel l'Etat assume la direction des mécanismes économiques, tout en entretenant des formes capitalistes au sein du pays. Ce qui est la seule façon de parvenir sur le plan interne à un certain degré de mobilisation des forces productives et d'avoir sur le plan externe l'outil nécessaire si ce n'est indispensable pour améliorer l'insertion internationale du pays à travers l'adaptation de la politique d'ajustement structurel du FMI à la situation actuelle²⁸. Il ne s'agit pas de réaliser pour employer des formules consacrées „moins d'Etat", „plus d'Etat", ou simplement un „mieux Etat".²⁹ Le modèle idéal est celui d'un privé en tant que partenaire à part entière c'est à dire en tant que pôle, épaulé par un Etat industriel c'est à dire à la fois si l'on peut dire un „mieux Etat", un „mieux privé" et la „meilleure relation" qui puisse exister

²⁷ Qui paie les impôts participe au pouvoir disait-on lors de la révolution américaine contre la domination anglaise, ce qui n'est pas le cas avec la révolution pétrolière arabe. Voir les recherches.

²⁸ Contrairement à l'opinion exprimée par L. ADDI: *Forme néo-patrimoniale de l'Etat in Etat et Développement dans le Monde Arabe*. CRESM, Aix en Provence, 1990.

²⁹ Formules de M. J. BRANDT: Communication à la conférence organisée par l'IEDES sur l'Etat. Université de Paris I. 1990.

entre eux, ce qui permet de réaliser l'indispensable arbitrage au niveau de la libéralisation des échanges comme entre un développement à base d'exportations et un autre pour le marché intérieur.

Reste la fonction qu'on assigne à plus ou moins long terme au secteur des hydrocarbures, soit par un développement industriel intégrant ce secteur, soit par le maintien de l'Algérie en tant qu'exportateur de ces matières premières et de la dominance d'une telle économie primaire sur le pays. En définitive l'Algérie se trouve devant un dilemme, soit qu'elle s'engage encore plus sur le chemin de la facilité dans l'intérêt surtout d'une bureaucratie administrative entendant préserver ainsi son pouvoir et ses privilèges, en brandissant l'épouvantail de la misère et de l'intégrisme, soit qu'elle reprenne selon des formes plus adaptées et plus efficaces son essor et la possibilité de contribuer au renforcement de l'aire régional au niveau de sa longitude et à la réduction ainsi du déséquilibre mondial toujours grandissant en faveur de l'aire Asie-Pacifique. L'Arc Latin et la France en particulier ont à jouer un rôle de médiateur face au risque d'une stagnation qui ne peut être que dommageable pour l'ensemble méditerranéen. Par conséquent l'on se doit d'adopter la formule la plus adaptée pour cette sauvegarde et qui ne peut être qu'un pacte définissant le type de relations transméditerranéennes qui seraient le plus à même de contribuer à ce réajustement. En effet les interférences n'ont plus de limites, l'ingérence militaro-politique est un fait quotidien à plus forte raison dans le domaine des relations économiques entre les deux rives de la Méditerranée, entre le Maghreb et l'Arc Latin, entre la France et l'Algérie. Ceci au point où l'on peut se demander si aujourd'hui on ne se trouve pas en présence d'une phase historique de formation d'une nouvelle société méditerranéenne dont les éléments, notamment sur le plan sociétal, s'élaborent sous nos yeux, voire même par la constitution d'une souveraineté sociale, même si elle reste non instituée³⁰ et dont il suffirait d'en reconnaître ainsi l'existence. Ceci au travers d'un pacte méditerranéen institutionnalisant cette réalité et régissant les droits et obligations respectives des différentes parties de cette société méditerranéenne. L'occasion de faire bon usage du droit d'ingérence dans le sud de la Méditerranée comme en Europe Centrale.

Ainsi de même que l'effort de la Hongrie comme de l'ensemble de l'Europe Centrale, celui du Maghreb et de l'Algérie pourrait aboutir sans le risque d'avorter, n'étant plus soumis à la seule pression d'une situation intérieure de plus en plus intolérable.

³⁰ Formule de Gurvitch: La vocation actuelle de la sociologie. Paris, P.U.F. 1968. p. 441.

ROBERT ESCALLIER
(Université de Nice)

Villes et urbanisation du Maroc, au début du 20^e siècle

Les sources historiques utilisées.

L'extrême occident du monde arabe a attiré de nombreux voyageurs, à la fin du 19^e siècle, en quête de pittoresque, souvent à la recherche de nouvelles contrées à „explorer-exploiter”, de nouveaux marchés à conquérir. Les récits des représentants de l'Europe industrielle, dominatrice et hautaine, sont souvent de pauvre intérêt. Moralisateurs plus qu'observateurs, leurs auteurs „n'apprécient les réalités marocaines que de l'extérieur” comme l'écrit P. Guillen (1966).

Moins nombreux, mais autrement plus riches sont les relations de voyage d'observateurs attentifs et curieux, précurseurs des travaux anthropologiques, géographiques et historiques conduits durant la période coloniale, ainsi que les études et compte-rendus de missions scientifiques au Maroc. Au premier groupe appartiennent, parmi d'autres, les ouvrages de Ch. de Foucauld (1888): „Reconnaissance au Maroc 1883-84”; de J. Eckmann (1885): „Le Maroc moderne, de J. Canal (1902), de De Segonzac (1903), d'E. Aubin (1904), d'A. Cousin et D. Saurin (1905)...”, au second groupe, les études de Michaux, Belfaire, R. Leclerc, A. Joly publiées dans la somme intitulée „Villes et tribus du Maroc. Mission scientifique au Maroc” (10 tomes, publiés sous les auspices de la Résidence Générale, en 1915).

Ces diverses sources informatives dont la recension fut réalisée par J. L. Miège (1961), nous permettent de proposer un tableau relativement complet du Maroc urbain, au début du 20^e siècle. Cette période de transition majeure correspond au passage de la formation sociale marocaine, d'une situation traditionnelle où déjà se manifestent les acteurs et les ferments du changement, à celle d'une société dominée et dépendante placée dans un cadre colonial.

Au début du 20^e siècle, l'espace et la société du Maroc demeurent en apparence immuables, prisonniers d'un temps circulaire, engoncés dans la vie rurale. Les villes, peu nombreuses, les citadins ne représentent qu'une maigre proportion des populations. De vastes régions ignorent le fait urbain et restent fidèles au monde des tribus. Pourtant, depuis 1856, année de l'ouverture forcée des ports marocains au commerce international, le frémissement de changements en cours se produit et des transformations du tissu économique et spatial s'ébauchent en certains lieux fréquentés et parcourus. Au plan économique, la circulation des hommes et des marchandises s'intensifie, au plan politique les nations européennes, représentées à Tanger, s'impatientent et „frappent à coups redoublés sur la porte fermée du vieil

empire chérifien" (R. Montagne, 1954), et de façon de moins en moins discrète. Le bouillonnement des choses se manifeste avec une vigueur accrue le long des axes de contact littoraux, tandis que les centres de négoce de l'intérieur, délaissés par les grandes routes commerciales et en voie d'appauvrissement, se replient sur eux-mêmes, vaguement conscients et inquiets des transformations de leur environnement économique et social, bientôt de leur environnement politique et culturel.

I. Les villes marocaines, en 1900

La ville est définie comme une agglomération de 2.000 habitants et plus, dont les deux-tiers des actifs exercent des professions non agricoles et tirent d'activités du commerce, de services ou de production artisanale l'essentiel de leurs revenus. L'utilisation d'équipements fixes, de nature administrative, commerciale et culturelle, permanente par les habitants de la cité, temporaire par les ruraux de la région, lors du marché hebdomadaire, ou occasionnelle par les négociants-transporteurs dans les centres relais, est créatrice d'une vie sociale, d'une ambiance propre qui distingue la ville du simple bourg rural.

L'analyse des témoignages recueillis et des sources, autour de l'année 1940, en fonction des critères de sélection retenus, réalisée pour chaque cas, nous a permis de considérer le Maroc urbain comme un ensemble de vingt-sept villes (Tab. 1). Les difficultés d'appréciation ont concerné les plus petits centres; heureusement, les cas sont relativement rares, tant l'habitat rural est à dominante de dispersion, à l'exception des régions pré-sahariennes. Deux cas de figure se sont présentés, celui des villages agglomérés et fortifiés des zones oasiennes du sud de l'Atlas et celui de quelques centres des plaines et plateaux du Maroc atlantique.

Les ksour atteignent souvent plusieurs centaines, parfois plusieurs milliers d'habitants. Ainsi, Ch. de Foucauld estime à 2.500 habitants la population d'Illigh (région du Tazeroualt). L'étude des modes d'occupation et d'habiter démontre que ces ksour, fréquemment éclatés à l'image de ceux du Tadra, ne demeurent que les lieux de résidence de populations sédentaires presque exclusivement attachées à des travaux agricoles et à l'élevage de quelques têtes de bétail. Les oasis ne sont plus alors que des „bouts de monde", enclavés, parfois les témoins d'un passé prestigieux révolu, les anciens „ports" d'un commerce trans-saharien déchu (P. Pascon, 1983).

Quelques centres des plaines et des plateaux atlantiques font illusion. Ainsi, Boujad, relais théocratique, dominé par la famille sainte de Sidi Ben Daoud qui y exerce son autorité spirituelle; les fidèles de la zaou'a y viennent nombreux le jour de marché où commerce, pèlerinage et dévotion se conjuguent. La population du bourg ne dépasse pas 1700 habitants (Cousin et Saurin, 1905), et „sans son importance comme centre religieux, sans le caractère que lui donnent ses mosquées, ses grandes Koubas et les riches demeures de ses çalibs, elle ne serait qu'une misérable

bourgade" (Ch. de Foucauld, 1888). De même, Kasba-Tadla, bourgade militaire, Ben Ahmed, Berrechid... présentent quelques caractères semi-urbains qui les différencient des douars. Pourtant le défaut de diversification des fonctions économiques, hors les activités agro-pastorales, l'atonie des échanges, à l'exception du jour du souk, l'atrophie des services les maintiennent encore aux limites de l'urbain.

Le bilan est modeste, la majorité des marocains - environ la moitié de la population appartient aux régions de montagne et au domaine aride, réalisant une remarquable inversion de peuplement - ne perçoit la ville que comme un fait, sinon marginal, du moins secondaire, et cela même si les villes des bas pays atlantiques deviennent les relais de l'introduction de nouvelles orientations économiques dans le monde rural, même si les villes entretiennent avec leurs campagnes environnantes des relations marchandes intenses, indispensables au fonctionnement de nombreux métiers de l'artisanat citadin.

A la veille de l'instauration du Protectorat, au début du 20^e siècle, l'effectif citadin s'élève à 420.000 - 430.000 habitants, correspondant à un taux d'urbanisation compris entre 8 et 9 %, la population marocaine étant estimée alors à environ cinq millions d'habitants (D. Noin, 1970).

Tableau 1.

La population des villes marocaines (selon les nationalités) au début du 20^e siècle

Ville	Pop. totale	Pop. musul.	en %	Pop. Israël	en %	Pop. europ
Fes	95.000	87.000	91,5	8.000	8,5	25
Marrak	60.000	46.000	76,5	14.000	23,5	15
Tanger	30.000	12.500	42	10.000	33	7.500
Rabat	25.000	21.000	83,5	4.100	16,4	16
Essaou	22.000	12.000	53,5	10.000	45	300
Tetoua	22.000	16.000	71,5	6.000	27,2	300
Casabl	21.000	15.500	73,5	5.000	23,8	570
El Jadida	20.000	16.000	80,5	3.500	17,5	400
Meknès	20.000	15.000	75	5.000	25	25
Salé	15.000	15.000	98	300	2	
Safi	10.000	8.500	83,5	1.500	15	150

Ville	Pop. totale	Pop. musul.	en %	Pop. Israël	en %	Pop. europ
Ksar Kbir	10.000	9.000	90	1.000	10	10
Azemmo	10.000	7.000	67	3.000	33	
Ouezza	10.000	9.000	90	1.000	10	
Oujda	8.000	7.000	87,5	1.000	12,5	
Taroud	7.000	6.000	83	1.200	17	
Larach	5.000	3.500	67	1.500	30	150
Moul. Idris	5.000	5.000	100			
Sefrou	4.000	3.000	75	1.000	25	
Taza	4.000	3.800	95	200	5	
Chefch	4.000	4.000	99	40	1	
Assila	4.000	3.500	82,5	600	15	100
Demnat	4.000	3.000	75	1.000	25	
Amizmi	3.000	2.600	87	400	13	
Beni Mel- lal	3.000	2.700	90	300	10	
Settat	2.000	1.900	95	100	5	
Debdou	2.000	500	25	1.500	75	

Taille des villes et hiérarchie urbaine

Les villes se distribuent en trois strates distinctes: capitales régionales, villes intermédiaires et petites villes.

Deux capitales régionales, villes impériales, Fès et Marrakech dominent une structure incomplète, mais relativement solide de villes. La capitale idrisside, à la tête du vaste domaine des plaines atlantiques du Nord-Ouest, atteint 100.000 habitants, représentant la première ville arabe du Maghreb. Ville de négoce avant que

d'être ville industrielle, elle assiste, comme impuissante, au rétrécissement de sa sphère d'intervention économique et de son champ spatial; celui-ci est produit par son incapacité du moment, d'adaptation à l'évolution des grands courants d'échanges internationaux facteur d'anémie des flux traditionnels internes. Quoique diminuée, la cité fassie, ce modèle urbain par excellence, représente un espace de pouvoir encore puissant, jaloux de ses prérogatives. Marrakech, la capitale du Sud, rassemble environ 60.000 habitants, résidents d'une médina qui „peut danser à l'aise dans la ceinture démesurée qui lui est faite” (E. Aubin, 1904). Elle fonctionne comme un vaste marché et entrepôt régional situé dans une position, désormais périphérique, peu favorable. Ville du Makhzen et espace blediya, dépourvue d'une bourgeoisie d'affaires entreprenante, comparable à celle de Fès, Marrakech „ne se relaya jamais des désordres de la fin des Saâdiens...et dans l'ensemble, la vie économique n'avait guère changé en 1912, depuis le 17^e siècle” (G. Deverduin, 1959).

La seconde strate est représentée par les villes intermédiaires dont la population varie de 30.000 habitants (Tanger, à la tête du réseau tingitan) à 15.000 habitants (Salé, la cité des corsaires, l'ancienne Sala des phéniciens). A l'exception de Meknès, cité impériale, les sept autres villes appartiennent à la frange littorale. Plusieurs centres: Tanger, El Jadida et Casablanca par le dynamisme récent qu'ils manifestent, révèlent le rôle accru de l'interface côtier. Les autres villes intermédiaires témoignent plus de la permanence des lieux, d'une armature urbaine „élaborée à l'échelle transcontinentale, terminaison d'un vaste réseau de routes et de villes qui reliaient l'Afrique noire à la Méditerranée” (M. Naciri, 1991), désormais atrophiée du fait de l'anémie des échanges inter-régionaux entre le sud et le nord, sinon en partie délaissée par la formation sociale marocaine dont l'intériorisation exprime un repli défensif.

Le groupe des petites villes comprend dix-sept centres de 10.000 habitants et moins, répartis très inégalement sur le territoire national. Celles qui jalonnent le dir atlasique, sont à la dérive, vaincues par l'éloignement des flux commerciaux, dont sont responsables les changements macro-économiques et imbroglios politiques locaux. Amizmiz n'offre qu'„une assez misérable apparence” (De Segonzac, 1903); quant à Demnate, P. Mas (1955) peut affirmer qu'„elle n'existait qu'en tant que centre de transit; une fois celui-ci supprimé, elle est retournée à sa vocation primitive de centre rural, inséparable de sa riche oliveraie”.

Le seul espace régional, innervé par une armature urbaine solide et structurée, où les petits centres tiennent une place remarquable, correspond au triangle du nord-ouest atlantique ayant pour sommet Fès et pour base le littoral d'El Jadida à Tanger. Il recouvre moins du dixième du territoire et rassemble deux-tiers des citadins, distribués entre seize villes dont neuf font partie de la strate „petites villes”. Le taux d'urbanisation y est trois fois supérieur à la moyenne. A l'extrême

nord-ouest s'enracine dans l'histoire, depuis les phéniciens, carthaginois, romains...- l'armature complexe de la péninsule tingitane, parvenue intacte jusqu'ici.

Ainsi, pour incomplète, inégale et lâche qu'elle puisse être, l'armature urbaine du Maroc précolonial est, même affaiblie, loin d'être négligeable. Demeurent de solides capitales régionales, s'affirment, sur le littoral, plusieurs centres d'échanges dynamiques, bien sûr où s'accumulent les outils de future conquête et de domination des firmes européennes. Centre oublié de 1.600 habitants en 1856, année du traité anglo-chérifien qui mit un terme aux „monopoles sultaniens”, Casablanca est devenu à la veille de l'instauration du Protectorat français, le principal port et foyer commercial du Maroc atlantique, riche d'environ 21.000 habitants (en 1900). Ainsi comprend-t-on que les créations urbaines de la période coloniale furent si mesurées, contrairement à l'Algérie voisine. Port-Liautey, l'actuelle Kenitra, demeure l'exception, seule création ex-nihilo de poids régional. Perdurent, néanmoins des espaces périphériques, délaissés par la ville et qui constituèrent les principaux môles de résistance à la pénétration étrangère.

II. LA PLURIELTHNICITE DU PEUPLEMENT DES VILLES

A l'augmentation sensible des populations urbaines correspond la diversification du peuplement. Outre l'arrivée de ruraux et le regroupement des communautés israélites, délaissant les petits mellah's ruraux et les ksour présahariens, ces années voient se constituer une petite communauté d'européens (Tab. 2).

Tableau 2.
Communautés urbaines au Maroc, en 1900

Communauté	Effectif	en %
pop. marocaine	330.000-335.000	78-79
pop. israélite	80.000-85.000	19-20
pop. européenne	9.500-10.000	2-2,5
pop. totale	420.000-430.000	100

La colonie européenne dont l'effectif est estimé à 3.600 personnes en 1886, augmente corrélativement à l'intérêt croissant que les puissances européennes accordent au marché marocain. En témoigne la multiplication des liaisons maritimes entre le Maroc et l'Europe, après 1885, favorisée par la reprise économique mondiale et des flux induits.

Toutes les nations y sont représentées certes de manière inégale. Leur répartition reproduit assez fidèlement les forces géopolitiques concernées par l'enjeu marocain. Les plus nombreux: sept étrangers sur dix, sont les espagnols, très présents dans le nord du pays, particulièrement à Tanger où ils représentent environ 20% de la population citadine. Outre les effets récurrents de proximité géographique et historique, et les intérêts stratégiques que l'Espagne préserve avec les presidios de Ceuta et de Mellila, Tanger, par son dynamisme, attire les gens du sud de la péninsule ibérique, arriérée. Ceux-ci y exercent, pour la plupart, les petits métiers d'un artisanat de services ou d'un tertiaire banal: boutiquiers, domestiques..., faiblement rémunérateurs.

La communauté anglaise, forte, en 1892, d'un millier de personnes (J.L Miège, 1963), comprenant des anglais de souche, des anglo-gibraltariens et des juifs naturalisés, occupe les fonctions d'un tertiaire évolué: commerce, transport, diplomatie. Formée de gens aisés, occupant des positions économiques et sociales enviées, elle conserve auprès du Makhzen une solide influence. Les français: commerçants, représentants, entrepreneurs ou fonctionnaires, constituent la troisième communauté par le nombre: 500 personnes, qui a l'avantage de représenter un pays dont le courant favorable à l'extension du domaine colonial à toute l'Afrique du Nord ne cesse de se renforcer.

La population européenne est inégalement répartie dans l'espace (Fig. 2). Exclusivement urbaine, elle a fixé ses lieux de résidence dans quelques villes de la frange littorale: Tanger, El Jadida et Casablanca, négligeant les cités traditionnelles, à forte résistance à toute présence étrangère ou, déjà, dépourvues des éléments favorables au développement des activités économiques modernes. A Fès, ne résidaient que six européens lorsque P. Loti y séjourna, en 1889, et vingt-quatre, en 1903, selon E. Aubin. De même, à Rabat et à Salé villes de vieille bourgeoisie et ports délaissés, la présence européenne est fort discrète.

Tanger, porte d'entrée principale, „salle d'attente” pour diplomates, intermédiaires et banquiers... face à la puissance chérifienne, réunit les trois-quarts des européens, attirés par la qualité de l'environnement, la situation géographique et le port, par l'atmosphère de la cité où „les choses se passent et se disent”, par diverses facilités. Cependant, l'intérêt nouveau que les négociants tangérois ou fassis portent aux villes atlantiques, adossées à de riches arrières-pays agricoles, indique qu'une nouvelle étape est franchie en direction de la mise sous séquestre colonial du domaine marocain. Il laisse présager le déclassement de Tanger, en situation périphérique, excentrée par rapport aux places où les affaires se nouent et se décident.

La localisation géographique des représentations diplomatiques (Fig. 3) souligne encore le rôle principal de Tanger dans le jeu politique et l'émergence internationale de plusieurs centres atlantiques. Essaouira (ex-Mogador), en perdant ses

représentations (celle du Consulat français) au profit de Casablanca, démontre, par défaut, la collusion des tâches du marchand et du diplomate.

Les dernières décennies du 19^e siècle, s'accompagnent de modifications du **peuplement séculaire des juifs au Maroc**. La communauté israélite, disséminée jusqu'ici sur l'ensemble du territoire, s'urbanise rapidement. Plus de la moitié réside en ville où elle représente un citadin sur cinq. Les principaux mellah's sont ceux de Marrakech: 14.000 personnes, de Tanger et d'Essaouira (10.000 personnes), de Fès (8.000 habitants), de Tetouane, Meknès, Casablanca... (Fig. 4).

Les inégalités de la présence juive dans les villes ressortissent autant de la complexité des trajectoires macro-historiques que des aléas de l'histoire régionale ou locale. La part de la communauté, négligeable à Moulay Idriss du Zerhoun, à Chefchaouen ou à Salé (2% de la population totale) s'élève jusqu'à 45% à Essaouira. Le rôle de la communauté dans la ville et l'économie régionale est aussi en fonction de son poids démographique. L'un et l'autre se soutiennent. Autant le dynamisme de la bourgeoisie fassie limite ses responsabilités et ses fonctions, autant l'anémie des élites économiques de Marrakech laisse aux israélites une place si prépondérante que „les citadins musulmans ne peuvent pas s'en passer depuis le maniement des fonds de l'Etat jusque dans les affaires du plus petit marchand” (G. Deverduin, 1959).

A la fin du 19^e siècle, le peuplement israélite paraît déstabilisé; en témoignent de nouvelles formes de mobilité. L'urbanisation de la communauté a déjà été soulignée, fécondée par l'arrivée des familles originaires des montagnes atlasiques berbérophones et des ksour pré-sahariens. La migration ascendante est renforcée par l'installation dans les villes des familles qui délaissent les petits mellah's des plus petits centres, déclassés par la marginalisation des routes commerciales intérieures. Plusieurs observateurs ont noté l'augmentation des populations des mellah's, leurs fortes densités jusqu'à „l'extrême saturation”. La population du mellah de Marrakech, estimée à 6.000 personnes, en 1867 (P. Lambert, 1868) s'élève à 14.000 et 15.000 personnes, en 1900, selon divers observateurs (E. Aubin, Cousin et Saurin...). Le troisième trait est la stagnation, parfois la diminution des effectifs, presque toujours l'amoindrissement de la présence communautaire dans les villes intérieures et les villes à l'écart des échanges marchands, et son renforcement dans les centres portuaires ouverts sur le marché mondial. L'amaigrissement de la communauté de Tetouane, port d'estuaire délaissé, est spectaculaire : 9.000 personnes en 1856, 8.300 en 1866 et environ 6.000 en 1900. L'étoffement de celles de Tanger, d'Essaouira: moins de 5.000 personnes en 1834 et 10.000 en 1900, de Casablanca: de 500 à 5.000, au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle, l'est tout aussi. Enfin, ce lent mouvement de population, orienté des régions intérieures vers la côte, est géographiquement sélectif, négligeant les centres alanguis et focalisant sur les villes en effervescence. En 1866, la part de la communauté qui s'élevait respectivement à

35 et 27 % à Tetouane et à Rabat, ne représentait plus que 27 et 16 %, à la fin du 19^e siècle. Un mouvement inverse caractérise les villes de Tanger ou de Casablanca...

Les migrations des populations israélites dessinent les grandes lignes de force de la future organisation économique et spatiale marocaine, et préfigurent de façon étonnante les grands mouvements de population du 20^e siècle. Elles révèlent l'adaptation précoce des populations aux transformations économiques et sociales qu'implique l'ouverture forcée de l'espace au commerce maritime mondial.

Les marocains musulmans, faiblement concernés par le fait urbain: 6 à 7% environ, représentent néanmoins les quatre-cinquièmes de la population citadine. Plus de la moitié réside dans les cités „impériales”, résidences du Makhzen: Fès, Marrakech, Rabat et Meknès. Fès se distingue nettement, à la fois par sa masse démographique, par la diversification des fonctions et la richesse du tissu social (R. Le Tourneau, 1949).

En cette fin de siècle, une nette dissociation entre les centres de l'intérieur et les villes de la côte se manifeste. Ces dernières réunissent la quasi totalité des européens, plus de la moitié des israélites et seulement 39% des citadins marocains musulmans (Tab. 3).

Tab. 3.
Distribution des populations citadines, au début du 20^e siècle.

Localis.	P. totale	P. musul.	P. israél.	P. europ.
V. intér.	237.000 (56,3)	200.900 (61%)	35.800 (44,4)	75 (0,7%)
V. côte	184.000 (43,7)	129.150 (39%)	45.500 (55,6)	9520 (99,3)

La communauté marocaine ne représente guère plus de la moitié de la population d'Essaouira et seulement 42% de celle de Tanger. Essaouira est la première ville juive du Maroc, s'il n'est pas tenu compte du petit centre de Debdou au crépuscule de sa vie active, alors que Tanger, dès les années 1900, apparaît déjà plus internationale que marocaine.

La société marocaine, à quelques exceptions près, paraît hésiter, même confusément, à s'engager dans l'aventure des villes portuaires, soucieuse de préserver son identité. Une telle hésitation n'est-elle pas simple respiration, tant les transformations du paysage urbain, l'arrivée de nombreux immigrants originaires des campagnes, le bouillonnement des choses démontrent que, déjà, s'activent les forces et les



acteurs de la déstabilisation du peuplement, favorables à l'ajustement urbain. Forces qui connaîtront avec l'établissement de l'ordre colonial une intense impulsion.

III. L'amorce de la transition urbaine

Au tournant du siècle, les auteurs attentifs aux villes décrivent la surdensification des médinas et des mellah's, la naissance extra-muros de nouvelles formes d'habitat: nouaïl, tentes..., la vie de populations immigrées. A. Adam (1968) estime à 6.000 personnes, en 1896, la population „flottante” de Casablanca (plus du quart de la population), image annonciatrice de la formation de groupes sociaux marginaux et des formes d'habitat sous-intégré qui caractériseront les villes marocaines tout au long du 20^e siècle (R. Escallier, 1984).

„En 1808, la population urbaine doit osciller entre 200.000 et 250.000 habitants” (J. Brignon et al. 1968). Quelques soixante-quinze années plus tard, vers 1880-85, le nombre demeure inférieur à 300.000 habitants; les crises démographiques et économiques ont freiné tout essor.

A partir de ces années, avec la reprise de l'activité et les transformations économiques et sociales, les populations enregistrent une expansion nouvelle qui, dès lors, ne s'épuise plus malgré les accidents épidémiologiques, les soubresauts politiques et les difficultés du développement. Les villes gagnent, en vingt ans, de 1880 à 1900, quelques 130.000 à 150.000 personnes, soit une croissance, certes modérée comparé aux débordements du 20^e siècle, mais qui rompt avec la situation antérieure et préfigure les mutations à venir. De fait, **le Maroc amorce sa transition urbaine.**

Toutes les villes ne sont pas intégrées à la première phase de la croissance urbaine. L'inégal dynamisme des centres est l'un de ses traits caractéristiques. A l'exception de quelques centres situés au carrefour des routes: Ksar-Kbir ou au cœur de campagnes ouvertes à la circulation et la commercialisation des produits agricoles: Settat, en Chaouia, les villes intérieures paraissent démographiquement stables. Ceci est particulièrement vrai pour les petits centres délaissés par les courants commerciaux. Distantes de quelques vingt ou trente années, les estimations des effectifs de population décrivent des situations „figées” autant pour Taroudant, Amizmiz, Demnate, Beni Mellal que pour Chefchaouen ou Debdou. Cette stagnation caractérise encore les principaux centres; ainsi, en 1834, Fraberg de Hamso (1834) estime la population de Marrakech à 50.000 personnes, quelques trois décennies plus tard, P. Lambert (1868) donne le même nombre, tandis que J. Eckmann (1885) l'apprécie à 55.000 habitants et E. Aubin (1904) entre 55.000 et 60.000 habitants. Ces données soulignent l'atonie de la capitale du sud, l'affaiblissement de son aire d'influence; une ville en équilibre précaire, mais stable.

Le dynamisme des cités portuaires se confirme. La population estimée à 80.000 personnes, vers 1860, atteint environ 184.000 résidents en 1900, soit un gain supé-

rieur à 100.000 personnes. Casablanca, El Jadida et Tanger en sont, avec Safi, les principales bénéficiaires.

Rabat et Salé, les deux cités de l'embouchure du Bou Regreg, villes de marchands et d'artisans, de bourgeoisie traditionnelle et de lettrés, demeurent à l'écart des fièvres qui embrasent d'autres lieux. En témoignent les départs de nombreux juifs r'batis à destination de Casablanca et pour quelques uns, vers l'Amérique du Sud (J. Caillé, 1949). Le premier dénombrement colonial de la population attribuera à la nouvelle capitale moins de 25.000 habitants, en 1913, guère plus qu'un siècle auparavant (20.000 habitants, selon O. Lenz, 1884).

Tetouane et Essaouira, désormais „périphériques”, sont des villes en proie au doute. Tetouane, située à l'écart des nouveaux courants commerciaux, s'en trouve déclassée; son port d'estuaire est déserté par les navires à vapeur tandis que l'irruption des productions manufacturières de l'Europe précipite le déclin des activités traditionnelles de renom: industrie de l'armurerie et de la coutellerie. Tetouane, „ville hadryia”, reproduit l'image caricaturale des effets négatifs, déstabilisateurs qu'entraîne l'irruption d'une économie agressive au sein d'une organisation sociale équilibrée, mais fragile. Essaouira est tout aussi marginalisée; si elle accueille de nombreux immigrants, juifs pour la plupart, originaires des petits mellah's des montagnes – les gens du mellah d'Imin-Tanout s'y installent, en 1891 – dans le même temps, les représentants les plus dynamiques de la communauté la quittent pour Casablanca ou El Jadida.

Les petites villes d'Asilah et d'Azemmour sont des centres alanguis, déclassés et bientôt négligés. Larache, port de la cité fassie, soumis à la concurrence des ports atlantiques et de Tanger est dans une situation difficile; la population stagne autour de 5.000 - 7.000 habitants (ce dernier chiffre étant transmis par la Chambre de Commerce Espagne-Tanger).

Quatre villes: Safi, El Jadida, Casablanca et Tanger, enregistrent une forte croissance démographique. Les dernières années du siècle voient affluer, outre les européens et les juifs de nombreux immigrants des campagnes et des villes intérieures, en quête de travail et de nouvelles sources de revenus. Certains y trouveront fortune, d'autres se perdront dans le „far-west” marocain. Vers 1875, ce sont encore de tous petits centres qui échappent à peine à l'anonymat; El Jadida, héritière de la vieille citadelle portugaise, ne compte alors que 2.500 habitants, Casablanca et Tanger, guère plus de 5.000.

L'ascension casablancaise „avant même la fin du siècle a valeur de symbole” (J.L. Miège): 1.600 habitants en 1856, 4.000 en 1866, 15.000 à la fin du règne de Moulay Hassan (1894), 21.000 en 1900 et 25.000 en 1907. Elle démontre l'efficacité de la relation entre fonction portuaire et croissance urbaine. Elle résulte de la conjonction de plusieurs facteurs: la navigation à vapeur favorable aux ports en eau libre (facteur technique), la suppression des monopoles sultaniens institués par Moulay

Abderahmân ainsi que l'arbitraire des tarifs douaniers (facteur politique), exploitation du riche potentiel céréalier et pastoral des plaines: Chaouïa et Doukkala, à une époque où l'Europe en pleine révolution industrielle réclame céréales et laines (facteur économique).

Ce modèle de croissance rompt avec ceux du passé. L'amorce de la transition urbaine n'est guère contestable. La croissance urbaine, malgré quelques hésitations ou paliers, est d'autre nature, fécondée par les mutations économiques et sociales et par la déstabilisation de sociétés régionales que génère l'irruption de nouveaux modes d'organisation, production et d'agencement spatial, de nature exogène. La société marocaine, non préparée à l'affrontement, fragile et stable, perd progressivement ses principes d'organisation et de fonctionnement au simple contact de la civilisation industrielle.

Quelles sont les composantes de la croissance urbaine? L'analyse de l'évolution des populations urbaines de 1900 à 1912 (R. Escallier, 1978) a montré que le solde migratoire assurait environ 77% de l'augmentation des populations marocaines musulmanes. *Avant même l'établissement effectif du Protectorat, le mécanisme de l'exode rural est amorcé.* Et cela, même si les vagues migratoires irrémédiables qui bousculeront la ville duale héritée de la période coloniale, ne déferleront que dans la deuxième partie du 20^e siècle.

a/ Un léger frémissement de la démographie à la fin du 19^e siècle ou le début de la transition démographique

Faute d'enregistrement des faits d'Etat Civil, la connaissance des comportements démographiques des populations relève de l'analyse analogique et empirique. Plusieurs faits objectifs et convergents autorisent une estimation correcte des taux:

- l'appartenance du Maroc à l'aire arabo-islamique et la pratique de coutumes matrimoniales caractérisées par un mariage précoce universel générant une fécondité haute, au coeur de la vie sociale.

- la participation du Maroc au groupe des pays méditerranéens à l'écart des modernisations, responsables dans les pays industrialisés, grâce aux progrès scientifiques et techniques, de l'augmentation de la productivité agricole et de la diminution de la mortalité infectieuse.

- les conditions de vie du peuple marocain semblables à celles des autres peuples du Maghreb et du Machrek.

- la connaissance des taux démographiques des européens de Casablanca dans la seconde moitié du 19^e siècle (J.L Miège et E. Hugues, 1954). Le taux de natalité de la population européenne est estimé à 30,8% pour la période 1901-1905 (29,1% le taux des européens d'Algérie, 1897-1904), celui de la mortalité générale à 25,5% et 31% pour la seule colonie espagnole composée de „petites gens”.

Le rapprochement de l'exemple marocain avec ceux des autres pays méditerranéens, notamment de l'Algérie (J. Breil, 1955, J.N. Biraben, 1969) ou de l'Égypte, la prise en compte des rythmes de croissance des populations marocaines, au cours du 20^e siècle, permettent de retenir un taux de natalité proche ou légèrement supérieur à 40%. Les naissances sont d'autant plus espérées qu'elles ne dépassent que de quelques unités le nombre des décès: le taux brut de mortalité étant voisin de 35%, identique à celui de maints pays d'Afrique méditerranéenne: 33%, en Algérie, en 1900-1905. Dans ces conditions, le solde naturel est médiocre d'une valeur moyenne annuelle de 0,5%, correspondant à la perdurance d'un régime démographique archaïque, prétransitionnel.

La mort omniprésente frappe très tôt, environ quatre enfants sur dix, nés vivants, meurent avant d'atteindre leur premier anniversaire. L'espérance de vie à la naissance ne dépasse pas trente ans, comparable à ce qu'elle devait être lorsque Rome dominait l'espace méditerranéen. La situation sanitaire est „déplorable” (L. Raynaud, 1902); les règles élémentaires d'hygiène publique sont ignorées. Les épidémies, après les disettes ou les famines, rythment la vie et la mort des populations. Au 19^e siècle, les principales eurent les années 1834-35, 1856-58, 1860, 1867-69, 1878-82, 1895.

La crise démographique des années 1878-82 fut particulièrement sévère dans les bas-pays, la chaouïa et le Rharb étant les plus touchés. L'épidémie fit périr, en deux mois, un huitième de la population de Casablanca, et se prolongea par des fièvres malignes et infectueuses. La population citadine perdit, au cours de ces années, près du quart de ses effectifs. L'année 1895 connut une épidémie de choléra dont les effets furent sensiblement atténués, à l'inverse des précédentes. Le bilan encourageant du traitement du fléau atteste de l'amélioration de la situation sanitaire. Certes, les accidents démographiques perdureront jusqu'au milieu du 20^e siècle, néanmoins un premier tournant prophylactique était pris, dès la fin du 19^e siècle, grâce à la conjonction de divers éléments.

Les mesures prises, notamment sous l'autorité du conseil sanitaire de Tanger, en faveur de l'organisation progressive des services de nettoyage, du pavage des rues, du creusement des premiers réseaux d'égouts, de la surveillance des navires dynamisent les aides médicales apportées par différentes organisations non gouvernementales (d'obédience religieuse), et renforcent l'efficacité d'un encadrement sanitaire mi-étouffé. Les premières vaccinations antivarioliques de groupe ont lieu, en 1880, dans les ports, fréquentés par les européens, tandis que ces mesures sont étendues aux villes des régions intérieures quelques années plus tard. Bien que le chemin vers une véritable révolution sanitaire – il faudra attendre jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale – paraisse encore très long en ces années 1880-1890, les premiers pas de la transition de la mortalité sont accomplis.

b/ La migration change de sens ou le démarrage de l'exode rural des temps modernes

Avant que ne s'affirme la monétarisation des échanges, la plupart des populations vivaient dans un monde clos. Toutes les forces de la société villageoise ou tribale tendaient vers un seul but, la préservation de la stabilité et de l'équilibre. Certes, l'histoire du Maroc est marquée par le lent écoulement des populations du Sud vers le Nord, des pays arides vers les régions plus arrosées. J. Le Coz (1964), analysant la formation du peuplement du Rharb, évoque le caractère de „carrefour ethnique” de la plaine. Cependant, ces mouvements demeurent limités et de faible masse, incapables de corriger l'anomalie du peuplement marocain, correspondant à la surcharge démographique des montagnes et au vide relatif des bas pays. Jusqu'à la fin du siècle, la migration, de faible intensité, est contenue dans une dimension locale, et de nature temporaire. Le départ des hommes du village ou de la tribu est contrôlé. La mobilité ne se réalise qu'à l'intérieur de l'espace de vie communautaire que l'histoire, l'expérience et les relations ethno-culturelles ont façonné.

A partir des années 1880, les causes de départ, l'origine géographique des néo-citadins, la polarisation des flux par quelques villes attestent que les choses changent. Le système migratoire se complexifie. Les perturbations de nature économique et socio-spatiale imposent à la population des ajustements significatifs. La migration des populations s'accélère – chaque année en moyenne, quelques 6.000 ruraux s'installent en milieu urbain et pour une forte proportion dans les centres du littoral – et change de sens. Comme le constate l'historien En-Naciri : „les habitudes des gens sont bouleversées, et les usages suivis par les commerçants et les artisans sont transformés en tout ce qui touche leurs affaires, monnaie, prix des marchandises et autres dépenses, de telle sorte que la vie est devenue difficile”.

Plusieurs raisons ordonnent les changements:

La première est la multiplication de divers types d'association agricole établis, de façon plus ou moins licite, entre les européens et les fellahs des régions atlantiques. „Beaucoup de campagnards dépourvus des moyens de subvenir aux frais d'achat de boeufs et de semences nécessaires à la culture de leurs terres viennent solliciter le concours des européens et ne reculent pas devant de grands sacrifices pour l'obtenir” signalait dès 1869, le vice-consul de Belgique à El Jadida. E. Aubin (1904) écrivait qu'en 1902, en échanges d'avances et de protection, „le commerce reçoit à bon compte, la récolte de ses associés. Ce système est en vigueur sur toute la côte de Rabat à Safi”.

Le système d'exploitation (pré)coloniale permettait par des avances, des contrats de culture et d'élevage - développement induit de nouvelles cultures spéculatives: lin et vigne, élevage de mouton dans les plaines de la Chaouïa et des Doukkala - aux européens d'étendre leur influence à l'intérieur du territoire et par la suite d'acquies-

rir à peu de frais de nouvelles propriétés à la faveur d'une défaillance de leurs „associés”. Par l'association, puis par la location des terres avec la complicité de leurs censeurs, de leurs „protégés” enfin par l'achat de propriétés, l'espace agricole européen s'accroît progressivement entamant une véritable „précolonisation” agraire. Dès 1912, les européens s'étaient taillés à peu de frais un domaine de plus de 100.000 hectares, dans les zones les plus fertiles. Selon A. Ayache (1956), la répartition était la suivante: „6.000 hectares dans la Chaouïa aux mains d'une centaine de colons; 40.000 hectares dans la région de Rabat et du Rharb que se partageaient une centaine de colons et une société possédant de 10 à 15.000 hectares, 10.000 hectares dans les Doukkala-Abda partagés entre une dizaine de particuliers et de sociétés; 45.000 hectares enfin dans le Maroc Oriental avec 7.000 hectares au Metroh, 16.000 hectares dans la plaine des Angad et 20.000 hectares dans la plaine des Triffa”. La plupart des acquisitions étaient obtenues de procédés fort discutables, le plus souvent illicites.

Aux premières manifestations de la dépossession agraire, s'ajoutent les effets de la monétarisation accrue des échanges et des services. L'économie marchande, champ privilégié d'intervention des intermédiaires et des „protégés” (environ 7.000 à 8.000, au début des années 1890), infère de nouvelles pratiques aux incidences sociales inévitables. La baisse de la valeur des productions agricoles locales et l'adoption et la banalisation de nouveaux modes de consommation - thé et sucre importés ainsi que divers produits de consommation courante - favorisent, par l'échange inégal l'endettement des fellahs à l'égard des négociants et l'altération des relations villes-campagnes. Progressivement se produit, dans les campagnes des plaines marocaines au premier rang de la confrontation avec le mode de production capitaliste, un début de recomposition sociale.

J. Le Coz (1964) rappelle le cas de ce notable du Rharb „qui a fait fortune en spéculant sur les blés au moment de la grande famine de 1878 et qui a été le premier protégé français du Rharb”. L'abandon des anciennes coutumes - l'obligation à l'égard des familles démunies dans les difficiles périodes -, l'altération des anciennes pratiques communautaires détournées au profit des „potentats locaux”, la pratique des apanages „terrains concédés à des personnes que leurs fonctions ou leurs mérites avaient signalé à l'attention du Makhzen ou de la tribu” (J. Le COZ, 1964), les bénéfices de l'association, protection et spéculation favorisent l'épanouissement d'une classe de gros propriétaires fonciers - les notables du bled - et le début de la prolétarianisation d'une frange des fellahs et des artisans ruraux, bien sûr dans les régions où les ferments de la déstabilisation sont en effervescence, dans les plaines atlantiques et orientales.

Aux disparités sociales de formation récente, liées à la croissance de l'économie marchande, s'agrègent des déséquilibres régionaux que fécondent les captures commerciales, le détournement des routes commerciales... Certes, ce n'est pas

encore le fonctionnement inique du système d'organisation colonial, producteur de violents désordres spatiaux, distinguant entre le Maroc „utile” et le Maroc périphérique des tribus, cependant l'affaiblissement et la perte irréparable de substance de certains espaces préfigure déjà les disparités et les dysfonctionnements régionaux. Ainsi, l'atrophie économique des régions méridionales, leur repliement sur le seul domaine agricole oasien, du fait de la ruine du commerce transsaharien - l'émotion ressentie dans tout le Sud marocain à la suite de la prise de Tombouctou - dans la même séquence, de l'intensification économique des régions atlantiques.

L'origine géographique des nouveaux arrivants, en ville, trahit la modernité du mécanisme migratoire qui se met en place durant ces années. La Chaouïa fournit à Casablanca ses contingents les plus importants, les gens de la partie septentrionale et centrale des Doukkala convergent vers El Jadida... L'émigration campagnarde se produit dans les régions où la pression de l'économie marchande est forte et favorise l'effritement des structures sociales; elle progresse corrélativement à l'élargissement du domaine d'intervention des européens ou de leurs associés. D'autre part, les mouvements migratoires de type traditionnel sont soumis à des effets de capture. Les gens de l'Anti-Atlas et du Souss se détournent progressivement des routes anciennes pour exercer leurs activités dans les villes portuaires (commerce de l'épicerie) où ils réussiront, au cours du 20^e siècle, une remarquable ascension économique et sociale.

Conclusion générale

Au début des années 1880, en accord avec la reprise économique mondiale et l'irruption de l'économie de marché imposée par les européens, le Maroc entre dans la première phase de la transition urbaine. Certes, il faudra attendre le lendemain de la Première guerre mondiale pour que se manifeste avec vigueur l'essor des villes, néanmoins dès ces années s'esquisse le modèle d'urbanisation futur du Maroc moderne.

Références bibliographiques

- ADAM A. (1968): *Casablanca, essai sur la transformation de la société marocaine, au contact de l'Occident*. CRAM. CNRS. (2 tomes)
- AUBIN E. (1904): *Le Maroc d'aujourd'hui, 1902-1903*. Paris. A. Colin (500 p)
- AYACHE A. (1956): *Le Maroc. Bilan d'une colonisation sociale*. Paris. Ed Sociales (367 p)
- BREIL J. (1955): *Essai de détermination du niveau et des tendances de la fécondité des musulmans d'Algérie*. New York. Congrès mondial de la population. Rome 1954.

- BIRABEN J. N. (1969): *Essai d'estimation des naissances de la population algérienne depuis 1891*. R. Population. n° 4
- BRIGNON J. et al (1968): *Histoire du Maroc*. Paris. Hatier (413 p)
- CAILLE Y. (1949): *La ville de Rabat, jusqu'au protectorat français: Histoire et Archéologie*. Publications de l'Institut des Hautes Etudes marocaines. Edit. d'Art et d'Histoire. Vanoest.
- CANAL J. (1902): *Géographie générale du Maroc*. Paris
- COUSIN A. et SAURIN D. (1905): *Le Maroc*. Paris. Lib. du Figaro.
- SEGONZAC DE (1903): *Voyage au Maroc (1899-1901)* Paris. A. Colin. (409 p)
- DEVERDUN G. (1959): *Marrakech, des origines à 1912*. Rabat. Edit. Techn. Nord africaines (2 tomes)
- EN NACIRI (1906): *Les Alaouites*. Trad. Fumey. Archives marocaines (Tomes IX et X)
- ERCKMANN J. (1885): *Le Maroc moderne*. Paris. Challamel Edit.
- ESCALLIER R. (1978): *La population urbaine du Maroc*. Etude géographique. Nice. 4 tomes (1213 p)
- ESCALLIER R. (1984): *Citadins et espace urbain au Maroc*. Tours. ERA 706. CNRS. Fasc 8 et 9 (407 p)
- FOUCAULD CH. DE (1888): *Reconnaissance au Maroc 1883-1884*. Paris. Soc. d'Edit. Géo. Marit. Colon. (499 p)
- GUILLEN P. (1966): *Les sources européennes sur le Maroc: fin 19^e et début 20^e siècle*. Hespéris Tamuda. vol VII: les problèmes de recherche historique au Maroc.
- LAMBERT P. (1868): *Notice sur la ville de Maroc*. Paris. Bull. Soc. Géographique. n° 7
- LE COZ J. (1964): *Le Rharrb, fellahs et colons. Etude de Géographie régionale*. Rabat. 2 volumes (1005 p)
- LENZ O. (1884): *Tombouctou, voyage au Maroc, au Sahara et au Soudan*. Paris. Trad. Lehaucourt.
- LE TOURNEAU R. (1949): *Fès, avant le Protectorat*. Pub. Inst. Hautes Etudes marocaines. Tome XIV.
- MAS P. (1955): *De la renaissance d'un ancien centre du Dir: Demnate*. B.E.M n° 67 (p 357-374)
- MIEGE J. L. et HUGUES E. (1954): *Les européens à Casablanca au dix-neuvième siècle*. Paris.
- MIEGE J. L. (1963): *Le Maroc et l'Europe de 1830 à 1894*. Paris. 4 tomes. Le premier tome: Sources, Bibliog. 1961 (234 p)
- MONTAGNE R. (1954): *Révolution au Maroc*. Casablanca. Edit. France-Empire
- NACIRI M. (1991): *Maroc: le poids de l'histoire*. Dans „l'Etat du Maghreb” (Ed. La Découverte) (p:168-71)

- NOIN D. (1970): *La population rurale du Maroc*. Paris. P.U.F. 2 vol. (279 et 342 p)
- PASCON P. (1983): *La maison d'Igh et l'histoire sociale du Tazerwalt*. Rabat. SMER (223 p)
- RAYNAUD L. (1902): *Etude sur l'hygiène et la médecine au Maroc*. Alger. (203 p)
- Villes et tribus du Maroc*. Mission scientifique au Maroc. Doc. publiés sous les auspices de la Résidence Générale. Dix tomes, notamment les tomes I et II: Casablanca, les Chaouïa. 1915

De l'imitation d'un modèle à la création d'un modèle: le problème de la „voie troisième” dans l'Europe de l'Est et Centrale

La problématique de la „voie troisième” dans l'Europe de l'Est et Centrale trouve ses racines dans les déformations de l'imitation du modèle occidental. Dans des sociétés plutôt agraires où la paysannerie encore liée à ses traditions représentait l'unique classe productive positive, elle n'a fait que d'affirmer l'idée – et surtout parmi les Bildungsbürger – „qu'on s'est perdu quelque part”. Comme les efforts de modernisation de cette région ont été effectués dans les cadres des Etats impériaux ou nationaux pendant les quelque cent – cent cinquante années qui ont précédé 1945, les définitions et les motivations de la „voie à suivre” ou de la „mauvaise voie” étaient aussi différentes. Les penseurs contemporains – même sans appliquer les notions de centre et de périphérie introduites par Wallerstein – ont découvert l'essentiel de cette corrélation: le degré de développement se varie en fonction du système mondial. C'est dans l'*imitation non-sélective du modèle*, dans l'application illimitée des institutions occidentales, dans la mise à part de tout organique, du principe d'échelle et de l'héritage culturel spécifique qu'ils ont vu les raisons des déformations insupportables de leurs conditions d'être. Cela ne veut pas dire qu'ils ont entièrement rejeté la nécessité de la modernisation, mais plutôt qu'ils n'ont pas accepté les méthodes de modernisation occidentales ou, plus tard, bolchéviques; ils étaient les partisans d'une modernisation observant les particularités de la société en question.

La création des modèles qui a suivi l'imitation des modèles et qui n'a pas dépassé la phase théorique à un point principal plutôt idéologique dans la région. Cependant on peut trouver, parmi ses motivations, les conflits internes de l'élite modernisant. Ces conflits déroulés à l'intérieur des couches sont exprimés par la voie des différentes idéologies d'après l'articulation démographique, ethnique, religieuse etc. de la région. C'est un phénomène normal en considérant que – dans l'absence de Besitzbürgertum – ce sont les intellectuels qui prennent la tâche de moderniser; et cette couche veut plus que de sauver la nation ou découvrir une troisième voie: elle veut créer des idéologies approuvant ses efforts. En conséquence de la nature des formations et des cadres politiques impériaux et nationaux de l'Europe de l'Est, le rôle du critique idéologue est devenu dominant parmi les fonctions des intellectuels, dont les raisons sont la qualification et – parfois – la

situation marginale. Des exemples étrangers les avaient aussi sans doute inspirés; notamment le marxisme dès la fin du XIX^e siècle: dans la majorité des cas, l'alternative théorique de la „voie troisième” s'est cristallisée au cours des disputes critiques menées avec celui-ci. Le contenu utopistique de la recherche de la „voie troisième” et le marxisme ont particulièrement renforcé la conséquence logique fondée sur un renversement et une substitution. Au cas où le prolétariat apparaît comme le porteur de la future alternative du capitalisme, alors en Europe de l'Est et Centrale, où la paysannerie joue le rôle de la classe productive, celle-ci doit remplir sa mission par une troisième alternative, différente des autres.

Finalement, les *théories de la „voie troisième”* étaient concentrées sur les problèmes de la modernisation et de l'urbanisation; mais on croyait les découvrir différents des modèles occidentaux, libéraux, conservateurs et marxistes représentant l'effet de démonstration – ou bien dans la synthèse de ces derniers. Les partisans de la „voie troisième” étaient également caractérisés par un niveau d'altruisme très élevé pour l'avenir de la nation ou du peuple.

Il est très problématique de les *classifier* d'après les lignes de force idéologiques, politiques, économiques etc. malgré qu'ils utilisent les champs de catégories occidentaux dans leur argumentation et – comme nous l'avons déjà remarqué – qu'ils expriment les contenus d'origine et de missions de l'autochtonité par le discours négatif mené envers les constructions théoriques et culturelles de l'Occident. Le mouvement authentique de la „voie troisième” en Europe de l'Est et Centrale, les courants populaires s'allient à de divers éléments traditionnels idéologiques, sociologiques, esthétiques sont en général désignés comme du *fondamentalisme* ou du *populisme*. Dans les efforts de modernisation du fin du siècle dernier, où la transformation structurelle de la société agraire, traditionnelle de la région, est mise au premier plan („à la mode”), ceux, qui argumentent auprès de l'adoption sélective, ne peuvent être considérés ni comme „ceux de la voie troisième”, ni comme des fondamentalistes ou populistes. Il ne s'agit que de la reconnaissance du fait que *la modernisation ne peut pas être effectuée à l'absence d'une adaptation réussie*. C'est pour cela – entre autres – qu'on doit accepter sous réserves la classification de l'étude d'Iván SZELENYI, écrite sur l'idéologie hongroise de la „voie troisième”. Il considère les centristes – dont les corifées étaient plutôt des aristocrates –, comme les premiers „créateurs” de l'idée de la „voie troisième”¹. Nous ne voulons

¹ Ivan Szelényi, *Ideje o „trecem putu” u Madarskoj*, paru dans *Nase Teme*, Zagreb, 1989, 33/10/ p. 2552-2566. L'étude de Szelényi est publiée dans un numéro spécial présentant les théories de modernisation polonaises, roumaines, serbocroates proposé par la rédaction du journal zagrebien *Nase Teme*. En classifiant les représentants hongrois de la „voie troisième”, Szelényi dénonce le „caractère de voie troisième” comme un trait spécifique de ceux-ci, divisés en trois groupes (centristes, populistes, théoriciens des années 80 du siècle dernier). Il est problématique que István Széchenyi, l'auteur du livre intitulé *„Kelet Népe”* (Peuple de l'Orient), paru en 1841, y est représenté comme le premier

pas dire que leur origine exclut qu'ils soient devenu „ceux de la voie troisième”. Il est indéniable que la problématique de la „classe moyenne” ait occupé une place principale dans les idées de modernisation des *centristes hongrois du XIX^e siècle*. Même s'ils ont adopté la stratégie de l'organique dans la transformation de la vie traditionnelle et dans l'épanouissement de l'urbanisation et de la classe moyenne (comme p. ex. le comte István SZÉCHENYI, les barons Zsigmond KEMÉNY et József EÖTVÖS), cette adoption ne signifiait pas une théorie particulière de la „voie troisième” suivant la spécificité de la nation, mais – au contraire – l'adaptation du modèle anglais aux conditions hongroises. *L'oeuvre théorique* de Széchenyi, Kemény et Eötvös doit être le *premier essai en Europe de l'Est et Centrale, pour comprendre plus profondément le complexe de modernisation*, en retenant les expériences autrichiennes, allemandes, prussiennes. Le défi de l'effet de démonstration – modèles anglais et français – a créé une situation alternative – même après la spécificité de l'époque –, de même que l'argumentation historique mise au service du changement et les idéologies nationales pour et contre, issues de celle-ci marquent le mouvement des sociétés de la région dans une certaine direction. Nous devons considérer qu'il fallait répondre au défi, et les réponses données dans des cadres impériaux et politiconationaux dépendants. Les réalités structurelles ont dicté ou affirmé à eux que, faute de *Besitzbürgertum* et *Bildungsbürgertum*, la noblesse doit prendre la tâche de l'élite modernisant. Les efforts de modernisation des

idéologue de la „voie troisième”. La base de la conception de Szélenyi est que selon Széchenyi, l'urbanisation doit être dirigée par la noblesse; ainsi on peut effacer les bornes nationales et l'origine asiatique des Hongrois deviendra un avantage (Szélenyi, op. cit. p. 2552). Dans cette pensée – comme nous l'avons déjà mentionné – rien ne fait allusion à une conception de l'alternative de la „voie troisième”. L'effet est le même dans cas des oeuvres de Zsigmond Kemény rappelées par Szélenyi (*Forradalom után* /Après une révolution/; *Még egyszer forradalom után* /De nouveau après une révolution; on pourrait même citer „*Forradalom és kiegyezés*” /Révolution et compromis, Budapest, 1883.), dans lesquelles la création d'une classe moyenne, capable à la direction de la société, serait le devoir de l'aristocratie. Ce n'est non plus une idée qui pourrait faire allusion, en tant que „catégorie métanationale”, à la „voie troisième” (Szélenyi, op. cit. p. 2554.). Il s'agit tout simplement du fait que les théoriciens issus de l'aristocratie (même József Eötvös) ont conçu l'urbanisation dans l'Europe de l'Est et Centrale, où la noblesse constituait l'unique élite dirigeante, comme un processus relancé par le pouvoir. Cela ne signifiait pas l'alternative de la voie troisième pour les autres idéologues de la région non plus, au moins parce que pour eux l'effet de démonstration a été représenté par l'exemple occidental. Le fait que l'urbanisation hongroise n'était réussie que partiellement, peut être dû aux rattachements traditionnels internes et aux cadres politiques impériaux, donc non nationaux. Ainsi ce n'est pas uniquement l'effet de la nonréussite des centristes, mais provient en partie de la „nature” de la société. Selon nous, le problème principal est la séparation de l'ensemble de la modernisation et de l'urbanisation et la mise de l'accent sur le seul aspect sociologique de l'urbanisation, bien que les deux se présupposent. Pour citer un autre exemple: contrairement à Szélenyi, Gerschenkron, dans son étude réussie (*A gazdasági elmaradottság – történelmi távlatból* /Le retard économique, vu par l'histoire, Budapest, 1984.) ne concentre qu'aux aspects économiques de la question, donc à la modernisation, et à l'industrialisation; la problématique de l'urbanisation reste sans importance.

individus issus de la noblesse et possédant une culture occidentale étaient, dans la majorité des cas, des *entreprises très réduites*, presque privées. Tout cela est excellemment approuvé par les événements de 1848 où les intentions du peuple mobilisé et celles de l'élite (individus et groupes) n'étaient pas d'accord dans beaucoup de questions fondamentales. Ce n'est pas le fait du hasard que 1848 est *non seulement un point tournant mais un sépulcre aussi*.

Les idées, les projets, les initiatives avaient tous pour objectif d'arracher la collectivité traditionnelle de l'inertie des siècles, atteindre un certain niveau de vie pour prendre finalement la voie de l'émancipation politique, la stimulation d'une bourgeoisie moderne par l'élévation spirituelle et matérielle de la noblesse et des groupes aisés non-hongrois; ou bien par l'élévation du peuple entier au niveau de la noblesse. Ces conceptions ont largement observé les alternatives offertes par les conditions structurales. Elles ont sans doute contenu des éléments utopiques, mais leur *point de départ* – en raison de la mise en question ou de l'articulation sociale – *était toujours la réalité*. Les années 60 du siècle dernier signifiaient non seulement une borne chronologique, mais le *commencement de la modernisation institutionnelle et instrumentale* aussi.

Les centristes et les intellectuels qualifiés pour lesquels cette existence n'est plus un héritage mais l'effet de leur qualification, ont médité au cours de ce long dix-neuvième siècle plutôt sur *l'adoption de l'alternative française ou anglaise* que sur la „voie troisième”. C'est compréhensible en sachant que les conceptions de modernisation-urbanisation des aristocrates réformateurs et la définition donnée par les intellectuels qualifiés à la réalité dès la seconde moitié du XIX^e siècle et les idéaux en issus sont très hétérogènes, inspirés par les images de la société reflétant aussi les modes de l'époque. La réalité sociale les a tous convaincus du fait que l'alternative occidentale de la transformation avait été réalisée déformée. Au moment où, parallèlement à la Révolution française, des groupes plus élargis – composés donc non seulement des aristocrates ou des nobles, mais des intellectuels d'origine plébéienne aussi – ont compris le caractère renversant des événements de la „grande révolution”, ce ne sont que les motivations politico-idéologiques de ces derniers qui deviennent visibles. Pour eux – avec un certain contenu altruiste –, l'effondrement de l'ancien régime marquait l'élévation, la prise d'une voie progressive pour un peuple et démontrait les *devoirs actuels* de leur entourage social. Ces devoirs actuels étaient avant tout de caractère politique et idéologique, étant donné la division de l'Europe de l'Est et Centrale entre trois empires despotiques et autocratiques. Les instruments et les éléments institutionnelles de la solution politique et idéologique étaient illustrés par l'exemple français; et *l'imitation du modèle français semblait être la solution unique* dans cet espace politique promu par des empires despotiques. Le problème, avec toute sa complexité et complicité n'était mis en surface qu'au moment où la structure traditionnelle s'est trouvée en face des institu-

tions juridiques, politiques ou culturelles importées de l'Occident (la France ou, parfois, l'Angleterre). Ce réveil particulièrement brutal peut-être considéré à *partir de la seconde moitié du siècle dernier* dans notre région, où la transformation proprement dite offre ses premiers résultats, dans des cadres impériaux et nationaux également. Les quelques décennies suivantes rendaient apparent que – malgré les résultats incontestables – la société en transformation se différencie – en partie ou entièrement – des modèles français et anglais. Du côté de la structure, *des corrélations déviantes se sont créées dans l'imitation du modèle et surtout dans le fonctionnement du mécanisme*; et ces effets ont mis en question la raison d'être même de la modernisation et de l'urbanisation. La *réaction conservatrice* (issue de cela) a été premièrement articulée sous forme idéologique dont les „spécialistes théoriques” étaient des intellectuels qualifiés. La déviation des mouvements centristes vers la création d'un modèle, donc vers la „voie troisième” à ainsi déformé la conception de l'avenir issue de la définition idéologique de la réalité des groupes des intellectuels d'origine plébéienne, de caractère agraire, parfois prolétaire de la première ou de la seconde génération qui sont les porteurs des problèmes d'identité – caractérisables comme les typiques de l'Europe de l'Est et Centrale – de la modernisation et de l'urbanisation.

Mais la formule n'est pas si simple ni dans les pays ou dans les sociétés ni dans les groupes sociaux mêmes. La problématique de la „voie troisième” est certainement „l'utopie sociologique” particulière de la région. Cette „utopie” s'est rendu pour une *théorie* avec la volonté de transformer à la suite – ou bien parallèlement des premiers résultats partiels perceptibles dans les cercles de vie aussi; et elle est devenu – de manières différentes dans les divers pays –, plus ou moins accentuée, la référence idéologique des mouvements traditionnalistes, agraires-agrarisants, populaires-populistes ou bien de ceux de l'extrême-droit. Des modes idéologiques externes de l'époque l'avaient encore accentué en lui donnant parfois plus de munition que les porteurs de l'intelligence nationale. Sans entrer dans les détails, il faut mentionner que le mouvement socialiste ou socialdémocrate, les idées des néothomistes Jacques MARITAIN et Henri MASSIS, de Nietzsche, de H. KEYSERLING et d'O. Spengler, l'Action Française de Ch. Maurras et de Léon Doudet, les théories des économistes et des statisticiens de l'ancienne Russie conçues sur la société agraire (A. TCHASANOV) ont créé sans doute une situation idéologique alternative. Ils offrent des alternatives dans un domaine donné – politique, économie, société, esthétique, philosophie de la culture, anthropologie – aux conceptions de la „voie troisième” mêmes, *face au modèle occidental imité et suivi*.

L'objectif primaire de cette étude est de choisir parmi les théories et modèles de la „voie troisième” ceux qui cherchent les solutions possibles en utilisant d'une manière innovative les conséquences tirées de l'analyse structurelle de la société et de l'économie au lieu d'offrir la réponse motivée par la politique idéologique à la

question posée par l'alternative nonréalisée de la modernisation-urbanisation („On s'est perdu quelque part..." ou „Quelle est la voie à suivre?"). Ainsi le but de notre analyse se trouve dans la présentation des investigations tendant à des réponses scientifiques, en face des orientations littéraires, idéologiques, Nationalistes, historiques ou ethnographiques.

Il y a certainement des points de contact, mais les différences sont aussi essentielles, même au cas d'une utopie. Le paradoxe est le suivant: pendant que les *chercheurs superficiels de modèle s'exprimant plutôt dans la littérature et dans le journalisme* aient réalisé leur diversité par la prise du terrain de l'extrême-droite, les théories concevant le modèle „progressif" de la société agraire n'étaient pas introduites dans la pratique. Cela s'explique d'une part – ce qu'on va détailler plus tard – par le fait qu'ils ont fondé leur modèle social sur diverses traditions externes et autochtones employée comme source par les régimes installés après 1945. C'était encore plus facile en raison des ressemblances visibles dans leurs intentions de réforme, malgré que ces ressemblances provenaient plutôt de l'apparence que de l'essentiel (phénomène subitement découvert par le „monde agraire"). Tout cela donne intérêt au problème conceptionnel selon lequel *on ne peut pas ranger chaque tendance de la „voie troisième" par les notions du populisme ou du fondamentalisme*². Autrement: on ne peut pas décrire par ces notions les efforts de ré-

² Selon nos idées, la classification du *populisme* effectuée par Szélenyi doit être trop actualisante. Les oeuvres des écrivains et sociologues „populaires" ne peuvent pas être identifiées au populisme. (Il s'agit ici des discours prononcés en 1943, par László Németh, au colloque de Szárszó et par Imre Kovács /„Ifjúsági parlament a Balaton partján". /„Parlement des jeunes au bord du Balaton" /Híd, 1943/1/ ou de l'étude de l'historien conservateur Gyula Szekfű, intitulée „Valahol utat tévesztettünk" /„On a perdu la voie quelque part" /, 1943). On se dispute ici les alternatives de l'urbanisation; László Németh accentue le rôle des intellectuels par le terme du „côté troisième". Il est incontestable que les „populaires" étaient „de la voie troisième" ou bien, l'expression „démocrates de la voie troisième" est encore plus juste pour les désigner (voir Ferenc Gyurácz, A populizmus értelmezéseiről /„Des explications du populisme" /, Hítel, 1992/1 p. 33). Si on fait attention aux contenus sortis de la typologie du populisme de Margaret Canovan (Two Strategies for the Study of Populism - Offprint from Political Studies. Volum. XXX. Number 4. December 1982, Oxford, p. 544-550), la variété du tableau devient évidente. D'après elle, il existe un *populisme agrarien*, comme p. ex. 1. le radicalisme farmer (le populisme américain du fin du XIX^e siècle ou les mouvements farmers du Canada de l'Ouest aux années 30 de notre siècle) 2. le socialisme agraire intellectuel (les populistes-narodniks russes) 3. les mouvements paysans (les partis paysans de l'Europe de l'Est entre les deux guerres); un *populisme politique*, p. ex. 1. les dictatures populistes (J. Peron, Huey Long) 2. les démocraties populistes (référendum et participation, la Suisse) 3. le populisme réactionnaire (G. Wallace, Enoch Powell) 4. populisme politique sans contenu idéologique (il se réfère au peuple – De Gaulle, J. Carter). Il n'y a donc une idée générale sur la notion du populisme et sur son contenu; il existe pourtant la variété de l'usage du terme. On peut désigner comme populisme tout ce qui hante le peuple et accentue le pathétique de l'homme moyen. En Hongrie, le journalisme quotidien met les „populaires" aussi dans cette catégorie au sens négatif malgré que le terme du populisme ait été utilisé par les émigrés occidentaux pour désigner leur orientation (voir F. Gyurácz, op. cit. p. 40-41).

forme et la création d'un modèle agraires, ayant mis les paysans au centre, puisque ces efforts n'aient signifié ni d'uniformisation dans la culture, ni de stagnation dans les traditions. Ils avaient une image progressiviste du monde et de la société qu'ils voulaient réaliser à partir de leurs conditions particulières, par la seule adoption sélective du modèle représenté par l'Occident. Ils ont réfléchi sociologiquement sur la possibilité d'une autre voie du progrès. Ces tendances ne peuvent pas être identifiées aux mouvements populistes américains ou occidentaux, encore moins au procédé qui projette dans le passé les explications actuelles de la notion et joint l'adjectif „populiste” à chaque tendance se trouvant en dehors du – ou contrariant – libéralisme classique, du marxisme ou des mouvements de l'avantgarde à la mode. On peut également découvrir derrière ces notions de surface *le reflètement psychologique sociale de la question*.

Les intellectuels ayant fait leurs études aux universités occidentales et intéressés par la modernisation-urbanisation de type occidental voyaient – et parfois à juste titre – dans les conceptions et dans les modèles de la „voie troisième” une intention retardant et menaçant le rattrapage et déviant la voie du progrès, derrière laquelle des forces conservatrices et traditionnalistes se sont cachées. *La prise de position uniformisante et dépréciante* envers tout ce qui est „de voie troisième” trouve ses racines dans cette opinion. La notion, et même les efforts de „voie troisième” de l'Europe de l'Est et Centrale étaient fortement – et normalement – discrédités par la démagogie et pratique bolchévistes ou fascistes. Le motif agraire, la tradition, la nation, le peuple sont incontestablement des *éléments communs* des conceptions et théories de la „voie troisième”, mais des idées et définitions différentes étaient exprimées dans leurs sens. Ces derniers aident finalement à nuancer les tendances uniformisantes, les phénomènes et les jugements formés d'une motivation idéologique et superficielle sur le contenu. Comme nous avons déjà mentionné, il y avait des théories et des tendances en Europe de l'Est et Centrale qui *n'ont pas accepté – ou ne le faisaient que partiellement* – les absolus de la Nation, de l'Etat ou de la Religion. On a médité sur la société et sur le monde par une alternative de progrès basée sur l'agriculteur; on pouvait même dire qu'il y avait une période – dès la seconde moitié du siècle dernier jusque 1945 – où ce problème a offert un caractère spécifique et commun de la pensée sociale de la région³. D'une approche plus nuancée: la modernisation à la base agricole avait une variante qui –

³ Szelényi a certainement raison en disant qu'il avait une suite aussi; car on trouve des traits de la „voie troisième” dans les oeuvres de Ferenc Erdei et István Bibó aussi; leurs alternatives et stratégies ont été reprises aux années 70 et 80 de notre siècle où un procédé d'urbanisation s'est mis en marche, parmi les possibilités du „socialisme existant”. Ce procédé est désigné par Szelényi „urbanisation socialiste” (voir Iván Szelényi, Harmadik út? Polgárosodás a vidéki Magyarországon /Voie troisième? Urbanisation en Hongrie provinciale/, Budapest, 1992).

en se disputant avec le marxisme orthodoxe – a interprété et adapté le révisionisme de Bernstein, élaborant ainsi un programme de réforme de „voie troisième”. Les représentants de cette tendance voulaient créer un modèle, au lieu de l'imitation sans condition.

En analysant l'arrière-fond sociologique des alternatives de modernisation différentes des exemples occidentaux, on parle des groupes déclassés des *intellectuels* qualifiés ne jouant pas le rôle de la classe moyenne. L'hétérogénéité des origines des intellectuels et de leurs habitus spirituels, leurs obligations traditionnelles, l'esprit de l'époque étaient tous des facteurs qui ont formé et/ou déformé leur définition de réalité en une certaine direction. Les romanciers alimentant la situation marginale et réfléchissant sur le destin et les possibilités du monde agraire, se *chargent d'une mission* dans l'élévation culturelle de la nation, du peuple, des paysans; leur angoisse est influencée par une certaine emphase romantique. Leur argumentation est pleine des visions illusoriques du passé, qui veulent ainsi approuver les dissonances de leur époque et l'issue⁴. C'est acceptable en des raisons

⁴ Le fait que le nationalisme moderne est un tel patriotisme qui se tend vers une cohésion et une hégémonie culturelles a des positivités aussi (voir E. Gellner, *Nations and Nationalism*. Ithaca and London. 1983. p. 138). Mais il existe une définition illusorique de la réalité qui se met dans le passé ou s'en alimente. Un exemple: la notion de la *Pologne* est bâtie traditionnellement sur l'idée chrétienne („La Pologne est le bouclier de la chrétienté” ou bien „une partie organique de l'Occident”). De même, l'idée du *sarmatisme* - celui de l'union polonolituaniennne -, l'idéal de la noblesse polyethnique laquelle évalue plus la république des nobles que la monarchie occidentale (voir Andrzej Walicki, *Rozvoj i modernizacija u polijeljenoj Ploskoj* dans Nase Teme, Zagreb, 1989/33 /10/ p. 2512-2514). A. Mickiewicz parle déjà du déclin de l'Occident; selon lui, les Juifs, les Slaves et les Français ont des missions messianistiques. On a besoin d'une fraîcheur barbare, d'un esprit charismatique de Napoléon parce que l'Occident a perdu sa vitalité, les grands codificateurs sont remplacés par des simples juristes, les débats du Parlement doivent substituer la force spirituelle, l'Eglise bureaucratisée a rompu les liens avec les individus (voir A. Walicki, op. cit. p. 2525-2526). Durant la seconde moitié du XIX^e siècle, les *conservateurs agraires* ont opposé à la science occidentale l'action organique polono-chrétienne, les valeurs traditionnelles de la noblesse et l'antisémitisme radical représenté par Jelenski. Avant la Première guerre mondiale, les conceptions de la „voie troisième” des „démocrates populaires”, représentants de l'intelligentsia militante voulaient réformer la société polonaise par le dessous afin de réaliser les objectifs nationaux (voir A. Walicki, *The Paris Lectures of Mickiewicz and Russian Slavophilism* dans *The Slavonic and East European Review* Vol. XLVI. Jan. 1968. p. 1069).

En Roumanie, la revue *Sămănătorul* („Semeur”) fondée par l'historien N. Iorga et le mouvement en naissant n'ont pas seulement entrepris la création de la culture nationale par leur nationalisme moralisant et tourné vers le passé, mais étaient les précurseurs des mouvements de l'extrême-droite des années d'après la guerre. Le discours psychologique et idéologique représenté par Hașdeu et Iorga a provoqué – à part d'une terroisme politique – une réaction de la „voie troisième” concentré sur la revue *Gîndirea*. Plus tard, N. Crainic, son personnage principal, se retrouvera aussi au sein de l'extrême-droite (voir N. Crainic, *Ortodoxie sau etnocratie* /Ortodoxie vs. etnocratie/, București, 1937), de même que Nae Ionescu, professeur à l'université de Bucarest qui exerçait une influence profonde sur les membres de la génération suivante (M. Eliade, Emil Cioran, C. Noica etc.). Ces derniers ont adopté

diverses: le défi de la modernisation n'était pas seulement la reconnaissance d'une nécessité, mais une contrainte aussi. Il ne suffisait pas de „créer” une industrie, une bourgeoisie, des cadres juridiques et institutionnels, mais il en fallait une culture moderne aussi. Le défi est devenu déprimant dans le cas de cette dernière: le domaine de la culture était celui où les intellectuels – au moins par leur qualification – ont revendiqué et avoué une responsabilité plus élevée que dans les domaines matériels de la vie. Ce n'est pas le fait du hasard que les premières idées de la „voie troisième” sont nées dans la littérature et dans l'esthétique.⁵ La création d'une culture a été ralliée, selon les exigences de la modernisation, à l'angoisse pour l'idée nationale, à l'éloge du système de valeurs du monde agraire, porteur des valeurs nationales spécifiques; et même à la conception que toute la problématique de la modernisation doit être d'abord une question de culture. On y trouve l'expression de l'attitude intellectuelle, déjà spécifique de la région, qui crée des rôles réels ou illusoriques pour elle-même et surdimensionne ses possibilités individuelles ou sociales. Elle rend la spécificité ethnique l'objet d'une réflexion permanente; d'après elle, toutes les transformations sont conçues comme des menaces pour cette source primitive et spéciale, ou pour l'esprit du peuple, base de la culture nationale moderne. On pourrait même dire que le domaine de la culture était la ligne de démarcation qui a séparé les partisans des différentes conceptions de „voie troisième”, dans la question de la „voie à suivre”. Ce complexe des questions à une prémisses transplantée de l'Allemagne; c'est l'opposition entre culture et civilisation, qui – malgré sa diversité de sens et de contenu – porte des traits communs dans toute la région⁶. Cette concentration de notre région sur la culture est un aspect et trait caractéristique très important du défi de la modernité. Les divers groupes (diversité dans la définition idéologique et politique) de l'élite de modernisation ont reconnu même dès le début que la modernisation et l'urbanisation étaient des problèmes de culture; ces opinions étaient encore renforcées par les exemples oc-

les idées extrémistes (de la droite) de leur maître; en plus, ils ont renforcé le mouvement par leur oeuvre théorique (voir Imre Pászka, Az abszolútum hétköznapija /Les jours quotidiens de l'absolu/ dans la revue hongroise Világosság 1992/5 p. 352.257). Il y avait une autre tendance aussi qui s'exprimait dans la philosophie de culture de Lucian Blaga (Trilogia culturii /La trilogie de la culture/, București, 1969) qui voulait équilibrer l'autochtonité par l'eurocentrisme, faisant ainsi une coexistence des petites et des grandes cultures. L'extrême-droite roumaine, à laquelle – sous formes différentes – certains groupes des intellectuels se sont joints entre les deux guerres, disposait d'une base sociale très large (voir Armin Heinen, Die Legion „Erzengel Michael” in Rumänien. Soziale Bewegung und politische Organization, München, Oldenbourg, 1986).

⁵ Voir les notes n° 1 et 2.

⁶ L'exemple le plus frappant de l'opposition culture-civilisation nous est servi par l'ouvrage d'Aurel C. Popovici, intitulé Naționalism și democrație. O critica a civilizației moderne (Nationalisme et démocratie. Critique de la civilisation moderne), București, 1910.

cidentaux. La question était la suivante: *laquelle de ces cultures d'élite ou populaires devrait composer le point de départ d'une modernisation réussie?* Mais l'accent a été mis – à cause des déformations dérivées du complexe de modernisation-urbanisation – sur la culture populaire. C'était même illustré par la genèse de la culture élite occidentale. Ainsi il ne s'agit pas d'une innovation autochtone dans ce cas non plus, mais du fait qu'on a confronté les motivations populaires et nationales exprimant l'originalité face au cosmopolitisme supposé des exemples occidentaux, malgré que l'Europe ait construit, dans une période précédente, sa culture à la base des sources populaires.

Pourtant *les définitions de réalité ont une spécificité de différence* qui a des corrélations avec la communication et l'anthropologie sociale. Ce sont d'une part *l'irréversibilité écrasante de la „circulation” des informations* – ou leur „consommation” non-sélective, à la première phase, au moins –; d'autre part, *l'image utopique du monde*, dérivée soit de l'isolement des méditations individuelles ou collectives soit de leur caractère non-diversifié. L'autonomie relative de la résidence nobilière, du ménage paysan ou de la communauté de village interprètent et transmettent les informations incomplètes par leurs filtres traditionnels. Leurs réactions euphoriques ou régressives à la réalité sociale en transformation signalent une vision du monde ayant perdu son équilibre. Les individus et groupes diplômés à une université occidentale étaient encore motivés par un élément psychologique aussi; c'était la tendance à *l'originalité*. Les résultats de l'ethnographie, de l'ethnologie et des recherches sur l'histoire primitive les avaient encore rassurés dans la conviction qu'ils possédaient les avantages des sources pures et primitives. Cela deviendrait l'origine des *débats* sans fin sur l'unique et l'universel, sur *la culture et la civilisation* ou sur leur opposition qui marqueront les idées conçues sur le rôle de la littérature, l'esthétique, la société et l'Etat. Dans la mise au plan de la spécificité nationale, on trouve également la réaction contre la culture – parfois mal entendue – d'élite et de masse occidentales et une certaine interprétation de la liberté. Cette liberté exprime la diversité et l'identité de l'élite de modernisation levant la bannière de l'indépendance nationale. Cependant – juste en raison de la tendance uniformisante du capitalisme et du besoin de moderniser dans les domaines matériels – la culture reste comme unique théâtre de cette originalité. Ici, on pourrait exprimer ou bien surdimensionner l'héritage précapitaliste: cela devenait l'âge d'or où le peuple, la nation entiers et bien formés n'étaient pas encore déséquilibrés dans les luttes d'indépendance héroïques; ils vivaient leur vie naturelle où tout était harmonieux, sans la connaissance des dissonances du monde moderne, les inégalités

inouïs, la situation désespérée de l'individu délaissé par la collectivité et contraint à une vie en ville⁷.

Les exigences autonomistes des individus et groupes sociaux et les cercles de liberté étaient mêlées à la revendication de l'indépendance nationale. Dans la majorité des cas, l'indépendance politique réalisée et la liberté seront soumises aux intérêts de la nation entière et à l'Etat représentant la dernière. Les cercles de la liberté seront privés et soumis à des intérêts particuliers; l'élite de modernisation, possédant les moyens instrumentaux et institutionnels de la démocratie, s'identifie à l'Etat. L'élite, après avoir construit des structures du pouvoir oligarchiques, parfois aristocratiques, satisfait son sentiment de lacune par des projets nationaux démesurés, malgré la connaissance des techniques de la démocratie parlementaire et sa légitimation à l'aide de celles-ci. Les porte-bannière du redressement de la grandeur nationale antique ou médiévale sont issus des intellectuels partant de l'autochtonie extrémiste pour confronter les effets sociologiques de la modernisation-urbanisation. Leur vision du monde est „de voie troisième” mais ne porte pas d'alternative constructive à l'intérieur de ce mouvement non plus.

Les faits déjà mentionnés rendent apparent que *les déformations du processus de la modernisation-urbanisation étaient accompagnées d'une série des phénomènes négatifs.* Les idéologies influencées par une nostalgie envers le passé et mettant au premier plan l'autochtonité, la spécificité nationale, l'orthodoxie, l'authenticité, le mysticisme, le chef charismatique, la fraîcheur etc. ne contiennent – même sur le plan théorique – aucune réponse constructive au défi du modèle occidental; *la négation est leur point de départ.* Pourtant *la démagogie de leur définition de réalité* idéologique et son articulation sur les chaînes des massémédias, de la littérature ou de l'histoire *a constitué une force formant l'opinion et devenait le prédécesseur de la démagogie fasciste ou bolchévique.* Cela aide à comprendre comment leur image du monde totalitaire pouvait s'accomoder sans aucune difficulté à ces deux principaux mouvements des extrémités du XX^e siècle.⁸

La déviance du processus de la modernisation-urbanisation caractérisant l'Europe de l'Est et Centrale, donc la recherche de la „troisième voie” aboutissait enfin à la naissance d'un courant; ce dernier avait pour prémisses – au lieu d'argumenter auprès des négativités déjà mentionnées – une très grande sensibilité sociale. Les

⁷ Selon N. Iorga, le système constitutionnel et parlementaire avait des traditions en Roumanie des années 1300; on aurait dû bâtir sur cette base l'Etat fondé sur la solidarité nationale. Finalement, il conclut: „Si on a créé cette malheureuse Roumanie, on ne l'avait pas fait naturellement pour la transformer en une société anonyme.” (Voir N. Iorga, *Congresul petrolistilor /Le congrès des mineurs de pétrole/* dans Neamul românesc, 1907/31. p. 482.)

⁸ J'ai analysé la question dans des vues plus étendues dans mon étude mentionnée (voir Világosság, Budapest 1992/5 p. 352-375).

écrivains „populaires” appartiennent aussi à ce courant. Leur orientation ne peut pas être identifiée aux idéologies populistes ou fondamentalistes; manque d'expression convenable, on les appelle des „agrariens”. Pour répondre au défi du modèle occidental, ils se chargeaient de créer un modèle spécifique en Europe de l'Est et Centrale. Les mouvements „agrariens” de la „voie troisième” des différents pays de la région ne pouvaient pas être distingués que par des nuances. Ils sont tous caractérisés par l'influence inspirante du marxisme, notamment du courant représenté par Kautsky et Bernstein⁹. Leur point de départ était donc – à côté de la diagnose sociologique des structures agraires de la région – un système théorique externe, rassurant les théoriciens „agraires” dans la conviction qu'une alternative doit exister à part du modèle occidental de la modernisation-urbanisation. Les „agrariens” ont finalement effectué – en partant des catégories du marxisme décrivant et analysant la société – une révision partielle du marxisme. Ou précisément: ils ont adapté par une substitution les découvertes sociologiques de ce dernier, pour faire comprendre les situations structurales des pays de la région. Pour les „agrariens”, la paysannerie devient le porteur de l'alternative de la modification de la structure, au lieu du prolétariat; étant donné que dans les sociétés de la région, les paysans ont représenté l'unique classe positive de la production. Dans les sociétés agraires, le prolétariat ne peut pas composer une réalité transformant la société; d'une part, à cause de l'industrie très peu développée, d'autre part à cause de son nombre très réduit. Pourtant, dans les prémisses des „agraires”, on ne trouvait pas la prolétarianisation des paysans, même si leur situation était encore plus pire. Ils voulaient former du paysan un bourgeois, un propriétaire aisé par le moyen d'une série de mesures économiques, politiques et culturelles; l'exécution regardait, selon eux, l'Etat¹⁰. Les investigations menées autour du paysan-propriétaire sont devenues particulièrement intensives après la victoire des bolchéviques russes. Même si on avait contemplé avec satisfaction au début la politique agraire bolchévique, le régime kolkhozien

⁹ Pour la Roumanie, consulter les études transformistes du *Social Change in Romania 1860-1940*. Kenneth Jowitt Editor. University of California, 1978 et les études de Keilh Hitchins (*Rumunjski tarani-zam: treci put*) et de Virgil Nemoianu (*Rumunjski razvojni modeli 1940-ih godina*) publiées dans *Nase Teme* 1989. 33 / 10/ p. 2465-2483 et 2567-2581. Une riche illustration statistique des aspects économiques de la modernisation: John R. Lampe and Marvin R. Jackson, *Balkan Economic History, 1550-1950. From Imperial Borderlands to Developing Nations*. Indiana University Press, Bloomington, 1982. p. 159-328.

¹⁰ Pour la Hongrie et les oeuvres de Ferenc Erdei, István Bibó, Péter Veress etc. consulter Gyula Borbándi, *A magyar népi mozgalom. A harmadik reformnemzedék. /Le mouvement „populaire” hongrois. La troisième génération des réformateurs/*, Püski, New York, 1983. p. 153-241. Pour la Pologne et les oeuvres de S. Brozowski, Abramowski, Roman Dmowski etc.: A. Walicki, *op. cit.* dans *Nase Teme*, Zagreb, 1989. 30 / 10/ p. 2543-2548. Pour la Roumanie – qui sera encore plus détaillée – et les inspirations marxistes et socialdémocrates de C. Stere et Virgil N. Madgearu; consulter les notes suivantes:

avait pour effet une déception générale. En raison des changements arrivés en Russie, 1917 n'est plus considéré comme le début des révolutions agraires retardées en Europe de l'Est et Centrale. Ce seront plutôt les réformes agraires décidées aux années 20 ayant créé les préconditions de la transformation de la paysannerie en facteur politique. La question agraire et sa réception ou transposition en Europe de l'Est et Centrale étaient des utopies pour la littérature marxiste, dès la seconde moitié du siècle dernier. Mais après la Première guerre mondiale, toutes ces théories illusoriques argumentant auprès de la catégorie du paysan-proprétaire, semblaient devenir actuelles. C'était même renforcé par des exemples à l'étranger: pour les théoriciens agraires de la région, le Danemark apparaît toujours comme le modèle à suivre ou imiter. Néanmoins, malgré des ressemblances structurelles – notions du paysan-proprétaire, de l'urbanisation des paysans et du mouvement coopératif –, une certaine *ambivalence* peut caractériser les „agraires”. Ils étaient anticapitalistes et antibolchévistes dans les sphères quotidiennes de la production et de la distribution; mais pour créer une démocratie authentique, ils ne voulaient pas délaissier les résultats institutionnelles et instrumentales des démocraties occidentales.

On pourrait dire que la question posée par les „agrariens” et les réponses se sont élargies jusqu'à devenir les sujets des débats de théorie de formation. Mais la polémique a été menée, outre les marxistes, avec les libéraux nationalistes proffessant le néomercantilisme, avec les conservateurs et même avec l'extrême-droite, qui considérait toute la question paysanne comme une problématique purement culturelle. Sans doute, les révisionnistes marxistes (E. Bernstein, E. David, Georg von Vollmar), contraires à la théorie de concentration orthodoxe représentée par Kautsky, étaient plus proches aux „agrariens”; pourtant ces derniers ne sont pas devenus des „socialistes agraires” comme András L. ACHIM¹¹. Comme les révisionnistes du marxisme, les „agrariens” proposent aussi l'idée que, contrairement à l'industrialisme mécanique, l'agriculture soit un processus organique, et que la petite propriété, avec ses possibilités de culture plus intensives, soit un cadre de production plus actuel que les grandes domaines. L'étude du Roumain Constantin Stere, intitulée „Socialdémocratie ou populisme” la preuve la plus claire de l'opposition du marxisme, de la socialdémocratie et des „agrariens”. Stere, ancien socialiste-révolutionnaire et populiste, maintenant néokantien, fonde – en face des représentants hongrois ou polonais de la „voie troisième” – de manière théorique l'alternative d'une modernisation basée sur les données structurales de la société agraire. Le point de départ de son critique envers le marxisme est un axiome hébreu: „Ce n'est pas pour le sabbat que nous vivons, mais le sabbat est créé pour nous.”¹² Tout

¹¹ Gyula Borbándi, op. cit. p. 75.

¹² Constantin Stere, *Socialdemocratism sau poporanism? /Socialdémocratie ou populisme?/ VI^e partie dans Viața Românească, Iași, 1907/8 p. 69.*

en polémisant avec Kautsky, il remarque que la production agricole ne suit pas les lois du développement industriel et, d'une manière naturelle et nécessaire, elle n'aboutit ni à la concentration des domaines ou la centralisation de la production ni à la prolétarianisation des paysans¹³. La critique des „agrariens” envers la gauche trouve ses origines dans le fait qu'en Europe de l'Est, du Sud et Centrale la social-démocratie tombe dans l'erreur des libéraux; mais la modélisation de ces derniers est l'imitation et la synchronisation d'un modèle occidental déjà en fonctionnement, tandis que le modèle marxiste doit être, à l'époque de Stere au moins, une „nécessité de l'avenir” (?), donc il reste dans le domaine de l'utopie. D'ailleurs, il est indéniable que le modèle transformationnelle du marxisme, élaborée à la base de la société industrielle, a bien ébranlé en Europe de l'Est et Centrale l'imagination de ceux qui ont cherché, en raison des déformations suivant l'adaptation des modèles de modernisation libéro-occidentaux, des nouvelles alternatives. Cela fait comprendre que le débat menée avec le marxisme, appelé „*plante exotique*” par les contemporains malgré sa mode, à tenu en évidence les problèmes de socialisation particuliers des sociétés agraires. Un autre aspect de la question est issu du contenu idéologique de la problématique marxiste de l'évolution de la société et de la structure sociale; ces problèmes rendent sensibles les intellectuels de l'Europe de l'Est et Centrale, réceptives aux définitions de la réalité utopiques. Dans ce cas-là, la sphère quotidienne, et surtout le rôle définitif de la paysannerie assurant la subsistance de la société ont projeté sa capacité de transformer la société. En un sens, le marxisme servait pour itinéraire aux théoriciens „agraires”; plus précisément, il leur a offert une méthode de substitution. C'est fait accompli chez Stere et ses successeurs, comme le Roumain V. Madgearu. D'après Stere, les problèmes d'évolution caractérisant la société industrielle moderne, ne peuvent pas être révoqués du tout pour les sociétés agraires manquant les préconditions matérielles; ainsi le programme de la socialdémocratie doit être l'impossible, „l'absurde absolu” dans les pays agraires.¹⁴ Comme dans ces pays la paysannerie compose la majorité des travailleurs, elle pourrait être la base sociale d'un parti politique si ce dernier inscrivait dans son programme la conquête du pouvoir. Dans ces conditions, les paysans ne devraient pas rester aussi inactifs que dans les pays industriels¹⁵. *La problématique des paysans devient ainsi une question pour l'ensemble de la société agraire, inévitable pour les forces démocratiques. Et elle devient en même temps la question de la transformation des conditions de vie des paysans; ou autrement: la modernisation de la société est en corrélation avec cette transformation et avec celle du système agraire.*

¹³ Op. cit. dans *Viața Românească*, Iași, 1907/9 p. 187.

¹⁴ Op. cit. p. 23.

¹⁵ Ibid.

Le fait que l'industrialisation représentait, même pour les contemporaines, le tout de la modernisation, a rendu apparent que les „agrariens” de la „voie troisième” devraient aussi confronter la problématique de *l'industrialisme*; de même encore qu'ils étaient les partisans absolus du progrès malgré leur point de départ différent. Stere même pose la question: „l'industrialisation de type occidental doit être inévitable ou bien possible en Roumanie?”¹⁶. Sa réponse est d'inspiration marxiste; il commence même par la manque dans les sociétés agraires de l'accumulation primitive (des capitaux) et du marché, préconditions de l'industrialisation de type occidental, prouvant ainsi le caractère vain de cette voie. Sa réflexion nous promet déjà la théorie de *Wallerstein* sur le centre-périphérie: „Si la grande industrie – comme nous l'avons déjà prouvé – est incapable de progrès sans marchés extérieurs, cela indique la coexistence des pays industriels et des pays agraires et que l'existence de l'un doit être la précondition obligatoire et nécessaire de celle de l'autre.

Autrement dit, la grande industrie met des obstacles sur la voie du développement industriel des pays sous-développés et rend possible la division du globe en des pays fortement industrialisés et des pays pour lesquels seule la floraison agricole peut être assurée; et le maximum accessible pour ces derniers serait – par le moyen d'une politique économique saine – la création des différentes branches de l'industrie artisanale (qui se distingue de la grande industrie du point de vue de la quantité et de la qualité aussi).¹⁷ Il en résulte pour lui que l'évolution de la Roumanie est par exemple d'un caractère fatalement différent que celle du modèle occidental. Et ce n'est pas Kautsky seul – selon lequel l'évolution agraire se déroule par d'autres règles que celle de l'industrie – qui le rassure dans cette conviction, mais Marx lui-même, par l'idée que les pays existant dans des circonstances de production primitives ne peuvent pas accéder par l'industrialisation aux formes plus développées de la société.¹⁸ Or pour Stere, cette subtilité de la théorie formationnelle marxiste n'offre pas l'alternative du communisme, mais plutôt celle d'une *société agraire différente des modèles économiques occidentaux et marxistes*. Il sépare d'une certaine façon la structure sociale et les deux types du modèle économique, en la traitant comme si elle n'entraînait pas en corrélation avec les autres éléments du processus de la socialisation. Et tout cela pour rendre plus évidente la direction de l'évolution et de la socialisation définies de l'économie et du modèle social agraires.

¹⁶ Op. cit. p. 17.

¹⁷ op. cit. p. 30.

¹⁸ Op. cit. p. 36.

Du côté économique, *la voie du développement soit la préservation du caractère paysan* par la mise sur bases paysannes de l'économie nationale entière¹⁹. Le faut donc créer une forte couche paysanne qui soit aussi la propriétaire de la terre cultivée; et, en même temps, rendre possible aux paysans déjà propriétaires, par l'organisation du système coopératif, de jouir des avantages des inventions techniques. Ainsi devient apparente la vision de construire une société agraire qui doit être une sorte de mélange des deux modèles occidentaux du fin du siècle: ceux de la France et du Danemark. Finalement Stere tenait convenable aux réalités de la Valachie et de la Moldavie *la commune de transsylvanienne Salistye et son organisation; il l'offre à ses contemporains comme exemple à imiter*. La question devient problématique ici, étant donné que, malgré la proximité géographique et les ressemblances ethniques, Salistye pouvait se développer dans des meilleures conditions de la Monarchie Austro-Hongroise sur des traditions structurales tout à fait différentes. Contrairement à beaucoup de ses contemporains, Stere possède une largeur de vue; pourtant son intention d'établir un certain compromis des idéologies du libéralisme et de la socialdémocratie qui rendrait possible la création d'une société des paysans-propriétaires appuyée sur une démocratie rurale, semble être naïve. Cela devient clair par *la solution du moyen de l'industrialisation*.

Ne perdant pas de vue la structure de la propriété paysanne, il s'approche de trois aspects de l'alternative roumaine de l'industrialisation. Le premier examine les possibilités de la suppression du rattachement saisonnier de *la main-d'oeuvre paysanne*. Selon Stere, il faut trouver une telle méthode d'organiser l'industrie qui n'arrache pas la main-d'oeuvre aux champs pendant les mois d'été et assure en hiver un travail dans la production industrielle²⁰. Cette industrialisation et cette structure d'emplois sont non seulement les contraires de leurs convenables d'Occident mais restent au-dessous du niveau de la région aussi. D'après la conception de Stere, l'industrie familiale est de rattachements traditionnels complétant la cultivation de la terre et s'adaptant à l'autarcie. Son intention devient claire par la création de cette image d'industrie: il veut ainsi neutraliser les effets négatifs de l'industrialisme occidental. Il suit de cette prémisse que sa conception de structure d'emplois n'est pas simplement agrocentrique, mais il considère la question agraire aussi comme question réduite aux paysans.

D'une façon paradoxale, lorsqu'il esquisse une voie progressiviste, le statisme structurel de la société, la préservation et la restauration des formes sont accentués. Ainsi le *projet de la démocratie rurale, représentant une forme politico-sociale, signifie aussi le retour à une communauté de village*; étant donné l'immunité de cette communauté refermée en autarcie contre la libre circulation de la main-

¹⁹ Op. cit. p. 50.

²⁰ Op. cit. p. 60.

d'oeuvre et le mécanisme du marché. Ce sont le passé populiste russe de Stere, l'anticapitalisme économique qui se manifestent ainsi. Comme beaucoup des intellectuels-savants de son époque, Stere ne portait pas enthousiasme envers les négativités des effets économiques et sociales du modèle occidental. L'industrie en tant qu'industrie familiale, l'artisanat en tant que profession complétant la préoccupation fondamentale, la cultivation de la terre, veulent tous éviter la prolétarianisation de la main-d'oeuvre paysanne, parce que les intentions de créer une „grande industrie” n'ont pas rendu compte du fait qu'il est impossible de soutenir le défi de l'industrie occidentale offrant un emploi nonsaisonnier. On a donc *besoin d'une industrie dont le noyau soit composé de l'industrie familiale des paysans* et qui ne doit pas subir les effets de conjoncture internationaux. Ici le protectionnisme aurait raison, car l'industrie développée, tôt ou tard, à partir de la propriété paysanne, pourrait construire les bases de l'industrie agraire qui fournirait d'abord les instruments nécessaires à l'agriculture et assurerait la transformation des produits agricoles; „comme au Danemark” – qui pouvait entrer en concurrence au marché international, et avec succès, avec les produits agricoles français²¹. La précondition de cette évolution doit être – même en Roumanie – *le système coopératif* qui soit capable de transmettre les inventions du progrès technique dans les moindres domaines aussi²². L'Etat devrait doter la création des coopératives en province, desquelles les fonctions seraient l'approvisionnement en matières premières, carburant, machines et la vente des produits agricoles. L'élaboration des cadres juridiques du mouvement coopératif et les garanties rendraient possible d'organiser sur cette base l'économie nationale entière qui pourrait entraîner à long terme la renaissance de l'ancienne industrie familiale aussi, surtout dans les domaines artisanaux comme le textile, la poterie, le cuir etc²³. „Il est évident – remarque Stere – qu'une telle évolution industrielle exprime une conception formée sur la propriété paysanne idéale, sur le progrès économique et social, donc un aspect différent du même développement²⁴.

Il analyse l'autre aspect de la question de l'industrie du point de vue des *ouvriers des villes*: „par rapport aux paysans, ils n'ont aucune importance”.²⁵ La majorité de la classe ouvrière roumaine est composée des artisans et des „prolétaires” pris en un sens différent qu'à l'Occident. Pour empêcher leur prolétarianisation, on doit élaborer un système de protection rationnel dans les circonstances du développement industriel en Roumanie. C'est *le système coopératif urbain*, analogue aux

²¹ Op. cit. p. 61.

²² Ibid.

²³ ibid.

²⁴ Ibid.

²⁵ ibid.

coopératives agricoles du province; ainsi l'organisation en coopératives de l'artisanat urbain ne présentera pas de contradictions avec l'évolution de la propriété agricole et, en plus, elle en sera harmonieuse.²⁶ C'est parce que la ville est le siège naturel de toutes les branches industrielles, inaccessibles aux paysans. Au lieu de la grande industrie nationale en Roumanie, *Stere propose la création d'un réseau artisanal* dont les besoins de main-d'oeuvre bornés ne priseront que les travailleurs des zones non-appropriées à la culture agricole; ou bien elle pourrait exploiter des possibilités du marché national. Par suite, une couche sociale très précieuse – et finalement non artificielle –, *la bourgeoisie nationale* pourrait se créer dans les villes, capable de se débrouiller sans l'aide du budget d'Etat.²⁷ Cependant – en raison de son poids réduit – cette industrie ne sera pas dominante, et jouera seulement le rôle de *l'industrie additionnelle de l'agriculture*.

Le troisième aspect analysé par Stere était celui des *possibilités de la grande industrie*. Il reconnaît le fait qu'il y a certaines branches de la production qui nécessitent naturellement les cadres de la grande industrie.²⁸ Pour exemple, il cite le cas de l'industrie pétrole privatisée et aboutissant ainsi à un résultat catastrophique²⁹. Pour Stere, il en suit que, fidèlement aux traditions roumaines, *l'Etat doit monopoliser* pour son secteur les quelques branches de la grande industrie offrant une telle possibilité. Il faut nationaliser la grande industrie parce que ce fut la pratique traditionnelle, mais tout en la rendant rentable pour qu'on ne doive pas l'assurer par le budget d'Etat tiré aux paysans.

Cette structure triadique (le réseau des coopératives enlevant et écoulant les produits, rassemblant les paysans-propriétaires et les artisans, la grande industrie nationalisée) doit être *la précondition du fonctionnement solidaire des cercles sociaux autonomes*. Et c'est elle-même qui rend possible la réalisation intégrale d'une *démocratie rurale* et la création d'un système parlementaire authentique. Dans cette argumentation fondée sur des présuppositions sociologiques et historiques, l'accent est toujours mis sur *les paysans*. Dans la substitution de Stere, la paysannerie à la même mission politique dans les sociétés agraires ou industrielles que le prolétariat, avec l'exception que l'évolution et la transformation de la société ne pourront pas être réalisées d'après le radicalisme marxiste, mais on doit suivre le principe de l'organique et de la progressivité. L'objectif n'est plus de transformer le paysan en prolétaire, mais l'élever au niveau du petit-bourgeois, habitant de ville. Il imagine donc une société „petite-bourgeoise” où la paysannerie représente potentiellement la force dynamique. Même dans le mouvement coopératif, il voit plus que

²⁶ ibid.

²⁷ Op. cit. p. 62.

²⁸ Ibid.

²⁹ Op. cit. p. 63.

des pures fonctions d'organisation économique: c'est aussi la solution des problèmes politiques, culturels et sociaux plus complexes. La prise de position de la „voie troisième” représentée par Stere exerçait son influence sur les intentions de réforme et sur la pratique des libéraux nationalistes roumains.

Aux années 20 et 30, on est témoin de la vive renaissance de la question de la „voie à suivre” presque dans tous les pays de la région. C'est un effet normal, car il y avait des réformes agraires dans la plupart des pays, et, par suite, les agraires ont rencontré pour la première fois une situation où les réformes envisageant la délibération totale du paysan, incitées par eux, se sont réalisées.³⁰ Avant la Première guerre mondiale, une certaine ambivalence caractérisait les conditions agraires de la région: parallèlement à l'existence du système de la propriété privée, les rattachements féodaux de la main-d'oeuvre ont subsisté, ou bien ils étaient réintroduits. Ce système peut être même appelé „une nouvelle servitude” – d'après la terminologie d'un autre Roumain, C. D. GHEREA.³¹ Après la guerre, on a supprimé ce système et les grands domaines dans plusieurs pays, créant ainsi, même par la subsistance de la structure agraire unilatérale, les préconditions de l'alternative de l'évolution de la „société paysanne”. Les libertés civiles et les cadres démocratiques ont plus ou moins rendu possible la formation des mouvements politiques et des partis paysans. En présentant toutes ces échéances, les „idéologues” de la „voie troisième” se proposaient parfois des stratégies projetant la création d'un „Etat paysan”. Le sociologue-économiste roumain, V. MADGEARU était l'un des représentants théoriques les plus importants de ces stratégies.

Les efforts de rattrapage englobant plus d'un demi-siècle ne pouvaient pas effacer en Roumanie non plus, la situation caractérisée par le terme „*infrastructure sans forme*”, axiome créé par les conservateurs. Les diverses définitions de réalité idéologiques et même les sciences ont servi comme arguments à présenter le modèle occidental invalable, inapplicable; p. ex. le paysan roumain n'est pas capable – à cause de sa psychologie – de „mener une vie occidentale”.³² Les orientations de l'avantgarde littéraire et esthétique ont aussi exalté la spiritualité plus élevée du

³⁰ Vlad Georgescu, *Istoria românilor. De la origini pînă în zilele noastre* (L'histoire des Roumains des origines jusqu'à nos jours), 3^e édition, Humanité, București, 1992. p. 203-223. et Virgil N. Madgearu, *Evoluția economică românești* (L'évolution de l'économie roumaine), București, 1940. p. 5-23.

³¹ C. Dobrogeanu Gherea, *Opere complete*, vol. 4. *Neobiobagii* (Oeuvres complètes. La servitude nouvelle), București, 1977. Néanmoins C. D. Gherea est le premier dans la région qui voit une corrélation entre développement et retard. Il analyse les conditions agraires de la Roumanie à partir d'une base marxiste, mais par la méthode conservatrice de la corrélation cause-effet. Ce détour méthodique l'aidait à décrire la nature double du serf nouveau – possession de la terre et rattachement féodal du travail.

³² L'étude courte de C. Rădulescu-Motru, intitulée *Psihologia poporului român* (La psychologie du peuple roumain), București, 1937.

monde rural.³³ Dans la sociologie et la sociographie, l'étude de la population villageoise – malgré l'utilisation des dernières méthodes interdisciplinaires – servait à plus que de mettre au jour les faits: elle a encore renforcé les déterminations provenant de la sphère agraire.³⁴ Madgearu suit le chemin tracé par Stere, tout en querellant avec le marxisme et surtout avec les théoriciens socialdémocrates allemands; il cite donc des nouveaux arguments d'inspiration gauchiste pour construire une théorie de la „voie troisième”. En terre roumaine, cette théorie devait répondre même à un défi théorique de conception néolibérale et néomercantiliste.³⁵

Malgré tout son caractère de „voie troisième”, la question a un *aspect transformiste* aussi; on ne peut pas l'oublier si on analyse le modèle de la société ou l'Etat paysans. Sa prémisse est que, après l'émancipation des serfs, l'analyse comparée de la transformation de l'agriculture dénonce que la „loi” établie par Marx d'après „l'exemple typique de l'Angleterre” n'est applicable nulle part ailleurs.³⁶ Quant à la *partie occidentale du continent* européen, la délibération sous les rattachements féodaux s'est réalisée dans chaque pays dans les années suivant la révolution française; ce fait résultait une révolution agraire à côté de la révolution industrielle. Ce n'était pas le cas de l'Europe de l'Est comme nous l'avons déjà mentionné. Seulement les réformes agraires – de caractère révolutionnaire – ont pu pousser jusqu'au bout la révolution agraire retardée. Selon Madgearu, les révolutions agraires de la région sont en corrélation avec les événements de Russie; qui avait pour conséquence le fait que la démocratisation des rapports de propriété agraire était plus parfaite qu'à l'Occident après la Révolution.³⁷ Il voit le seul effet de la révolution russe en ce que „l'agriculture est devenu paysanne”.³⁸ Les réformes agraires ont suivi un double itinéraire; d'une part la consolidation des propriétés

³³ Le *gîndirisme* („penser” en roumain) est le mouvement des intellectuels groupés autour de la revue *Gîndirea*. Voir la monographie de D. Micu, *Gîndirea și „gîndirism”*, București, 1975 et la préface de l'anthologie *Gîndirea* par Emil Pinteș, Dacia, Cluj, 1992 p. 5-10.

³⁴ L'école sociologique de D. Gusti, l'étude monographique des villages, l'introduction des étudiants dans les recherches signifiaient pour beaucoup de jeunes intellectuels un engagement vers le milieu rural et le village roumain. Voir D. Gusti, *Sociologia milițiană (La sociologie militante)*, București, 1973.

³⁵ Il représentait un défi pour Madgearu d'une part l'oeuvre de St. Zeletin (*Burghesia română. Originea și rolul ei istoric /La bourgeoisie roumaine. Ses origines et son rôle dans l'histoire/*, București, 1925.), employant une méthode marxiste néolibérale et mercantiliste, faisant l'apologie de la bourgeoisie roumaine; d'autre part l'ouvrage sociologique d'E. Lovinescu (*Istoria civilizației române moderne /Histoire de la civilisation moderne en Roumanie/*, vol. I-III București, 1924-1926) qui – en suivant les principes de la synchronisation et de l'imitation – désigne par nécessité le modèle occidental comme voie à suivre.

³⁶ V. N. Madgearu, *Agrarianism, capitalism, imperialism*, București, 1936 p. 37.

³⁷ Op. cit. p. 38.

³⁸ Ibid.

paysannes déjà existantes jusqu'à un minimum qui rend possible à la famille de mener une exploitation raisonnable; d'autre part, la création des nouvelles propriétés, par la voie de la colonisation intérieure. En Roumanie ce n'était possible que par la prise des domaines seigneuriaux et des territoires acquis. Sans doute, la révolution bolchévique est devenue parfois une raison plus accentuée dans l'extorsion des réformes agraires que l'altruisme des partis et du gouvernement. Il est certain que l'effacement des rattachements semi-féodaux de caractère asiatique signifiait une mutation structurale: un nouveau système agraire venait de se créer dont la base était composée en majeure partie de l'exploitation familiale des paysans. Il est aussi évident que la réforme agraire présupposait *la réforme du droit foncier*; pourtant, on peut voir – au moins chez les écrivains agrariens – des réserves envers le droit absolu de la propriété. Ces écrivains ont aperçu que l'adaptation du modèle occidental dans les rapports de propriété peut devenir un nouveau moyen à l'exploitation et à la servitude. Ainsi, contrairement à la pratique de justice individualiste des libéraux, ils voulaient introduire de telle façon la réforme garantissant la propriété privée que le fait subsistant en les *fonctions sociales de la propriété foncière* y soit manifeste.³⁹ Suivant les théoriciens agrarisants des social-démocrates allemands, on prend dans les projets de réforme des penseurs de „voie troisième” le principe que la propriété privée soit plus que la source des avantages: ces avantages entraînent aussi des obligations envers la société.⁴⁰ En Roumanie par exemple, même si l'idée n'était pas réalisée en sa forme idéale, la réforme agraire avait pour racines des tendances semblables; la possession d'une terre était donc préconditionnée par la cultivation et la main-d'oeuvre familiale. Cela aboutissait – en grandes lignes, bien sûr – à la *propriété foncière rattachée à la famille*. L'exigence fondamentale de l'idéal de modèle structural des „ceux de voie troisième” semble être réalisée: *la petite et la moyenne propriété paysanne se créent et jouent un rôle dominant*.

Dans les nouvelles circonstances, le modèle de société agraire de Madgearu ne se concentre aussi sur *l'anticapitalisme économique* que celui de Stere; il est plutôt la définition du *rôle joué par la paysannerie à l'époque capitaliste*. Son point de départ est le fait que l'étude de l'évolution de la sphère agraire ne présente aucune tendance vers la concentration naturelle des domaines ou vers la séparation du moyen de travail. Au lieu de la transformation de la propriété foncière entière en des propriétés provinciales – qui serait convenable au système de production capitaliste –, on est témoin du phénomène inverse: *la propriété foncière se transfor-*

³⁹ Op. cit. p. 40.

⁴⁰ Voir: „Nouvelles Législations agraires en Europe Centrale dans la Revue Internationale du travail” vol. VI. N° 3. 1922 p. 127.

me – d'un moyen d'exploitation et de servitude – en un moyen de travail.⁴¹ Tout cela est contradictoire à la trilogie proposée par Marx, Kautsky ou d'autres néomarxistes sur les classes sociales et surtout à l'idée que la paysannerie n'est qu'une classe provisoire à l'ère capitaliste. On peut nier cette dernière idée même parce que les fonctions sociales des paysans subsistent, ou au plus, elles se renforcent. On voit – écrit Madgearu – l'augmentation du nombre des paysans-propriétaires indépendants qui „n'exploitent personne et ne sont pas des exploités non plus”.⁴² On peut enregistrer une certaine articulation à l'intérieur de la paysannerie aussi; Madgearu divise cette dernière en trois sous-catégories: *paysans parcellaires, paysans moyens et „paysans gras”*. Les distinctions sont à faire d'après la grandeur de la propriété et la place occupée dans le système de production. La bonne entente de ces trois couches est assurée par la solidarité des intérêts. Il range dans cette catégorie l'*ouvrier agricole* aussi, puisque ses conditions de vie, ses possibilités et ses espérances sont les mêmes – même s'il ne possède pas de terre – que celles des paysans propriétaires. Madgearu construit apparemment la définition de la paysannerie en tant que classe sur les critères de la théorie des classes marxiste. Par suite, les paysans – de même que les prolétaires – disposent d'une conscience de classe et des possibilités d'action politique.⁴³ Pour lui, le problème principal est *la lutte de classes*, ou précisément, le rôle des paysans dans cette lutte, ignoré par le marxisme.⁴⁴ Il propose une solution très sophistiquée; selon lui, les dispositions anticapitalistes restaient vivantes au sein de la paysannerie pendant que, tout au long du XIX^e siècle, le capital commercial, l'usure, les enchères, la bourse et le système de servitude l'ont impitoyablement opprimée. La mise en oeuvre du système de crédit coopératif a expulsé les usuriers du village; l'expansion des coopératives aux fonctions commerciales a diminué les échéances de l'exploitation extérieure des paysans. Parallèlement, la démocratie politique et l'exercice des droits civils ont rendu possible la manifestation des intentions sociales concrétisées par la naissance des partis politiques. Ainsi la paysannerie se trouve dans une situation où elle peut réaliser ses objectifs à l'aide de son parti dans les cadres de la démocratie parlementaire; la théorie des classes marxiste n'y peut pas être adaptée.⁴⁵

⁴¹ Madgearu, op. cit. p. 46.

⁴² Op. cit. p. 47.

⁴³ Op. cit. p. 48.

⁴⁴ Op. cit. p. 53.

⁴⁵ Madgearu élaborait le programme du modèle participatif de l'Etat paysan construit sur les bases de la démocratie rurale, adapté plus tard par le Parti National des Paysans même. Voir Madgearu, *Taranismul*, București, sans année. On peut y joindre l'étude de C. Radulesco-Mortu (*Taranismul un suflet și o politica /Le mouvement paysan - un esprit, une politique/*), soulignant surtout les positivités du caractère psychologique des paysans.

Un autre problème de Madgearu est qu'en Europe de l'Est, où le rôle dominant a été obtenu par la *paysannerie*, comment sera capable cette dernière de répondre aux défis du marché ne respectant que la productivité. Il fonde ses analyses sur des résultats et des théories des économistes et statisticiens de la Russie ancienne, notamment sur ceux d'*Alexandre Chasanov*. L'oeuvre de Chasanov, parue à Berlin au début des années 20, fait la comparaison de l'exploitation paysanne basée sur la main-d'oeuvre familiale et de „l'usine agricole” capitaliste.⁴⁶ L'auteur y donne des conclusions qui ne peuvent pas être serrées dans les cadres de l'économie classique. En analysant la structure interne de l'exploitation paysanne, il confirme sa différence fondamentale de „l'usine” capitaliste employant des salariés, réalisant un certain profit et établissant une psychologie économique particulière. *La famille paysanne constitue une unité de travail spécifique*, et ce fait influence ses activités économiques: *elle ne paye pas le travail, n'est point orientée vers le profit*, mais s'efforce de satisfaire ses propres besoins. Pourtant ce n'est pas le nombre des membres mais *l'extension du travail effectué qui conditionne la grandeur de la famille*. Cette différenciation ambivalente – économique et démographique – est sans doute un élément réel dans le mécanisme de la famille paysanne. Il est évident que certaines bornes, indiquant la conservation de l'équilibre naturel, sont toujours présentes; les besoins limitent la productivité – néanmoins – de même que pour les autres groupes – les besoins de la famille paysanne ne peuvent pas être restreints sur des sources internes. Il existe des biens provenant de l'extérieur qui satisfont aussi des besoins; ainsi la famille doit réaliser un certain excédent pour satisfaire ce besoin, à part des taxes dus au seigneur et à l'Etat. Il est vrai que cet excédent n'est pas du profit; mais – d'après les agrariens – le profit de la famille est différent de celui des entreprises capitalistes, étant donné le fait que les échanges ne suivent pas non plus cette direction. Ici le profit sert à bien d'autres fins et se présente sous une forme différente que dans l'usine capitaliste.⁴⁷ Il en suit que le capitalisme joue un rôle très spécifique dans l'exploitation paysanne, étant donnée que *le produit du travail est la seule source du profit* dans ce dernier.

Le problème suivant de Madgearu consiste en la question si la *paysannerie* soit une catégorie de l'économie nationale. Il y répond affirmativement: les exploitations paysannes sont liées l'une à l'autre par un système des rapports fondé sur une réciprocité complexe qui compose une structure sociale spéciale; ainsi l'ensemble des exploitations paysannes constitue une certaine unité de l'économie nationale.⁴⁸

⁴⁶ *Alexander Chasanov, Die Lehre der bauerlichen Wirtschaft. Versuch einer Theorie der Familienwirtschaft in Landbau*, Berlin, 1923 p. 34-63.

⁴⁷ *Madgearu, Capitalism...* p. 66.

⁴⁸ *Op. cit.* p. 70.

Comme cette exploitation ne peut pas se refuser aux conditions du marché, elle est touchée par le développement des cultures des économies nationales dans le monde, et ressent par ses produits le rythme de l'économie mondiale.⁴⁹ On peut pourtant confirmer que le capitalisme en tant que système de production mondial, n'introduit pas sa structure dans la majorité des exploitations paysannes, mais il la soumet aux ordres du marché capitaliste et prise le profit par son appareil de commerce. Autrement dit: la survaleur est prise sous forme de bénéfice du commerce. C'est le commerce même qui assure la seule liaison entre l'exploitation paysanne et l'économie mondiale. Sans plus détailler les idées de Madgearu – qui mettent en général dans la pratique les résultats acquis par Kosinsky, Tchelinsev, Pernousine ou Makarov concernant la rente foncière, les conditions de vente, les intérêts et la productivité⁵⁰ –, on peut constater qu'il se sert de ces faits pour raisonner une de ses conclusions précédentes selon laquelle la totalité des exploitations paysannes fonctionne comme une catégorie de l'économie nationale.

Il nous est important le fait que Madgearu adopte et structure les résultats donnés par les autres; son argumentation scientifique est plus étendue que celle des représentants de la „voie troisième” précédents ou contemporains, afin d'illustrer *l'inapplicabilité du modèle occidental dans les sociétés agraires de l'Europe de l'Est et Centrale*. Les caractères différents de l'Occident de l'économie, de la vie politique et de la culture ne peuvent pas être décrits ni par les théories libérales classiques ni par celles du marxisme; par conséquent, leurs modèles sociaux sont aussi inaptes à suivre. La spécificité de la différence de l'Occident est offerte par la structure agraire de ces sociétés, laquelle – à la suite de la révolution agraire retardée – a dépassé la structure agraire traditionnelle et créait de nouvelles conditions dans la vie quotidienne. Ainsi les modèles évolutionnistes de la région doivent partir de ces réalités. Même si le système ne soit pas isolé et fait partie d'une économie mondiale, la réponse donnée au progrès ordonné par le défi de ce système mondial ne peut être autre que l'augmentation de la production nationale de l'agriculture paysanne. C'est impossible sans crédit, coopératives et écoles; ce sont même les préconditions de toute industrie nationale aussi. La théorie de Madgearu conçue pour la „voie troisième”, appuyée même d'une idée économique, avait un but politique aussi: la création d'un *Etat paysan*.

L'alternative de la „voie troisième” est donc fondée non seulement sur le capitalisme mais sur les institutions de la démocratie civile aussi; pourtant de telle façon que le rôle prépondérant soit obtenu par les paysans. Dans les années suivant la révolution agraire appelée retardée, on est témoin d'une certaine stagnation – provenant surtout des raisons politiques et idéologiques – en Roumanie aussi; l'état

⁴⁹ op. cit. p. 71.

⁵⁰ Op. cit. p. 72-75.

transitoire devient relativement permanent – et ce fait met en cause les triomphes de modernisation acquis dans la sphère humaine des civilisations fragiles de l'Europe de l'Est. Madgearu lui-même sera aussi une des victimes de la Garde de fer. Dans ces circonstances, malgré la prise du pouvoir du parti paysan roumain en 1926, *l'alternative agrarienne de la „voie troisième” ne se réalise pas, et la vision d'un Etat paysan reste utopique*. Il est pourtant indéniable que l'oeuvre théorique des „ceux de la voie troisième” à rendu conscient sur un plan plus étendu le caractère inachevé de la modernisation-urbanisation et à offert une certaine stratégie utilisée plus tard, dans une forme modifiée, dans la pratique sociale. Même s'ils ont fondé leur système sur des exemples ou théories contemporains et bien précédents, leur *point de départ* était le concret sociologique; parfois, ils ont même réussi à convaincre les partisans nonsélectifs des modèles ou combattre l'enthousiasme des nationalistes errant dans le passé. Le modèle de la société agraire établi par Madgearu n'est ni capitaliste ni bolchévique, il regroupe l'influence de plusieurs idéologies; mais *au centre* – à la manière de Stere – on trouve la *pensée coopérative*. Le système coopératif prend sous son contrôle tous les liens du commerce et du crédit, établit une communication avec le marché mondial des produits et des capitaux, sauve de la paupérisation les exploitations familiales des villages, organise la production sur des bases rationnelles et assure au maximum le développement des forces de production nationales. Néanmoins, il n'exclut pas l'existence des formes d'entreprise capitalistes; il veut seulement – et cela convient aux intérêts des paysans – limiter leurs activités.⁵¹ Ainsi *les théories du modèle de la „voie troisième” sortant des investigations scientifiques rationalistes peuvent être même rangées parmi les théories de l'évolution aussi*; car ils ont pris la tâche d'élaborer des stratégies du progrès. Leur actualité est parfaitement illustrée par la mise à l'ordre du jour des formes différentes de la re-modernisation dans la région entière, soit dans le journalisme soit dans la littérature spécialisée. Finalement, la question principale reste ouverte: comment continuer?

⁵¹ Op. cit. p. 138.

GYÖRGY KUKOVECZ
(Université József Attila – Hongrie)

Voies de modernisation: la Méditerranée après la Première Guerre mondiale¹

Dans ces dernières années, dernières décennies, on est témoin de la renaissance de la conscience méditerranéenne. C'est un processus contradictoire, plein de conflits et qui ne se manifeste pas avec la même intensité dans tous les pays qui entourent la Méditerranée. Malgré toutes les contradictions, il y a une intention évidente qui – tout en dépassant les conflits quotidiens de la région – essaie de souligner les intérêts et les dispositions naturelles communs de la région et présente le bassin de la Méditerranée comme une unité géographique et économique spécifique qui relie l'Europe, l'Afrique du Nord et l'Asie. Les programmes scientifiques, les efforts économiques, parfois les documents au niveau gouvernemental qui sont nés dans cet esprit ces derniers temps, soulignent déjà non seulement l'importance des relations économiques interrégionales, mais font la tentative de la formation de la reconnaissance, peut-être plus précisément de la conscience de la région – en s'appuyant sur les ressemblances climatiques et géographiques, sur les éléments communs du rythme quotidien de la vie, sur les traditions culturelles et sur les éléments du passé historique utilisables de ce point de vue (et souvent les relations qui avaient été formées entre les peuples de la région comme les conséquences de la colonisation). Bien que les résultats ne soient pas trop spectaculaires de nos jours, on ne peut pas nier que nous devons compter, à long terme, avec la Méditerranée en un double sens. D'une part, comme une des régions de l'économie européenne, d'autre part comme une zone tout à fait spécifique qui n'existe nulle part dans le monde: zone intercontinentale des relations économiques et culturelles.

Dans cette étude, je ne cherche pas à découvrir des données et des faits historiques nouveaux, mais j'essaie de méditer sur un fait: en quelle mesure peut-on définir – si c'est possible – la Méditerranée comme une région homogène après la Première Guerre mondiale?

La question est de pouvoir découvrir des facteurs, des éléments communs dans le cas des peuples, des sociétés de la région présentant un développement extrêmement différent qui – bien que leur influence n'ait été exercée en partie que d'une

¹ Je ne suis pas spécialiste de la question, c'est à la demande de mon ami László Nagy que je me suis chargé d'essayer d'esquisser quelques rapports concernant le passé de la région. Je suis convaincu que cette approche un peu synthétisante trouvera sa place auprès des études bien plus détaillées.

manière latente entre les deux guerres et alors ils ne pouvaient pas être considérés comme traits d'union – peuvent être convenables à ce qu'on fonde sur eux les ponts menant vers l'avenir aussi?

Aux yeux des Phéniciens ou des Grecs de l'Antiquité, la Méditerranée était un monde indivisible. C'était le MONDE-même, parcouru par leurs navires rapides du Bosphore aux colonnes d'Hercule, en apprenant à reconnaître cultures et coutumes, et en entourant de villes coloniales la mer „couleur de vin”. Pour un certain temps, Rome a créé une unité politique en intégrant les peuples du bassin de la Méditerranée dans son empire. La Méditerranée de l'Antiquité se présente encore toutoujours comme le berceau de la civilisation européenne ou comme la source primitive de la culture et des religions d'aujourd'hui². L'importance de la Méditerranée était durable au Moyen Age, dont les raisons sont d'une part qu'elle a été traversée par les plus importantes voies commerciales reliant l'Europe à l'Orient, d'autre part que cette région est devenue l'une des plus importantes zones de contact et d'affrontement entre les deux grandes religions mondiales, le christianisme et l'islam. L'expansion de l'empire turc, la disparition des routes menant vers l'Orient, le déplacement du commerce et de l'économie mondiaux dans la région de l'Atlantique à partir du XVI^e siècle, ont créé une nouvelle situation pour la Méditerranée. L'essentiel en est que le développement capitaliste de l'économie et la transformation „bourgeoise” de la société ont subi une halte et se sont réalisés avec un retard, et d'une façon ambiguë, comme dans le cas des territoires européens du bassin occidental de la Méditerranée, excepté la France tournant vers l'Atlantique; ou bien ces changements n'ont même pas agi avant la fin du XIX^e siècle, à l'exception de quelques enclaves. En employant les catégories de Wallerstein, la plus grande partie de la Méditerranée était réduite à la périphérie ou à la demi-périphérie du développement capitaliste³. Avant la Première guerre mondiale, nous ne pouvons être témoins que d'une seule modernisation relativement réussie: l'évolution capitaliste accélérée réalisée en Italie après la création de l'unité nationale. Le contrepoint aux rivages européens de la Méditerranée, c'est l'agonie de l'Espagne au cours du XIX^e

² On ne peut pas se passer bien sûr du fait que „la conscience méditerranéenne” des peuples a été très différenciée à l'Antiquité aussi. Il est évident que la Méditerranée signifiait autre chose pour le Rome conquérant et pour les peuples conquis (Arabes, Juifs etc.). La Méditerranée est en même temps zone de contact et d'affrontement des civilisations différentes dès l'Antiquité jusqu'à nos jours, comme a démontré lors de débat mon collègue Nouredine Abdi (Paris).

³ WALLERSTEIN, Immanuel: *The Modern World-System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy in the sixteenth century*. Academic Press, Inc., New York, 1974.

... Pour connaître une description plastique des changements survenus dans la situation de la Méditerranée, consultez: KENNEDY, Paul: *The Rise and Fall of the Great Powers* Random House, New York, 1987.

siècle, grande puissance de jadis ou bien le retard de la Grèce reprenant son indépendance. Le sort des peuples arabes ou des sociétés de l'Asie Mineure et de l'Afrique se formait encore plus défavorablement: ou bien ils ont vécu sous la domination de l'empire turc décadent, incapable de progrès, ou bien – comme c'est assez connu – ils sont devenus victimes des aspirations colonisatrices des puissances européennes. Au XIX^e siècle, époque classique de la formation du capitalisme industriel, le caractère de la Méditerranée a été déterminé en preppremier lieu par la rivalisation coloniale franco-anglaise et par la *question* dite *orientale*, la problématique de l'abolition de l'empire turc décadent et du partage de l'héritage.

Les véritables succès économiques et politiques de la région – la décolonisation, la construction des systèmes démocratiques dans plusieurs pays, le rattachement au courant principal de la circulation de l'économie internationale, d'une part par le moyen des matières premières d'une importance primordiale pour notre époque (pétrole, phosphate etc.), d'autre part par le moyen des formes diverses de la division internationale du travail (entreprises multinationales, Communauté Européenne etc.) – peuvent être vraiment liés au développement d'après la Deuxième guerre mondiale. La question est donc de savoir si les changements survenus à la suite de la Première guerre mondiale dans la Méditerranée peuvent être interprétés comme tournant dans l'évolution de la région. Si nous essayons de donner une réponse, il faut prendre en considération le fait que la révision de la carte du monde à la conférence de paix de Versailles n'a pas laissé intact la Méditerranée non plus. Parmi les changements les plus importants, il faut mentionner la disparition de l'empire turc, formation despotique et incapable de progrès, même si les Arabes vivant sur son territoire sont allés de mal en pis: de domination turque ils sont passés sous domination française ou anglaise à la suite du système de mandat sanctionné par la conférence de paix et rendu définitif à la conférence de San Remo⁴. La formation du système de mandat a sans doute marqué l'acte final de la colonisation française et anglaise dans la région de la Méditerranée – et, en plus, il ne fallait pas compter avec la Russie, ancienne rivale dans la question de la puissance maritime. La Méditerranée est devenue dans sa totalité *mer intérieure* anglo-française où les grandes puissances n'avaient qu'une seule rivale ambitieuse à surveiller: l'Italie. Mais il faut en même temps prendre en considération le fait que l'apogée du système colonial prévenait déjà son échec dans la Méditerranée.

⁴ La conférence a créé, d'après le Pacte de la Société des Nations (Art. 22, titre 3, par. 4,5 et 6), des mandats de type A, B, et C, d'une part des anciennes colonies allemandes, d'autre part des territoires appartenant à l'Empire Turc.

La Syrie et le Liban sont devenus des mandats de type A, sous dominance française; la Palestine, la Transjordanie et la Mésopotamie sont devenus les mêmes sous dominance britannique. La Société des Nations a reconnu ces territoires indépendants, et ils n'étaient soumis à la tutelle des Puissances Déléguées que pour un délai déterminé.

Car, lors de la formation du système de mandat, les grandes puissances avaient été obligées de prendre en considération les aspirations d'indépendance des peuples de la région. Le fait que dans le cas des mandats de type A, la tutelle de grande puissance était liée à un délai déterminé, contenait en soi la promesse de l'indépendance et donnait impulsion à l'évolution des mouvements nationaux. Les conséquences les plus importantes de la disparition de l'Empire turc sont observables dans la Turquie appuyée sur l'Asie et sur la Méditerranée. Le nationalisme turc – après s'être dégagé des entraves du règne du sultan – sous la conduite de Mustafa Kemal (Kemal Atatürk) a non seulement extorqué la modification des dispositions désavantageuses du traité de Sèvres par une guerre réussie (Lausanne, 1923), mais a réalisé – par ses réformes profondes, bien que contradictoires – le programme de modernisation peut-être le plus réussi de la région. Le programme social kemaliste, les „six flèches”⁵ a ouvert la voie devant les aspirations comme le renforcement de l'économie nationale autonome, la séparation de l'Etat et de l'Eglise, la protection de l'enseignement, la garantie de certains droits civils, le renouvellement de la langue, l'effort pour rétablir la conscience nationale etc. De même, il est redoutable qu'avec la devise du nationalisme, ils ont justifié l'action menée contre les minorités kurdes ou grecques, et nous pouvons encore trouver d'autres mesures antidémocratiques. Mais, en somme, la République de Turquie, au début des années vingt, s'est engagée dans la voie de la transformation bourgeoise. Cela a beaucoup influencé les mouvements d'indépendance arabes des territoires voisins.

Dans le cadre de cette étude, nous n'avons pas la possibilité de donner une présentation détaillée ou une analyse des problèmes de tous les pays de la Méditerranée. Mais l'exemple turc compose un point de départ suffisant pour esquisser trois facteurs qui sont présents sur tous les territoires liés plus ou moins directement à la Méditerranée, et qui exercent une influence entre les deux guerres. Nous prenons à notre charge les dangers qui proviennent de la généralisation, si nous ne réussissons pas à donner une image vraiment différenciée ou présenter les nuances bien délicates.

Les trois facteurs mentionnés plus haut sont, à mon avis, les suivants:

1) La reconnaissance du sous-développement dans l'élite sociale dans certains pays⁶, l'apparition du retard au niveau de la société totale, au niveau national;

⁵ Le principe de la république, du nationalisme, de l'étatisme, de l'ethnie, du laïcisme et du caractère révolutionnaire.

⁶ Espagne, Italie, Grèce, Turquie.

2) L'exigence de la modernisation, la formulation des stratégies de modernisation au niveau des partis, et – dans les colonies – au niveau des mouvements d'indépendance et des partis. C'est caractérisé, selon moi, par le fait que, entre les deux guerres, la modernisation socio-politique a une primauté sur la modernisation économique. Quant à la transformation des structures politiques, on peut dire que la formation du système des conditions politiques de la modernisation occupera le centre des débats, et la recherche de la solution entraîne des luttes et des confrontements violents. On pourrait énumérer nombre d'exemples à ce sujet en songeant soit à l'Italie du début des années vingt, soit aux luttes ravivées des forces venizélistes et antivenizélistes en Grèce, ou bien si nous examinons à la loupe les divergences de la société espagnole menant à la guerre civile. Sur les territoires sous domination coloniale, le problème de la modernisation est lié d'une manière naturelle à la question de l'indépendance. Pour les dirigeants des différents mouvements d'indépendance, l'indépendance est le *sine qua non* de la modernisation et, par rapport à tout cela, la méditation systématique sur les futures stratégies de développement est une question de second rang.

Le trait distinctif le plus important des mouvements nationaux arabes d'entre les deux guerres est qu'ils se sont élevés qualitativement à un niveau supérieur. Ce progrès peut être caractérisé – de nouveau avec le danger de la généralisation – par trois traits:

A) A partir de la pensée panarabe (panarabisme, panislamisme), l'évolution – sans la disparition de ces derniers – se dirigeait vers la reconnaissance de l'intérêt national, vers la formation de la conscience nationale.

B) En tant que porteurs de la pensée d'indépendance, des partis modernes se sont formés⁷.

C) Le mouvement d'indépendance est devenu un mouvement de masse (le parti de Bourgiba avait pu s'appuyer sur plus de 100 000 personnes vers la fin des années vingt), et au besoin, il a accepté la lutte armée⁸. Dans certaines régions du monde arabe, où l'organisation et les styles de vie tribaux restaient intacts même dans la troisième décennie du XX^e siècle, on peut naturellement rencontrer des mouvements d'indépendance où les efforts de modernisation sont mêlés aux motifs et aux formes traditionnels de la résistance contre la domination européenne. Selon moi, l'insurrection presque légendaire des tribus du Rif sous la direction des deux Abd el Krim peut être rangée dans cette catégorie. Les efforts de modernisation de la

⁷ Par exemple en Algérie Etoile de l'Afrique du Nord, en Tunisie le Parti Destour de Bourgiba, en Egypte le Vafd etc.

⁸ Nous pensons aux révoltes des années vingt en Syrie, aux actions antiitaliennes en Lybie au tournant des années vingt-trente.

République du Rif d'Abd el Krim jeune se sont manifestés avant tout par l'équipement et par les principes de commandement de l'armée. Cependant, l'organisation des tribus et les coutumes sociales traditionnelles (rivalisation des tribus, vendetta etc.) demeuraient intactes. La république du Rif fonctionnait comme une sorte de démocratie „tribalomilitaire”, sans l'existence des institutions politiques de la lutte d'indépendance nationale. La lutte des tribus du Rif n'était bien sûr qu'un épisode dans la lutte contre la domination coloniale, mais on ne doit pas sous-évaluer l'influence qu'elle a exercée. En tant qu'épisode, elle a non seulement rendu nécessaire la mobilisation des forces militaires importantes de la part de l'Espagne – et, un peu plus tard, de la France –, mais influençait directement les colonisateurs aussi. Elle a joué par exemple un rôle primordial dans la mise au jour de la crise de la société espagnole et dans la prise du pouvoir par la droite en 1923, sous la direction du général Primo de Rivera.

3) Il y a enfin un troisième trait commun: le nationalisme est devenu l'idéologie qui orientait et rendait légitimes les efforts de modernisation. Le nationalisme, comme notion collective, cache naturellement des idéologies bien différentes. Il est évident par exemple que nous trouvons très peu de traits communs entre le nationalisme italien ou espagnol et les mouvements nationalistes arabes de l'Afrique du Nord qui, dans la plupart du temps, alliaient les idées bourgeoises avec les traditions religieuses, tribales ou même avec des spécificités locales. Mais il faut affirmer et souligner que le nationalisme comme moteur idéologique des efforts de modernisation – qu'il s'agisse de n'importe quelle version – a poussé à l'arrière-plan, et avec succès, les idéologies alternatives de modernisation de l'époque, notamment les idéologies communistes et socialistes. Nous ne devons pas cependant sous-évaluer ou bien juger à partir des événements du présent le défi que le communisme présentait dans notre région.

D'après les stratégies de développement d'entre les deux guerres qui avaient été formulés soit par des partis soit par des Etats, il est impossible de construire une espèce de „modèle méditerranéen”. C'est impossible à cause des différences du degré de développement et du statut politique des pays de la région. Mais on peut observer certains problèmes communs qui caractérisent la totalité de la région. Par exemple, dans l'économie, la *question agraire*, la création des conditions du développement capitaliste de l'agriculture est un problème au même degré en Italie et dans la région arabe, en Grèce, dans les kibboutz juifs en Palestine et en Espagne. De même, le trait caractéristique commun de la région est la *manque des capitaux*. La pénétration du capital étranger est assez limitée entre les deux guerres, d'une part à cause de la protection des marchés coloniaux, de leur accès difficile, d'autre part – pour les Etats indépendants – à cause de l'économie sous-développée. On

pourrait dire qu'à cette époque-là, bien que l'importance de la région ait progressé (pensons à l'Italie ou aux matières premières de l'Afrique du Nord), les voies principales de la circulation internationale des capitaux conduisaient vers d'autres régions. Les raisons politiques sont passées – avec force – en premier plan à cause des facteurs déjà mentionnés et justement à cause des possibilités très limitées du développement économique.

La sphère politique de la zone européenne de la Méditerranée avait pour résultat entre les deux guerres des modèles aboutissant à une impasse: le fascisme italien, l'Espagne de Franco, la dictature royale grecque. La démocratie libérale était encombrée des phénomènes de crise même en France, grande puissance de la région, et l'époque du Front populaire ne pouvait pas non plus y apporter une solution. Il paraissait à court terme que le capitalisme libéral et la démocratie étaient incapables de résoudre les problèmes de la région. Dans le bassin méridional de la Méditerranée, le progrès politique promettait plus, préparant plutôt l'avenir. Bien que les forces d'indépendance n'aient pas encore réussi à prendre terrain, elles ont dépassé les phases les plus difficiles de l'auto-organisation et elles ont obtenu d'importants résultats partiels⁹.

A cette époque-là, nous trouvons très peu de signes de la formulation de quelque conscience méditerranéenne, de la „pensée panméditerranéenne”. Pour les Anglais et les Français, la Méditerranée n'était pas une unité indépendante, mais une partie de leur politique coloniale et de leur conception de politique mondiale. Seule l'Italie de Mussolini essayait de transformer en „mare nostrum” la Méditerranée et, se rapportant à l'empire romain, de fonder idéologiquement aussi sa politique expansionniste.

En somme, nous pouvons dire que l'époque d'après la Première guerre mondiale a contribué avec peu de traditions positives à la formation d'une conscience méditerranéenne actuelle. C'est la singularité de l'Histoire que la plupart sont les conséquences des relations inégales de jadis. Par exemple, à présent aussi les relations traditionnelles gréco-anglaises sont des traits d'union, ou bien en ce qui concerne les anciens territoires coloniaux, le maintien partiel des relations culturelles et linguistiques avec la métropole et inversement etc. L'époque d'après la Première guerre mondiale a contribué en premier lieu aux tendances de développement d'aujourd'hui par le fait qu'elle a définitivement tiré la région de la stagnation, qu'elle a mis au monde et accentué les problèmes à résoudre.

⁹ Pensons par exemple à „l'indépendance” de l'Egypte ou du Liban.

Exportation de capitaux française aux pays balkaniques entre 1880 – 1914

A la fin de la période analysée, les pays balkaniques étaient les suivants: la Serbie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, le Monténégro et l'Albanie. Ce dernier ne s'est créé qu'en 1913, à l'issue de la conférence de Londres qui a mis fin aux guerres balkaniques. Durant cette période, la future Albanie faisait partie de l'Empire Ottoman duquel l'auteur ne s'occupe pas. Quant à la population du Monténégro, elle dépassait à peine celle du Luxembourg, ainsi ce pays était presque négligeable du point de vue de l'exportation des capitaux. Il nous reste quatre petits pays qui avaient plusieurs traits communs. Tous les quatre se sont définitivement échappés à des formes différentes de la domination turque au dernier tiers du XIX^e siècle, leurs Etats nationaux se sont organisés sur des territoires de populations mixtes. Ces pays n'avaient ni des frontières traditionnelles comme celle entre le Portugal et l'Espagne ni des frontières naturelles comme celle de l'Espagne et de la France. C'est pourquoi ces peuples exigeaient des Etats nationaux assez forts pour défendre les frontières ou pour élargir le territoire „en libérant les siens”. Pour cette raison, on devait rapidement organiser les armées et les administrations. Et c'était évidemment très coûteux...

Outre cela, ces pays devaient s'insérer de nouveau au courant principal du développement de l'économie européenne. L'exigence de créer un système bancaire moderne, du commerce, de l'industrie et des transports – surtout des transports ferroviaires –, était impitoyable. Pour ces immenses devoirs économiques et sociaux, l'accumulation intérieure des capitaux – qui était la plus importante en Grèce et la plus faible en Bulgarie – n'était pas suffisante; ainsi une immense exigence de capitaux s'est présentée dans chacun de ces quatre pays nouveaux.

Avant la Première guerre mondiale, la France était le deuxième exportateur de capitaux du monde. Il est évident que les pays balkaniques sont devenus, dès leur naissance, les partenaires de cette exportation. Après l'étude d'une partie de la vaste bibliographie de cette question, on peut analyser le problème de deux points de vue:

1. Quel était le rôle du Balkan dans l'exportation totale des capitaux français?
2. Que signifiait la présence du capital français pour ces pays dans la mise en marche de leur modernisation économique?

D'après l'évaluation bien connue de Bouvier, l'exportation des capitaux français faisait un total de 15.5 milliards de francs en 1882. Cette somme s'est doublée jusque 1902 (29.1 milliards de francs) et s'est triplée jusque 1914 (45.5 milliards de francs). Si on examine les proportions des différentes régions, il devient très apparent que la proportion de l'exportation de capitaux au Balkan a augmenté d'une manière dynamique. En 1882, seulement 1.53% de l'exportation totale se dirigeait aux pays balkaniques (230 000 francs); en 1902 3.1% (900 000 francs) et en 1914 presque 6% (2.7 milliards de francs). A l'époque où l'exportation totale s'est triplée, celle des pays balkaniques est devenue dix fois plus grande.¹ Dans cette période on peut constater un développement pareil dans le cas de la Russie et de l'Amérique. Ces derniers ont reçu presque la moitié de l'exportation de capitaux française (la Russie 27.6%, l'Amérique 20.4%). Les pays méditerranéens de l'Europe (l'Espagne, l'Italie, le Portugal), les pays de l'Europe Centrale (l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Suisse), la Turquie, l'Egypte et les colonies françaises ont aussi précédé les pays balkaniques avec leurs proportions de 9% dans l'exportation totale.

Si on examine d'un point de vue quantitatif le rôle du Balkan, il semble être secondaire. En énumérant la quantité de francs exportés pour une personne, on peut constater que le Balkan était à la première place avant 1914. N'oublions pas qu'en 1910 la Roumanie avait 7 millions, la Bulgarie 4.3 millions, la Serbie 2.9 millions et la Grèce 2.8 millions d'habitants, faisant un total de 17 millions qui n'était égal qu'à une demie-Italie. Néanmoins ces quatre pays balkaniques recevaient 2.7 milliards de francs tandis que les trois pays sud-européens n'en ont reçu que 4.1 milliards.

On peut résumer que l'exportation de capitaux française pour le Balkan était relativement importante et assurait pour le capital français une présence marquante dans cette région de l'Europe. Par suite, on peut poser la question très passionnante: Quel profit était à tirer par la France de cette présence?

Avant d'entrer dans cette question, examinons la proportion du capital français face aux autres exporteurs de capitaux. Elle était différente dans chacun des quatre pays. Ce qui peut être le plus surprenant, c'est le fait que dans cette période, la proportion française dans l'exportation de capitaux était la plus élevée en Grèce et en Bulgarie et la moindre en Roumanie. En 1909, le capital français faisait 52% du capital étranger investi en Grèce, et précédait ainsi le capital anglais ne faisant que

¹ Histoire économique et sociale de la France éd. par F. Braudel-E. Labrousse, Paris, 1979, IV/1 p. 239.

30%.² C'est très remarquable en sachant que l'Etat moderne grec était presque une création anglaise.

Entre 1896 et 1905, la proportion française oscillait entre 50 et 60% en Bulgarie, y compris les emprunts et les investissements. Jusque 1909, la France était une sorte de maître souverain financier de la Bulgarie.³

Face à la Grèce et la Bulgarie, la présence du capital français était plus modeste en Roumanie. Par la mise en route de la modernisation économique roumaine, les emprunts sont devenus absolument nécessaires et faisaient un total de 1 milliards de francs entre 1864-1900 et 1.7 milliards entre 1900-1914. 52% de ces emprunts ont été assurés par l'Allemagne et 30% par le capital français. Si on examine les investissements, et surtout ceux de l'industrie pétrole, le retard du „grand frère latin de l'Occident” – aussi favorisé par l'élite roumaine – devient encore plus remarquable. En 1914, le capital français ne participait dans l'investissement industriel total qu'avec une proportion de 7.3%. Pour faire une comparaison: la participation allemande était 23.7%, celle du capital hollandais 19.5%, l'anglaise 18.8%, l'austro-hongroise 12.9% et la belge 7.3%.⁴ En résumant: quant aux emprunts roumains, la France occupait une deuxième place de distance derrière l'Allemagne; dans les investissements industriels, son rôle n'était pas important. Ce dernier était le cas unique de la Roumanie, si on la compare aux autres pays balkaniques.

Le quatrième pays, la Serbie, a occupé une place intermédiaire entre les deux extrémités. Quant aux emprunts d'Etat, la France était le premier créancier, mais pas avec une telle dominance qu'en Grèce ou en Bulgarie. En même temps, la présence française était beaucoup plus décisive pour l'industrie minière serbe exigeant beaucoup de capitaux qu'au cas de l'industrie pétrole roumaine. Les mines de cuivre de Bor étaient ouverts par des sociétés françaises; les mines de plomb, d'antimoine etc. par des sociétés mixtes. Il est ici intéressant que les sociétés françaises se liaient surtout aux partenaires belges, anglais ou autrichiens.⁵

On a donc prouvé l'importance de l'exportation de capitaux française pour les pays balkaniques. Il faut jeter encore un coup d'oeil bref aux principales formes de

² S. Babanasis, *Az ipari forradalom Görögországban 1840-1922* (La révolution industrielle en Grèce) dans Iván T. Berend-György Ránki, *gazdasági elmaradottság, kiutak és kudarcok a XIX. sz-i Európában* (Retard économique, essais et échecs dans l'Europe du XIX^e siècle), Budapest, 1979, p. 423.

³ Berend-Ránki, *Európa gazdasága a XIX. században* (L'économie de l'Europe au XIX^e siècle), Budapest, 1987, p. 607.

⁴ Tudor Sařin, *Capitalul Strain în România* (Le capital étranger en Roumanie), București, 1947, p. 43-45.

⁵ Milič, *Strani kapital u rudarstvu Srbije do 1918* (Capital étranger dans l'industrie minière de Serbie jusqu'en 1918), Beograd, 1970, p. 534-539.

cette exportation et ses effets sur la modernisation économique de ces pays ayant commencé leur transformation cette époque-là.

Pour les formes, l'exportation de capitaux française avait une caractéristique général: jusqu'à la fin du siècle dernier, les placements l'ont largement emporté sur les investissements. Entre 1892-1897, la proportion des deux était 75:25. Avant la Première guerre mondiale, cette proportion s'est changée en 50:50 entre 1910-1913.

Le Balkan faisait une exception. Ici, l'appareil de l'Etat paraît plus solide que les entreprises privées. Jusque 1914, le pourcentage des fonds affectés aux emprunts d'Etat faisait 80-90 dans les pays balkaniques.⁶ Cela correspond au fait qu'ici l'Etat jouait le rôle du moteur des premiers changements dans la modernisation économique. Ce fait n'empêche pas en soi-même le commencement de cette dernière, comme on l'avait déjà vu aux pays scandinaves ou à l'Autriche-Hongrie. Cela dépendait de la politique financière de l'Etat organisateur: qu'est ce qu'on subventionne par le budget d'Etat? A quoi servaient les emprunts très abondants dirigés vers les pays balkaniques?

Il semble que le résultat soit plutôt négatif de ce point de vue. L'utilisation improductive de ces emprunts pour la subvention de l'administration centrale et l'armée est devenue décisive. Les frais des guerres balkaniques étaient très élevés... Les dépenses du budget serbe ont augmenté de 50% entre 1910-1914, celles des budgets bulgare et grec se sont doublées; le budget roumain a dépensé presque trois fois de plus (la Roumanie était en retard parce qu'elle n'investissait dans son armée que 20% de ses emprunts précédents).⁷ A cause du déficit des budgets, ces pays devaient demander de nouveaux emprunts dont il leur fallait payer intérêt et principal. Cela exigeait encore des emprunts improductifs.

Il est inutile de juger subjectivement l'élite dirigeante de ces pays. La pensée géographique ou ethnique n'était point un trait caractéristique du Balkan de l'époque. L'Europe entière se préparait au grand conflit, ainsi les idées du Balkan n'étaient aussi anachroniques que de nos jours.

Quels étaient les domaines où le capital français jouait un rôle positif? Il faut mentionner tout d'abord la création du système bancaire moderne effectuée par des banques françaises connues (Comptoir National d'Escompte de Paris, Société Générale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas). Les banques balkaniques n'étaient pas importantes au niveau international, mais jouaient un rôle décisif en subventionnant les développements infrastructureux de la région. Chacun des quatre pays faisait construire son réseau ferroviaire. Des sociétés françaises ont construit

⁶ Histoire économique... p. 226-227.

⁷ Ernő Raffay, A vajdaságoktól a birodalomig. Az újkori Románia története (Des voivodats à l'empire. L'histoire de la Roumanie moderne), Szeged, 1989, p. 210.

les deux grands ports bulgares, Varna et Burgas.⁸ Le capital français a commencé à pénétrer dans certains secteurs industriels comme l'industrie minière serbe, l'industrie électrique bulgare et roumaine, l'industrie du gaz roumaine, mais ce n'était décisif ni au point de vue de l'influence française ni au point de vue de l'industrialisation de ces pays.

Avant de terminer, il faut encore mentionner un élément très important. Cette forte pénétration du capital français dans le Balkan n'était point liée à un commerce pareil; le plus grand exporteur de capitaux était un partenaire commercial de seconde rang. Pour le commerce extérieur français, le Balkan restait négligeable; la France n'avait pas besoin des produits agricoles de ces pays. Ce phénomène attirait de gros problèmes après la Première guerre mondiale; alors, l'hégémonie provisoire militaire et politique de la France ne pouvait pas se baser sur des liens économiques. Ainsi la France a „perdu” cette région, face à l'Allemagne nazie.⁹

⁸ Siméon Damianov, Les placements français en Bulgarie 1878-1940 dans *La position internationale de la France. Aspects économiques et financiers. XIX^e-XX^e siècles* éd. par M. Lévi-Leboyer, Paris, 1977, p. 322-330.

⁹ Gy. Ránki, Hitel vagy piac (Crédit ou marché) dans *Mozgásterek és kényszerpályák* (Espaces d'action et voies contraintes), Budapest, 1983, p. 341-385.

YVETTE KATAN
(Université de Paris I)

L'école, instrument de la modernisation sous le protectorat français au Maroc?

L'école française au Maroc, dispensatrice d'un enseignement moderne, installée à côté d'un enseignement coranique traditionnel, fut-elle conçue comme un instrument de modernisation d'un pays que l'on jugeait archaïque et fermé au monde occidental? L'analyse du système scolaire au Maroc, tant du point de vue des effectifs scolarisés que du budget et du contenu de cet enseignement, est susceptible de donner des éléments de réponse. La question plus générale posée ici est celle de la possibilité d'une contribution de l'école au développement d'un pays colonisé.

I. Une méfiance partagée vis-à-vis de l'école française

Au début du Protectorat l'école rencontre une double méfiance.

Pour les Musulmans qui ne séparaient pas l'instruction de l'éducation religieuse, l'école française ne pouvait avoir pour but que de convertir les élèves au christianisme ou, à tout le moins, de les préparer à la conscription.

L'Administration française, elle, considérait l'école comme une institution à manier avec prudence à la lumière de l'expérience faite en Algérie et en Tunisie où „notre culture répandue sans discernement a semé dans des cerveaux mal préparés... des germes de discussion et de révolte.¹ Dans l'entourage de Lyautey la méfiance s'exerçait contre l'école républicaine dont les valeurs universalistes et égalitaires "dangereuses" ne pouvaient que bouleverser les structures d'une société marocaine hiérarchisée, stable, et produire des „déracinés". Toute velléité de démocratiser cette société par l'école était abandonnée.² Les „illusions civilisatrices" dont parle Daniel RIVET dans sa thèse sur Lyautey, si tant est qu'elles aient existé, étaient bien perdues. Ainsi, Louis BRUNOT mettait en garde l'instituteur des indigènes contre tout idéalisme. „Ne songeons, écrivait-il, ni à l'émancipation des citoyens marocains, ni à l'affranchissement de l'esclave, ni à la liberté de la femme.

¹ Lieutenant-colonel de GOISLARD de MONSABERT: En reliant Bugeaud et Lyautey. Paris 1937. p. 154.

² Georges HARDY, directeur de l'Instruction publique en 1920, affirmait que „le rôle de l'école n'était pas de faire subir à tous les enfants la même règle d'éducation, de démocratiser une société dont le tréfonds ne nous est pas connu, d'éduquer nos élèves en vue d'une société future idéale."

Quand vous connaîtrez le milieu marocain, vous estimerez que ces poncifs (sic) transplantés ici sont des dangers”³ Danger pour la société marocaine mais aussi pour la colonisation. On percevait bien en effet que les principes républicains de liberté et d'égalité entraient en contradiction avec le système colonial et qu'ils pouvaient, par un effet boomerang, le mettre en péril. Néanmoins dans le contexte international du début du XX^e siècle, l'école, un des alibis de la colonisation, s'imposait mais dans une optique „réaliste”. „L'enseignement, écrit Lucien PAYE, devait contribuer à une évolution que, si l'on voulait éviter les embarras et les heurts constatés dans d'autres territoires, il fallait guider et contrôler avec souplesse et fermeté”⁴ Cette évolution devait être lente. L'enseignement français fut pensé, organisé, dirigé en fonction des „leçons” du passé et de préoccupations réalistes et conservatrices. Favoriser l'émergence d'une petite élite facilement contrôlable, dispenser un enseignement élémentaire dans quelques écoles pour le peuple qui fourniront les agents subalternes de l'administration, mais aussi de l'économie nouvelle, tels étaient les objectifs limites fixés par Lyautey et les directeurs de l'Instruction publique recrutés par lui comme Gustave LOTH ou Georges HARDY, parmi ceux qui avaient déjà une grande expérience coloniale.

Ainsi se justifiait une séparation des clientèles scolaires européenne et musulmane, cette dernière nécessitant un traitement particulier respectueux de sa personnalité.

II. La ségrégation scolaire: protectrice ou discriminatoire?

La cohabitation des élèves de confessions différentes qui avait rapidement avortée en Algérie et qui était l'objet de vives attaques en Tunisie ne fut même pas tentée au Maroc. Le dahir du 18 février 1916 établit le principe de la ségrégation ethnique. Le critère ethnique de séparation se doubla, sous Lyautey, d'une discrimination sociale respectueuse des moeurs. Ainsi, sous couvert du respect des races, des classes sociales, des sexes, on aboutit à la création d'écoles pour les Européens quasiment fermées aux Marocains, d'écoles pour les Musulmans diversifiées: écoles de fils de notables dans les grandes cités où existait une grande bourgeoisie ou une aristocratie que l'on espérait séduire. Ecoles de seconde zone pour le peuple: écoles urbaines et écoles rurales parmi lesquelles les écoles berbères conquies, elles, comme de petits bastions contre l'expansion de la langue arabe et de l'islam contrairement aux autres écoles où une place assez importante était réservée (un dixième de l'horaire généralement) à l'arabe. La scolarisation des Juifs marocains fut

³ Louis BRUNOT. A.M.A.E. Nantes D.I.P. Circulaire du 11 septembre 1937.

⁴ Lucien PAYE, directeur de l'Enseignement musulman. Enseignement et société au Maroc. Thèse dactylographiée. 1957 p. 559.

presque totalement laissée aux soins de l'Alliance israélite universelle qui l'avait entreprise dès 1864. Quelques écoles primaires franco-israélites furent créées pour compenser les lacunes de l'A.I.U.

Ce fractionnement de l'enseignement permit, en fait, de traiter de manière discriminatoire les différents groupes confessionnels tant du point de vue des objectifs, des crédits que du contenu de l'enseignement.

La discrimination se faisant toujours aux dépens des Marocains, la justification de la ségrégation par le respect des différences paraît douteuse, d'autant qu'un véritable „apartheid” scolaire fut établi malgré la demande accrue des Musulmans de faire entrer leurs enfants dans les écoles européennes. Ainsi furent repoussés jusqu'à la seconde guerre mondiale, même les enfants des fonctionnaires marocains mais aussi ceux des fonctionnaires algériens pourtant sujets français. L'école européenne était réservée aux citoyens français qui y recevaient un enseignement de qualité identique à celui dispensé en France et dont on voulait „préservèr l'unité et la qualité”.

III. L'école franco-musulmane

1. Un taux de scolarisation faible

Au début du Protectorat, l'Administration s'efforçait de vaincre les réticences des Marocains musulmans par des primes d'assiduité, la gratuité de la cantine, des pressions sur les parents d'élèves, un enseignement coranique pendant les vacances scolaires pour retenir les élèves... La situation changea après l'échec de la révolte riffaine qui dut convaincre les Marocains de la nécessité de s'approprier la science et la technique qui faisait la force de l'Occident. A partir de 1927, on assista à un „engouement” subit pour l'école qui „provoqua un véritable effroi” selon Lucien PAYE. Incapable de répondre à une demande scolaire qui s'emballait et dans laquelle elle voyait une volonté de la mettre en difficulté, l'Administration multiplia les exigences sur l'assiduité, le travail, l'âge d'admission des élèves, qui ne visaient qu'à endiguer le flot des candidats. Il fallut attendre le Front populaire et l'action de NOGUES pour assister à un effort important de création d'écoles.

Pour l'ensemble du Maroc le tableau I donne une répartition des effectifs éloquentة puisque les élèves musulmans étaient en nombre inférieur aux élèves européens (19125 contre 45293 en déduisant les 683 élèves musulmans marocains dans l'enseignement européen). Or la population européenne formait alors à peine 3% de la population totale du Maroc.

Les efforts du Front populaire et même ceux d'après guerre paraissaient vains devant le gonflement démographique. Le taux de scolarisation restait en dessous de 7%. En chiffres absolus pourtant, comme en pourcentage, les effectifs montraient

une forte augmentation comme l'indique le tableau II. Les effectifs musulmans représentaient en 1950⁵ presque le double de celui des Européens, le pourcentage des Musulmans passant de 25,3% à 55,6%. Cependant les écarts dans les taux de scolarisation restaient élevés. Selon les calculs de l'Istiqlal, sur la base d'une population scolarisable de 1.826.253 enfants de 6 à 14 ans, le taux de scolarisation s'établissait à 6,2% en 1955, alors que les jeunes Européens étaient scolarisés à 100% et les Juifs marocains à 76% (en grande partie par l'A.I.U.). Le traitement discriminatoire qui pouvait trouver des explications dans la forte progression d'une population misérable et en grande partie rurale, prend une autre signification si l'on observe le budget dont la répartition ne tenait aucun compte du rapport numérique des populations non plus que du nombre des enfants scolarisés dans chaque groupe confessionnel.

2. Une répartition budgétaire discriminatoire

L'insuffisance et l'inégale répartition du budget entre les Musulmans et les Européens est révélatrice de la politique discriminatoire du Protectorat.

Dans le budget, insuffisant, de l'Instruction publique, la part attribuée à l'enseignement musulman n'arrive jamais entre 1921 et 1937. C'est ce qu'a établi J. MARECHAL dans une étude sur „les dépenses du Protectorat pour la mise en valeur du Maroc entre 1928 et 1936”.⁶ Or en 1936 la population européenne ne représentait que 3% de la population totale du Maroc. (tableaux III-1 et 2).

Même Lucien PAYE, ancien directeur de l'Instruction publique, regrette que l'on n'ait pas mené, parallèlement, l'oeuvre de développement économique et de scolarisation: „il eût été pourtant sage, remarque-t-il, tout en donnant au Maroc l'armature moderne qui lui manquait, de consacrer plus d'efforts et des crédits imposants et judicieusement répartis, à l'éducation de la population musulmane en vue d'amélioration ultérieure d'ordre économique et social. L'on ne saurait transformer un pays sans former l'homme”.⁷

Vision logique, qui associe éducation et développement, mais peu conforme aux intérêts de la colonisation qui veut réserver le pouvoir que donne l'instruction aux ressortissants de la puissance colonisatrice. La logique qui s'imposa fut celle, plus conforme aux intérêts coloniaux, d'un freinage de l'expansion scolaire. On peut à partir du projet de budget pour l'exercice 1951 (tableau IV) calculer la dépense par élève selon les confessions, étant donné que les effectifs en 1950 se répartissaient ainsi:

⁵ Service de documentation de l'Istiqlal. 1951. p. 91 .

⁶ Bulletin de l'enseignement public au Maroc. vol. III. avril 1936.

⁷ Lucien PAYE. Opus cité. p. 559.

- Enseignement primaire et secondaire européen: 53.759
- Enseignement technique européen: 3.441
dont 440 Marocains
- Enseignement musulman: 111.506

La dépense moyenne par élève s'élevait à 33.000 francs dans l'enseignement général, 70.000 francs, dans l'enseignement technique, pour un élève européen et 18.000 francs pour un Musulman.⁸

III. Un enseignement de seconde zone.

1. Un personnel moins qualifié

On ne doit pas dissimuler l'infériorité du personnel des écoles franco-musulmanes par rapport à celui des écoles européennes. Les difficultés de l'enseignement des petits Marocains (ils ignoraient le français, l'instituteur ignorait l'arabe et ne connaissait le plus souvent rien à leur mentalité, à leurs moeurs) rebutaient les jeunes candidats instituteurs.

Le nombre des instituteurs suppléants était toujours très grand. Le nombre des moniteurs musulmans pourvus du seul certificat d'études primaires musulmanes ne tendra à diminuer qu'à partir de 1945-1946.⁹

L'accroissement des effectifs rendait le problème du recrutement du personnel plus ardu. „Le rythme accéléré de la scolarisation nous oblige à un recrutement hâtif, irrationnel d'un nombreux personnel ne possédant ni les connaissances générales suffisantes, ni la formation pédagogique nécessaire pour obtenir des résultats satisfaisants et remplir sa délicate mission...” dit le rapport annuel de 1950.

2. Un enseignement professionnel inadapté à l'économie.

Au début du Protectorat, Gustave LOTH déclarant: „La grande masse des écoliers indigènes doit recevoir une instruction française rudimentaire, ayant un but éminemment pratique et, dès que cela est possible, un caractère professionnel”, indiquait les limites exactes de l'enseignement destiné aux Marocains... Dans un rapport de 1928 sur le Maroc, à la Chambre des Députés, BOUILLOUX-LAFOND rassurait:

„On se borne en quelque sorte à placer l'enfant dans l'atmosphère des métiers qu'il aura à exercer, à faire de l'orientation professionnelle le centre de sa vie

⁸ Service de documentation de l'Istiqlal. 1951. p. 100.

⁹ Cité par Lucien PAYE. Op. cité. p. 562

scolaire... On le maintient le plus possible dans le milieu où on l'a pris".¹⁰ On donna donc le pas au pré-apprentissage, au nom d'un conservatisme social.

Ce programme précis et limité n'allait pas avoir beaucoup de succès auprès des populations locales qui ne comprenaient pas que l'on aille à l'école pour devenir ouvrier ou paysan. Par ailleurs, le maintien de la formation dans les métiers les plus traditionnels, fortement concurrencés désormais par les produits de l'industrie occidentale déconsidérerait ces formations de brodeurs sur cuir ou de jardiniers auprès des Marocains persuadés de la volonté des Français de les maintenir dans une position déprimée. Les Français, eux, reprochaient aux Marocains „leur course aux diplômes" en l'occurrence le certificat d'études, qui les détournait de la formation pratique.

L'Administration faisait valoir que l'enseignement technique était une nécessité primordiale dans un pays en plein développement technique; les Marocains mettaient l'accent sur l'infériorité de l'enseignement professionnel musulman par rapport à l'enseignement technique européen. „Aucun collègue musulman ne comporte, soulignaient-ils, une section technique analogue à celles rattachées aux établissements secondaires européens. Pourquoi ne pas subordonner tout enseignement agricole ou technique à l'accomplissement du cycle primaire? Pourquoi continuer à délivrer aux élèves des écoles professionnelles musulmanes des certificats d'apprentissage qui n'ont que peu de valeur sur le marché du travail?"¹¹

L'inadaptation de l'enseignement professionnel aux exigences de l'économie moderne se révélait dans la difficulté de placement des élèves, pourtant peu nombreux, issus des écoles professionnelles. L'Istiqlal dénonçait ces formations qui, en excluant une culture générale de base, compromettaient toute possibilité de reconversion.

Mais cet enseignement attirait également les critiques des Français. „Les Européens nous reprochent tantôt de faire de trop bons ouvriers (qu'il fallait payer plus cher), tantôt d'encombrer la place d'une main-d'oeuvre qui concurrence la main-d'oeuvre européenne",¹² se plaignait Louis BRUNOT.

Le tableau V indique bien la valeur respective des enseignements professionnels européen et marocain. Les hautes qualifications professionnelles ne semblent pas accessibles aux Marocains musulmans qui ne sont représentés que dans les petits diplômes (certificats d'aptitude professionnelle).

¹⁰ Cité par André COLLIEZ. Notre Protectorat, la première étape 1912-1930. Paris 1939.

¹¹ Service de documentation de l'Istiqlal. 1951. p. 100

¹² Louis BRUNOT. A.M.R.E. Nantes. D.I.P. Circulaire du 11 septembre 1937.

3. Un enseignement général limité

Les Marocains orientaient de plus en plus leurs enfants vers l'enseignement général qui pouvait les conduire vers les emplois et les fonctions publiques. Or jusqu'en 1930 l'enseignement général des Marocains musulmans était réduit au primaire. Seuls les rares élus arrivaient jusqu'au baccalauréat.

En effet les cours complémentaires dont la plupart furent créés tardivement (en 1943 seulement à Oujda) débouchaient sur un diplôme d'études musulmanes dont on ne put obtenir l'équivalence avec le baccalauréat. En 1930 les lycées français furent accessibles aux Marocains mais on essaya en même temps de les détourner en créant dans les collèges musulmans, à côté de la section traditionnelle, une section moderne préparant le baccalauréat. Le tableau VI est significatif de cette fermeture des lycées encore en 1936. En 1939 une circulaire émanant de la Direction des affaires politiques rappelait que les établissements d'enseignement européen étaient „essentiellement” réservés aux élèves européens et que l'admission de jeunes Musulmans ne peut se justifier qu'en raison d'un intérêt politique supérieur et d'une scolarité suffisante. Enfin en 1941 une lettre du directeur de l'Enseignement, M. RICARD, au directeur des Affaires politiques l'informait que les chefs des établissements secondaires français devaient désormais „solliciter, avant d'autoriser la candidature d'un élève musulman au certificat du premier degré, l'avis des autorités régionales”.¹³ Ces autorisations ne devaient être accordées qu'à titre exceptionnel, les chefs de région étaient invités à refuser cette autorisation quand il existait un collège musulman dont l'enseignement „est mieux adapté à nos protégés”.

Jusqu'en 1945, du fait de ce filtrage politique, les jeunes musulmans marocains furent exclus des lycées français.

4. La réaction des nationalistes: les „Msids rénovés”.

Les Marocains réagirent en développant l'enseignement traditionnel. Celui-ci du religieux était resté à peu près en dehors de tout contrôle de la Direction de l'instruction publique. Cela permit aux musulmans la création des „Msids rénovés” dès les années vingt, selon Gaudefroy DEMONBYNES.¹⁴ On voit alors une concurrence s'établir entre l'école franco-musulmane et „Msids rénovés”. Ainsi, ces derniers durent moderniser leurs méthodes pédagogiques, qui firent plus de place à la

¹³ Direction de l'instruction publique. A.M.A.E. Nantes. Direction des affaires indigènes 453. C.D.P.: examen d'entrée en sixième.

¹⁴ Gaudefroid DEMONBYNES: L'Oeuvre française de l'enseignement au Maroc. 1928. p. 22.

réflexion, comme leur contenu qui dut intégrer des rudiments de grammaire, d'arithmétique et même quelquefois, ultime concession, du français usuel.

Cette rénovation de l'enseignement traditionnel, par les Musulmans eux-mêmes, avait déjà quelque chose de provocateur; comme elle se faisait sous l'inspiration de l'Égypte ou de la Tunisie, elle ne pouvait qu'inquiéter l'administration française.

A partir des années trente, le caractère nationaliste du mouvement de rénovation des msids, amena l'Administration à prendre des mesures sévères. Un dahir du 1^{er} décembre 1935 décida que l'appellation „msid” serait réservée à l'école coranique. Les écoles qui introduisaient des matières autres que le Coran, devaient s'appeler „écoles primaires privées musulmanes” réservées à l'usage exclusif d'enfants musulmans du sexe masculin, demander une autorisation d'ouverture et tomber sous le contrôle de la Direction de l'instruction publique.¹⁵

On crut freiner le mouvement des msids rénovés en interdisant d'enseigner d'autres matières que celles ayant trait au Coran, à sa langue, à sa grammaire, mais le dahir du 11 décembre 1937, publié dans ce sens fut dénoncé par les nationalistes et resta lettre morte. Les mesures d'internement prises contre les directeurs ou les promoteurs de ces écoles ne réussirent pas à entraver leur succès. Il fallait lutter avec d'autres armes. C'est ainsi que le succès des msids rénovés et le danger politique qu'ils représentaient relança la réflexion sur le contenu de l'enseignement franco-musulman. Ne fallait-il pas y faire une place plus importante à l'arabe? Pour répondre à cette concurrence dangereuse, on ouvrit un peu plus les vannes budgétaires. En 1945 dans le cadre d'un plan de réformes générales, l'Administration prévoyait une augmentation annuelle de 10.000 enfants scolarisés dans l'enseignement primaire franco-marocain.

„Jusqu'alors, souligne Lucien PAYE, la part qui lui était réservée dans les investissements demeurait infime par rapport à l'ampleur des sommes affectées à l'équipement économique et parfois à des dépenses qui intéressaient moins directement l'ensemble de la population”.¹⁶

On créa de multiples écoles même dans les campagnes, écoles de fortune à la manière des „écoles gourbis” d'Algérie; on établit un système de roulement par mi-temps pour scolariser le plus d'enfants possible dans les villes. On dut enfin ouvrir les lycées français aux Marocains „dans les mêmes conditions d'âge et de niveau” ce qui limitait beaucoup cette „ouverture”.

¹⁵ Lucien PAYE. Opus cité. p. 561.

¹⁶ Lucien PAYE. Opus cité. p. 561.

5. La scolarisation des filles.

Elle est à la fois l'oeuvre d'enseignement la plus modeste du fait des réticences du milieu, attaché à la réclusion des filles, et celle qui est le plus porteuse d'avenir.

L'enseignement des filles consista longtemps en un simple apprentissage des techniques traditionnelles, broderie, dentelle, tissage et surtout en une éducation à l'hygiène. L'enseignement ménager y tenait une grande place. L'impulsion devait venir des jeunes Marocains eux-mêmes. En effet la prudence de l'Administration fut bousculée par le Plan de réformes du Comité d'action marocaine, élaboré par de jeunes nationalistes en 1934, qui exigeait l'extension de la scolarisation des filles dans toutes les villes du Maroc. Y serait dispensé un enseignement „basé sur la culture arabe et islamique, auquel on ajouterait „des notions d'arithmétique, d'hygiène, de puériculture, d'art ménager et de couture". Il prévoyait des écoles d'institutrices, d'infirmières et de sage-femmes marocaines.

Tout un mouvement en faveur de l'enseignement féminin fut animé par les anciens élèves des collèges musulmans de fils de notables des villes de l'Ouest, Rabat et Meknès en particulier. Même les anciens élèves du collège musulman de la très traditionnelle ville de Fès, demandèrent la création d'une nouvelle école de fillettes dans la médina qui serait autre chose qu'un ouvroir et „où l'instruction générale serait très poussée et pourrait être mise en parallèle avec celles des garçons".¹⁷

Ce mouvement cependant ne fut pas un raz de marée, d'autant qu'il était affaibli par sa division entre les tenants d'une instruction purement arabe et islamique et ceux qui acceptaient une instruction franco-musulmane. Les aspirations différaient aussi selon les groupes sociaux: les bourgeois n'aspiraient pour leurs filles, qu'à une formation de femmes d'intérieur, à l'exception des jeunes intellectuels, nous l'avons vu; les gens du peuple attendaient de l'école, une formation débouchant sur un gagne-pain.

L'année 1941 vit, comme chez les garçons, les effectifs doubler (tableau VIII). Cet afflux dans les écoles de filles pendant la guerre posa de gros problèmes à l'Administration: „les institutrices qui y enseignaient furent appelées à remplacer, dans les écoles de garçons, les instituteurs mobilisés et l'on dut faire appel à un personnel dont la bonne volonté dépassait les connaissances techniques" lit-on dans le bilan de la D.I.P. 1945-1950.

¹⁷ A.M.A.E. Nantes. D.I.P. Lettre de l'Association des anciens élèves du collège musulman de Fès au directeur général de l'Instruction publique du 20 mai 1939 où il est dit: „...nous considérons que l'instruction de la fille musulmane ne doit pas être envisagée, tout au moins dans le cycle primaire, comme un problème différent de celui que pose l'enseignement donné aux garçons musulmans".

„La seconde guerre mondiale bouleversa l'organisation pédagogique des écoles de fillettes” dit le Bilan... Il y eut désormais deux sections, une section générale pour les filles désireuses de poursuivre leurs études dans l'enseignement secondaire et une section „pour celles qui retourneront à leur foyer”. Cette dernière section visant à „former de bonnes ménagères et de bonnes mères de famille”.

Malgré les recommandations du Maghzen et finalement le dahir du 10 octobre 1943 pour limiter à 13 ans l'âge maximum des fillettes scolarisées dans les écoles européennes, les fillettes, accueillies fort tard dépassèrent souvent l'âge limite. Ce dahir fut très mal accueillie.¹⁸ L'attraction des allocations familiales versées pour les enfants scolarisés, l'âge plus tardif des mariages des filles dans les années cinquante concouraient au maintien, plus longtemps, des filles à l'école où elles acquéraient une sorte de prestige et si l'on peut dire, une „valeur marchande” plus forte sur le marché du mariage. La dot versée aux parents était plus forte pour un fille instruite que pour une illettrée.

L'entrée dans l'enseignement secondaire constituait pour les filles une révolution, compte tenu des traditions de claustration des filles dès leur puberté. La faiblesse des effectifs et la durée très brève pour certaines de la scolarité donnent la limite de cette „révolution” encore en 1954. Néanmoins tout un courant d'opinion poussait à cette révolution animée par le Sultan¹⁹ et par la princesse Aïcha... celle-ci inaugurant une école privée de fillettes musulmanes à Salé, le 3 janvier 1947 s'étant prononcée nettement pour l'instruction des filles.

L'école franco-musulmane au Maroc fut une école au rabais fait de la méfiance de l'Administration contre elle. La politique scolaire de freinage vis-à-vis des Musulmans (comme des Juifs marocains d'ailleurs) apparaît dans le traitement budgétaire discriminatoire comme dans l'organisation d'un enseignement tronqué et de seconde zone, offerte aux Marocains. La barrière élevée autour des établissements réservés aux Européens particulièrement favorisés, était aussi significative de cette volonté de s'opposer à l'accélération de l'évolution des „indigènes”. Jusqu'en 1945, l'accès au baccalauréat est resté réservé à une petite élite sociale.

L'école n'aura été qu'un instrument de contrôle social et politique. Cependant après la seconde guerre mondiale l'école réservée jusque là à une minorité, dut

¹⁸ Le dahir du 10 octobre 1943 coupait la route de bien des professions féminines pour lesquelles il fallait un certain nombre d'années après le certificat d'études primaires. Il pouvait empêcher la formation d'infirmières, d'institutrices, d'assistantes sociales dont le pays avait tant besoin: L'évolution des idées allait cependant rendre vaine cette mesure. Un arrêté viziriel pris le mois suivant créait un certificat d'études primaires féminines musulmanes: c'était le premier pas. Cependant on pouvait regretter encore les faibles perspectives de l'enseignement féminin marocain et le déséquilibre social que ne manquait pas de produire la faible scolarisation des filles comparée à celle des garçons.

¹⁹ Le 17 octobre 1945 le Sultan en personne vint inaugurer l'école de filles de notables marocains de Rabat.

s'ouvrir davantage aux enfants du peuple. C'est peut-être par là qu'elle influença, par un phénomène de tache d'huile, toute une population. Néanmoins l'école ne concerna qu'une infime minorité de la population: en 1950 encore il n'y a que 1184 reçus sur 2218 présentés au certificat d'études primaires (le nombre des reçus européens - 1169 - est presque égal à celui des Musulmans pour une population bien moindre et plus orientée vers les diplômes secondaires).

A cette date, il n'y avait au Maroc que 5 établissements secondaires musulmans pour les garçons et 2 pour les filles alors que les Européens disposaient de 15 établissements. Comment s'étonner alors de la faible représentation des Marocains musulmans, à la veille de l'indépendance, dans les cadres supérieurs ou moyens de l'administration (moins de 200 Marocains), de l'économie (une trentaine d'ingénieurs) ou dans les professions libérales (20 médecins, 6 pharmaciens, 2 dentistes), la plupart formés dans l'enseignement supérieur en France, ce niveau d'enseignement n'existant qu'à l'état embryonnaire au Maroc en 1950. L'Institut des hautes études marocaines ne pouvait jouer le rôle d'une université pour les Marocains à qui il n'offrait qu'une formation juridique et linguistique limitée.

Mais si l'école française n'a pas joué dans l'évolution économique et sociale du Maroc le rôle que l'on aurait pu attendre d'elle, elle a néanmoins semé les germes de l'évolution future, en particulier en ce qui concerne la place des femmes dans la société. Elle a contribué à la formation d'une élite peu nombreuse mais hardie qui a donné une partie des cadres des mouvements nationalistes. A partir des écoles pour le peuple s'est diffusé un nouveau savoir dans l'ensemble de la population désormais ouverte au changement et au progrès. L'étude de l'école française au Maroc est une illustration du rôle fondamental et contradictoire de l'école, à la fois instrument nécessaire de la colonisation et de la modernisation mais, perçue comme facteur d'implosion, du système colonial; objet de toutes les réticences.

Tableau I
Effectifs au 10 novembre 1936

1)Enseignement Européen		GARCONS	FILLES	TOTAL	P. %
(1) du Second Degré					
Français		4 405	3 373	7 778	80,4
Marocains	Musulmans	252	21	273	2,8
	Israélites	448	250	698	7,2
Etrangers		479	341	920	9,6
TOTAL		5 684	3 985	9 669	100
(2) Enseignement Primaire					
Français		10 006	9 300	19 306	42
Marocains	Musulmans	280	130	410	0,9
	Israélites	8 554	8 567	17 121	37,2
Etrangers		4 700	4 433	9 133	19,9
TOTAL		12 540	22 430	45 970	100
(II) Enseignement Musulman					
Français		51	17	68	0,3
Marocains	Musulmans	14 781	3 278	18 059	97,9
	Israélites	221	53	274	1,5
Etrangers		40	1	41	0,3
TOTAL		15 093	3 349	18 442	100
TOTAL GENERAL des effectifs scolarisés au Maroc					
Français		14 462	12 690	27 152	36,7
Marocains	Musulmans	15 313	3 429	18 742	25,3
	Israélites	9 223	8 870	17 093	24,4
Etrangers		5 319	4 775	10 094	13,7
TOTAL		44 317	19 764	74 081	100

Source: BEPM. 1937. p. 65. - (1) Sont comptés les élèves des écoles de l'Alliance Israélite Universelle

Tableau II
Effectifs d'élèves dans l'enseignement secondaire public

Années	Effectif total	Marocains musulmans	Pourcentage
1939*	85942	25304	29,44%
1945	105489	42493	40,20%
1946	124756	58068	40,50%
1947	150458	77496	51,50%
1948	165479	87094	52,60%
1949	183881	98665	53,60%
1950	205805	114407	55,60%

Source: Direction de l'instruction publique au Maroc. Bilan 1945 - 1950. Rabat. Ecole du livre. 1950.
p. 66.

* Année 1939. B.E.P. N. 215. p. 14.

Tableau III-1
Population du Maroc sous protectorat français

Années	Juifs marocains	Etrangers	Population totale
1936	160.000	205.000	6.245.000
1952	200.000	410.000	8.050.000
1955	170.000	450.000	8.590.000
1958	150.000	360.000	9.010.000

Tableau III-2

Exercice	% du budget de l'I.P. sur budget total	% du budget de l'enseignement musulman sur D.G.I.P
1921	3,2	19,7
1923	4,2	20,4
1924	4,6	20,5
1928	4,7	21,3
1930	6,2	31,2
1931	6,3	20,9
1932	7,0	22,9
1933	9,6	20,6
1934	7,7	22,1
1936	9,2	21,9
1937	10,2	18,2

Souce: J. MARECHAL: „Les dépenses du Protectorat pour la mise en valeur du Maroc entre 1908 et 1936" in Bulletin de l'enseignement public au Maroc. Vol. III. N° 12 - avril 1936. p. 90-96.

Tableau IV
Projet de budget de l'exercice 1951 (en millions de francs)

Désignation des services	Personnel	Matériel	Total	P% par rapport au budget de l'I.P.	Fonds d'investissements	
					Crédit attribués	P% par rapport au budget de l'I.P.
Services centraux	68	18	86	1,82	3	0,10
Enseignement supérieur et services rattachés	84	149	233	4,94	232	8,00
Enseignement Européen						
1. Secondaire	836	102	938	19,88	132	4,55
2. Primaire	890	93	983	20,83	555	19,14
Enseignement Technique	293	76	369	7,82	465	16,03
Enseignement musulman	1 560	361	1 921	40,71	1 418	48,9
Enseignement israélite	*	189	189	4,00	95	3,28
TOTAL	3 731	988	4 719	100,00	2 900	100,00

* Rémunéré par l'A.I.U.

Source: Document Istiqlal cité p. 100.

Tableau V
Nombre des admis dans les différents certificats et
diplômes professionnels et techniques¹

Certificats ou diplômes	ADMIS		
	Non Marocains	Musulmans	Israélites
Brevet industriel	30	1	0
Brevet commercial (1er degré)	70	2	15
Brevet commercial (2è degré)	17	1	0
C.A.P.	279	28	16
Brevet professionnel	5	0	0
Baccalauréat tech- nique (1ère partie)	13	0	1
Baccalauréat tech- nique (2ème partie)	10	0	0
Certificat d'apprentissage	27	90	6

¹ Rapport du budget de l'Instruction publique présenté au Conseil du Gouvernement à la session de novembre-décembre 1950. D'après le centre de documentation Istiqlal page 97.

Tableau VI

Elèves musulmans dans les établissements secondaires français du Maroc en 1936.

Etablissm.	Classes secondaires					Classes primaires					Total Général	Observ.
	Citoyens français algériens	Sujet français algériens	Tuni- siens	Maroca- ins	Total	Citoyens français algériens	Sujet français algériens	Tuni- siens	Maroc- ains	Total		
1) GARÇONS												
Fès	3	4	1	1	9					0	9	
Casablanca Lycée		18		11	29		2		2	4	33	
Meknes		4		20	24				1	1	25	
Rabat Lycée		5	1	52	58	1			15	16	74	
Rabat Coll. Orangers		2		2	9					0	9	
Tanger		1		5	6		1	3		4	10	
Marrakech	3	1	1	6	11					0	11	+ 3 égypt- tiens
Port-Lyautey		3			3					0	3	
Oujda	1	18		2	21		2		4	6	27	
Mazagan	2			3	5					0	5	
Casablanca Ecole Indu- strielle		4		14	18					0	18	
Totaux	9	60	3	121	193	1	5	3	22	31	224	
2) FILLES												
Rabat Lycée				1	1				1	1	2	
Rabat coll. Orangers	1	1			2					0	2	
Casablanca Lycée				2	2				3	3	5	
Casablanca collège Mers Sultan		1			1						1	
Oujda	1				1	4				4	5	
Tanger			1		1			1		1	2	
Totaux	2	2	1	3	8	4		1	4	9	17	
3) TOTAUX GÉNÉRAUX												
	11	62	4	124	201	5	5	4	26	40	241	

Source A.M.A.E. - Nantes DIP 41.

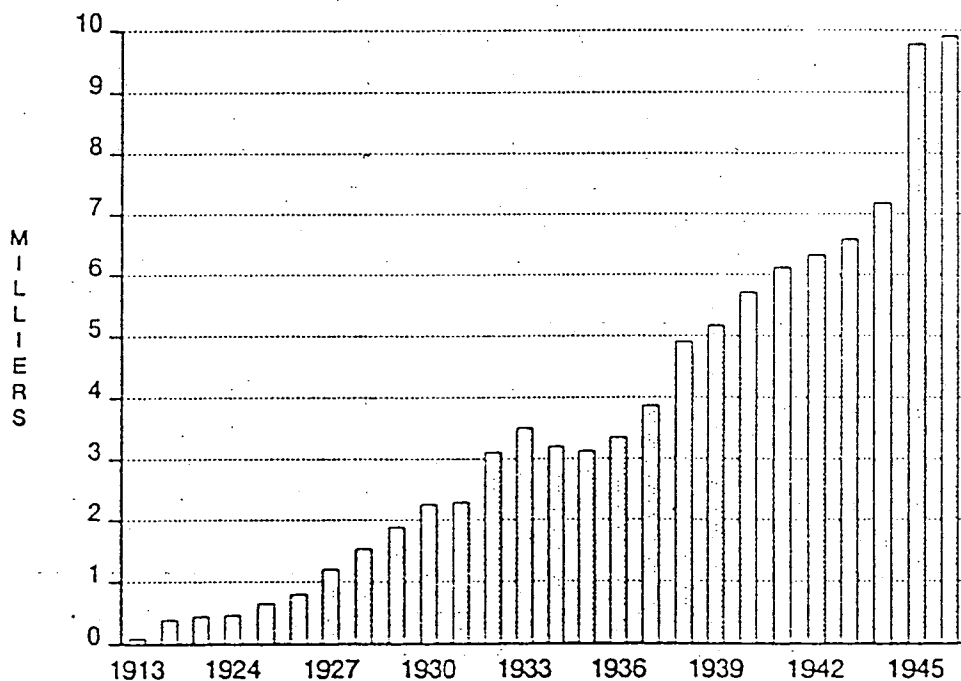
Tableau VII
Résultats au certificat d'études primaires au Maroc. Ecoles de filles.

Années	Presentées	Recues
1942	22	17
1943	20	17
1944	24	14
1945	25	15
1946	20	11
1947	84	61
1948	121	77
1949	127	81
1950	184	128
1951	256	194

Source: Bulletin de l'école publique marocaine 1952 page 33.

Tableau VIII
Les écoles franco-musulmanes de fillettes au Maroc

Effectif des écoles franco-musulmanes
de fillettes au Maroc



Source: B.E.S.M. - 1946. vol. VIII. N° 29, page 325.

Tableau IX
Horaire hebdomadaire des écoles de fils de notables et urbaines en 1942

Matières	C.P.	C.E. 1.	C.E. 2.	C.M. 1.	C.M. 2.	Observations
Arabe (*)	6h	6h30	6h30	10h	10h	C.P. = cours préparatoire
Langue française	7h	7h	6h	5h	5h	C.E.1. = cours élémentaire 1ère année
Lecture, écriture, exercices	8h	7h30	6h	5h	5h	C.E.2. = cours élémentaire 2ème année
Dessin et croquis côté	1h	1h00	1h	1h	1h	C.M.1. = cours moyen 1ère année
Travail manuel						C.M.2. = cours moyen 2ème année
Connaissances usuelles			1h	1h30	1h30	
Géographie et histoire			0h30	1h30	1h30	
Education physique	1h30	1h30	1h30	3h30	3h30	
Arithmétique	4h	4h00	5h	5h	5h	
Récréations	2h30	2h30	2h30	2h30	2h30	
Total	30h	30h00	30h	35h	35h	
(*) L'enseignement religieux est donné en sus de l'horaire						

Source: A.M.A.E. DIP 41.

Tableau X
Horaire hebdomadaire consacré à l'arabe dans l'enseignement
primaire et professionnel musulman

Catégorie d'écoles	Cours	Programmes de 1920	Programmes de 1938	Programmes de 1940	Nouveaux programmes pour 1942
Ecole de Fils de Notables	préparatoire	2h30	5h	5h	6h
	élémentaire 1	2h30	5h	5h	6h30
	élémentaire 2	2h30	5h	5h	6h30
	moyen 1	4h	de 6h30 à 10h (*)	10h en général	10h
	moyen 2	4h	de 6h30 à 10h	10h en général	10h
Ecoles urbaines	préparatoire	2h	2h30	2h30	6h
	élémentaire 1	2h	3h45	3h45	6h30
	élémentaire 2	2h	3h45	3h45	6h30
	moyen 1	2h	5h	5h	10h
	moyen 2	2h	5h	5h	10h
Ecoles rurales	préparatoire		2h(*)	2h30	3h40
	élémentaire 1		2h	2h30	3h40
	élémentaire 2	Non prévu	2h	3h45	3h40
	moyen 1		de 3h45 à 5h (*)	de 3h45 à 5h	5h
	moyen 2		de 3h45 à 5h (*)	de 3h45 à 5h	5h
Ecoles d'apprentissage	préparatoire		2h30	2h30	3h40
	élémentaire 1		2h30	2h30	3h40
	élémentaire 2	Non prévu	2h30	2h30	3h40
	moyen 1		3h45	3h45	3h40
	moyen 2		5h	5h	6h30
(*) Variable suivant les écoles					

Source: A.M.A.E. - Nantes DIP 41.

Tableau XI
Horaire hebdomadaire des écoles rurales en 1942

Matières	C.P.	C.E. 1.	C.E. 2.	C.M. 1.	C.M. 2.
Langue arabe (1)	3h40	3h40	3h40	5h00	5h00
Arithmétique	5h00	5h00	5h00	5h00	5h00
Langue française	6h40	6h40	5h40	4h00	4h00
Lecture, écriture, exercices	6h40	6h40	6h40	5h00	5h00
Dessin et croquis coté	1h00	1h00	1h00	0h30	0h30
Agriculture théorique et connaissances usuelles				2h30	2h30
Agriculture pratique et artisanat	5h00	5h00	5h00	9h00	9h00
Géographie et Histoire			1h00	1h00	1h00
Education physique				1h00	1h00
Récréation	2h00	2h00	2h00	2h00	2h00
TOTAL	30h00	30h00	30h00	35h00	35h00

(1) L'enseignement religieux est donné en sus de l'horaire.

La question scolaire dans l'Algérie coloniale: école promise – école revendiquée (les années vingt)

„Plus que la puissance, plus que l'intérêt, plus que la jouissance matérielle, l'instruction des indigènes, j'entende l'instruction primaire, celle de la masse du peuple, aura cette efficacité de combler la distance et, en les faisant vivre des mêmes notions, de les habituer à se considérer et se traiter comme des membres de la même famille humaine, de la même nation"... „Nous devons couvrir de ces écoles tout le territoire occupé par des populations indigènes, et mettre si bien notre éducation à la portée des familles qu'aucun obstacle ne s'interpose entre notre enseignement et l'universalité de la jeunesse musulmane”.

Cette déclaration de Combes, à laquelle on pourrait ajouter, parmi tant d'autres, celle de Jules Ferry faisant de l'éducation „la première condition à la propagation de la démocratie véritable dans le monde”, exprime la profession de foi de la République dans sa mission scolaire. Celle-ci, tenue alors en France pour l'instrument de l'intégration politique et sociale de la nation, était célébrée comme l'instrument de civilisation des peuples colonisés: il n'était pas de discours républicain qui n'invoquait l'école pour légitimer la colonisation.

Qu'en fut-il, dans la réalité algérienne, de la pratique de cette République institutrice?

Lorsque la décision fut prise d'exporter outre-méditerranée les lois Ferry de 1881-82, l'école française n'était pas totalement inconnue en Algérie. Rappelons cela brièvement, ne serait-ce que pour repérer de quoi la République fut héritière en ce domaine et en quoi ses pratiques seront, comme ne cessaient de le proclamer ses ténors, différentes.

Du temps de l'administration militaires, des tentatives de création d'écoles furent faites (2): en 1870, 36 écoles arabes-françaises (où l'enseignement était donné en Arabe le matin et en Français l'après-midi) comptaient environ 1300 élèves musulmans, auxquels il faut ajouter quelques uns qui étaient reçus dans les écoles françaises.

200 élèves musulmans suivaient un enseignement secondaire débutant dans deux collèges, l'un à Alger et l'autre à Constantine.

3 médersas fonctionnaient à Tlemcen, Constantine et Alger (celle de Blida y ayant été transférée en 1859).

En 1865, fut créée, à Alger, une école normale d'instituteurs chargée de former spécialement des élèves maîtres indigènes et français destinés à enseigner dans les écoles arabes-françaises.

Ces quelques initiatives suffirent à activer l'opposition des colons: les „Indigènes” n'avaient nul besoin d'école et celle-ci ne pouvait être, dans leur cas, qu'une pépinière d'insurgés. Qu'avait-on besoin de chercher à fabriquer des „demis-savants” et des „petits orgueilleux”. Aussi, là où ils avaient le pouvoir de contrecarrer l'expérience, notamment dans les communes de plein-exercice, les potentats coloniaux ne s'en privèrent pas: les écoles, et les collèges s'il y en avait, furent le plus souvent fermés.

A partir de 1871, la République, à laquelle ils adhèrent – on sait avec quel opportunisme – les aida dans cette besogne de fermeture des écoles arabes-françaises, sous le prétexte que les „Indigènes” n'avaient qu'à aller dans les écoles françaises.

Or, on savait pertinemment que celles-ci étant tenues par des congrégations, les parents musulmans refusaient d'y inscrire leurs enfants. Cette raison s'ajoutait à d'autres bien importantes: qu'est-ce que cet occupant, se disaient Algériens, qui nous propose, et dans de telles conditions son école au moment-même où il détruit la nôtre, et nous affame?

En effet le contexte était désastreux: les décennies de spoliation et de destruction des confréries et des Habous avaient complètement destructuré la société „indigène”: traité en „peuple vaincu”, le peuple algérien, ne pouvant plus compter sur les ressorts de solidarité traditionnels, était la proie de disettes à répétition, dont précisément celle de 1867 qui venait de faire 500 à 600.000 victimes en 9 mois – les autorités elles-mêmes en avouant 215.000 – (cf. Ageron).

Donc, d'une part, la volonté d'un colonat hostile et d'un pouvoir républicain, naissent certes, mais complice, et d'autre part, du fait de la résistance des Algériens à un beykik qui, ils le vérifiaient chaque jour, ne leur voulait pas que du bien, l'école n'était plus qu'une tentative avortée (cf. F. Colonna, p. 17).

La République républicaine et institutrice s'intéressa au problème: après enquête sur place, des hauts fonctionnaires de l'instruction publique conseillèrent à Ferry la création d'écoles indigènes à condition de ne pas en confier la responsabilité aux municipalités ou au G.G. („incapable d'apprécier sainement les intérêts des Indigènes”).

Si la Kabylie, présumée plus christianisable et plus francisable – ce qui en Algérie voulait dire la même chose, même pour la République laïque – est privilégiée

par le décret du 9 novembre 1881 (8 écoles ministérielles y sont créées), les lois scolaires de Ferry de 1881-82 sont finalement étendues à l'Algérie par le décret du 13 février 1883.

On devine le tollé soulevé chez les colons: „si l'instruction se généralisait, le cri des Indigènes serait: "L'Algérie aux Arabes,, disaient-ils. Aussi, Thomson en tête, ils s'indignèrent que de "si coûteuses expériences (fussent) entreprises,, (cité par Ageron).

Les musulmans, quant à eux, se montrèrent méfiants: méfiance en partie du même ordre qu'en France-même où, nous le savons, l'adhésion populaire à l'école "obligatoire,, – précisément – ne fut spontanée, mais elle avait, bien sûr, des raisons plus spécifiques dont, notamment, la faible place réservée à l'enseignement de la langue arabe et la scolarisation des filles.

Le plan, pour lequel des crédits avaient été votés, ne fut pas réalisé, puisqu'en 1888, un inspecteur général en mission ne put vérifier l'existence que de 75 écoles. Vexée que les crédits fussent ainsi détournés, la Chambre refusa de voter les 174.000 frs prévus pour 1890! En somme, puisque les colons volent l'argent public et qu'on n'a pas la volonté de les en empêcher, on punit les "Indigènes".

Bien que gonflées, les statistiques ne donnent pour 1892 que 11409 enfants musulmans scolarisés, soit pas même 2% des enfants de 6 à 12 ans.

Ferry (qui se rendit en Algérie à la tête d'une commission sénatoriale en 1891) eut beau dénoncer „l'état d'esprit particulier qui sévit en Algérie, cette méfiance, cette secrète malveillance, cette habitude invétérée de scepticisme quand il s'agit de l'école indigène" (cité par Ageron) et malgré l'opiniâtreté du recteur Jeanmaire, le pouvoir colonial se montra égal à lui-même: indécrottable.

En 1897 encore, la moitié des communes mixtes n'avaient pas d'école indigène, alors que les effectifs de scolarisation des enfants européens ne cessaient de grimper. A cette réalité, le député indigénophile de Moselle, Albin Rozet (toujours en 1897), ajoutait ceci: „en Algérie, les dépenses d'instruction publique se montaient à 52 frs pour un écolier européen et à 2 frs pour un écolier indigène" (cité par Ageron).

Pourtant, la presse coloniale criait au gaspillage: „Les parents européens devraient garder leurs enfants chez eux, tandis que les fonds communaux serviraient à bâtir des palais aux poulieux de la montagne" (La Vigie algérienne). Ou encore: „les Arabes sont inéducables..., répandre l'instruction parmi eux serait multiplier les aigris et les ambitieux, qui un jour, "solliciteraient le suffrage universel, créeraient des journaux, organiseraient des meetings". Toutes choses évidemment aberrantes dans une société coloniale que les colons imaginaient pourtant déjà pérennisée: c'était, décidément, de grands enfants.

L'avènement des délégations financières et de l'autonomie financière pour l'Algérie (en 1888), n'était pas fait pour améliorer le sort de l'enseignement des „Indigènes”: celui-ci n'était concevable que s'il était professionnel, et plus précisément agricole, c'est à dire au service de l'agriculture coloniale. Cette école était, à l'inverse de l'école „raisonneuse”, célébrée comme „utile” et moins coûteuse: en 1902, les Délégations financières diminuent les crédits de l'enseignement indigène de 15%, tout en augmentant de 10% ceux de l'enseignement européen.

Parce que refusant cette politique discriminatoire et d'obscurantisme, le Recteur Jeanmaire fut contraint de quitter son poste en novembre 1908. Il considérait que ces „écoles-gourbis” où on n'enseignera plus même les bases, ne prépareront en rien au moindre enseignement professionnel.

Même ces „écoles auxiliaires”, baptisées „écoles élémentaires de civilisation” (mais oui!), avec des moniteurs payés au rabais, ne se développèrent guère: en 1914, au lieu des 360 prévues, seules 160 à 200 (selon les chiffres) avaient été construites.

En 1914, la République institutrice n'avait pu scolariser qu'à peine 5% des enfants „indigènes” d'âge scolaire. Ce chiffre montre la capacité qu'avaient les colons de faire échouer toute tentative de changement. Mais y en eut-il jamais, réellement?

En vérité, toujours drapée dans ses discours humanistes et pavée de bonnes intentions, la République coloniale se réserva le beau rôle, laissant à d'autres, par délégation et en toute complicité, celui d'exécutant de ses bases besognes.

Lorsqu'il y eut message républicain, il fut le fait de ces dizaines, peut-être centaines d'instituteurs métropolitains qui, en véritables militants, croyant en leur mission et dévoués à elle, souvent largués et isolés en plein bled, y réussirent suffisamment pour prouver que le succès de l'école était possible. La poignée d'Algériens qu'ils réussirent à former, – un millier environ, qu'on prit l'habitude d'appeler „élite francisée” – reçut le message: c'est elle qui, dès la veille de la guerre de 1914, reprit à son compte la revendication éducative. Certes, l'école française n'avait pas cessé, pour autant, d'apparaître à la masse comme une agression, mais sous l'impulsion des Jeunes-Algériens, elle était de plus en plus perçue comme nécessaire.

Parmi ces „évolués” (autre terme qui les désignait) qui impulsèrent la demande de l'école pour les Algériens, il y avait les „instituteurs indigènes”. Formés par ces maîtres si persuasifs, et certainement exemplaires, dont nous parlions plus haut, certains d'entre eux entreprirent de consacrer leur vie à cette école qui les a faits eux, et pour que tous y accèdent. Leur revue, *La voix des Humbles*, nous donne à connaître, aujourd'hui, de ce qui fut à la base de leur choix et de leur combat.

La voix des Humbles fut créée en mai 1922 par les animateurs de l'„Association des Instituteurs Indigènes d'Algérie", fondée, elle, en 1912. A la tête de l'une et de l'autre, nous trouvons Faci. Celui-ci, instituteur oranais, francisé et fier de l'être, pourrait-on dire, car ne manquant jamais une occasion de le clamer, n'était pas pour autant, un soumis: de lui-même, alors qu'il était élève à l'Ecole normale, il confessa ceci: „Mon excès de franchise et ma manière de répondre me valaient la réputation de forte tête" (cité par F. Colonna, p. 161). En 1930, préfaçant le livre de Faci („L'Algérie sous l'égide de la France contre la féodalité algérienne"), Maurice Viollette écrit parlant des animateurs de La Voix des Humbles: „J'aime ces hommes, qui même lorsqu'ils sont fougueux savent que la Révolution française a fait du droit d'exprimer sa pensée un droit sacré. Je n'aime pas les résignés... Il faut avoir le courage de critiquer pour redresser, et d'ailleurs réclamer le droit à la critique, ce n'est pas réclamer le droit à la révolte ou à l'injure" (cité par F. Colonna, p. 191).

Donc, assimilé mais critique, Faci fit la Revue à son image. Elle parut jusqu'en 1928; après une interruption, elle reprit sa parution jusqu'en 1939.

Bien qu'en ayant fait le dépouillement systématique jusqu'en 1930, j'ai choisi, pour cause de cohérence de corpus, de ne retenir pour cette synthèse que la première période de parution, c'est à dire jusqu'en 1928. Par la suite, les rédacteurs et animateurs initiaux vieillissant et se retirant poussés par la retraite ou le découragement, voire par la conscience de l'inadéquation de la philosophie de base de la revue avec le contexte et les débats politiques des années 30, la thématique des articles, signés souvent par des auteurs d'une autre génération, changea.

Jusqu'en 1928, nous avons affaire à une équipe issue de l'avant-guerre et marquée, collectivement, par le sentiment que leur propre achèvement ne se réaliserait que dans l'avènement généralisé de *leur* école: parvenir à l'imposer avait pour eux la double signification de la revanche sur ceux qui avaient failli les en priver, comme tant d'autres, et de l'acquittement d'une dette vis-à-vis dont ils avaient pris la place.

Pour toutes ces raisons, il faut entendre leur discours en lui-même, sans chercher à le confronter à aucun autre, comme de l'intérieur: d'ailleurs, plus qu'aux autres, ne le destinaient-ils pas surtout à eux-mêmes, à des fins d'autolégitimation?

A ce titre, le slogan de La Voix des Humbles aurait pu être: „les instit parlent aux instit"; il était: „loin des partis, loin des dogmes". Le sens n'est guère différent: il y a bien l'idée „nous sommes nous, en dehors des autres et malgré les autres".

Ainsi, les articles, toujours de bonne facture, d'ailleurs, donc jamais lassants à lire malgré la redondance des thèmes abordés, avaient-ils allure de fiches pédagogiques: il y avait, à l'évidence, volonté didactique: apprenons-nous les uns les autres ce que

nous sommes pour mieux l'assumer, ce que nous voulons, pourquoi et au nom de quoi nous le voulons.

Dans La Voix des Humbles, tout tournait autour de l'école, tout parlait de l'école: quelle que fût la question abordée, elle avait son explication dans et par l'école. D'ailleurs, à partir de son n° 53 (octobre 1927), la Revue mit en exergue: „Pour l'évolution des indigènes par la culture française”. Cette formule valait pour l'avenir et traduisait, tout autant, l'action passée. En effet, dès le départ, ce groupe se voua totalement à un plaidoyer pour „l'assimilation”: les Indigènes et les Européens (étant) appelés à vivre côte à côte”..., son crédo était „le rapprochement et la fusion des races”, facteurs essentiels de la paix et de la prospérité du pays. A cette „oeuvre de paix sociale et d'éducation civique”, étaient conviés tous „nos concitoyens de bonne volonté.” (n°1)

Pour que ce rapprochement ait lieu, dans l'intérêt de tous, (n°4-5) il faut conduire „une politique digne d'un pays civilisé”: celle de „l'instruction de l'indigène”, seul moyen de le „débarrasser de ses préjugés” (n° 1). Les coloniaux ont beau jeu de „proclamer l'infériorité des Indigènes” (n° 3)

„Non”, réplique La Voix des Humbles, „nous ne sommes pas irrémédiablement inférieurs”: en témoignent ceux qui „ont assimilé les connaissances les plus étendues” et sont devenus professeurs, médecins ou avocats. Les Indigènes sont capables d'accéder aux sciences et aux arts: le peintre Mammeri n'est-il pas un artiste de talent? Ses oeuvres exposées à Paris ont été saluées „par des connaisseurs, notamment les frères Tharaud”. (n° 3)

En somme, dit La V. des H, „oui, nous pouvons être les égaux des Européens”. Il suffirait que la France le veuille. Or, une vaste enquête sur „l'enseignement indigène” démontre, à l'évidence, que la France ne veut pas: cet enseignement, adapté, insuffisant et inutile, ne répond nullement aux besoins. Les classes sont soit surchargées, soit inexistantes, alors qu'il en faudrait tant. Les programmes, conçus dans un „esprit trop étroit et trop utilitaire”, n'ont pas été capables de conduire les élèves à la pratique d'un métier ni à l'exercice d'une profession: ils quittent l'école avec un bagage insuffisant qui leur permet „à peine de baragouiner le français usuel”. „Le certificat d'études spécial aux indigènes n'a aucune valeur”.

La V. des H. fait à longueur de numéros ses propositions: construire plus de classes et imposer aux autorités locales d'ouvrir celles qu'elles ont fermées, aider les familles en donnant les fournitures scolaires et les livres („n'en n'ayant pas, les enfants ne peuvent jamais lire chez eux”). La revendication principale est celle de „l'école unique”: en Algérie, cela veut dire que tous les enfants, indigènes et européens, fréquentent la même école, dans les mêmes conditions. Là où cela ne serait

vraiment pas possible, „que les jeunes Indigènes reçoivent à l'école primaire toutes les connaissances données aux jeunes Européens”.

Cette refonte du système s'impose „si l'on veut vraiment que l'école indigène soit un foyer de civilisation. Il est grand temps de renoncer à ces programmes étriqués”, s'exclame La V.H. en décembre 1926 (n°48); „les enfants d'un même pays doivent puiser le pain de l'esprit à la même source” (n° 40, déc. 1925) .

Le moins intéressante n'est l'insistance avec laquelle est réclamée la scolarisation des filles: traitée spécifiquement et longuement, à travers au moins une quinzaine de numéros, cette question est présentée comme vitale: il faut les scolariser partout, car „l'instruction des filles indigènes renferme l'avenir de tout un peuple” (n° 39, nov. 1935). Plus qu'en tout autre domaine, un rédacteur, Mahiout, instit. à Ouled Ali Ben Naceur, voit dans „l'émancipation de nos jeunes filles” la plus grande urgence: Il n'y aura pas „d'intervention divine”, „alors entrons nous-mêmes dans l'arène pour activer une aussi vaste entreprise”. Il propose la création d'un Comité d'émancipation de la jeune musulmane qui serait chargé de récolter cotisations, dons, legs, pour la création d'écoles de jeunes filles. Une note de la rédaction, sans repousser l'idée, la jugea inefficace; l'emprunt serait plus efficace, mais le moment n'est guère propice,, (n° 45, sept. 1926).

Aucun doute que tout cela aurait, ils en avaient parfaitement conscience, bien ambitieux et particulièrement difficile à réaliser. Les obstacles à surmonter étaient multiples:

– D'abord le gouvernement: on ne cachait pas qu'il ne faisait pas ce qu'il fallait, mais on n'osait le critiquer trop ouvertement, de peur des sanctions. Faci lui-même l'apprit à ses dépens: pour avoir dénoncé des carences dans le rapport d'une commission officielle d'enquête sur une épidémie de tuberculose, il fut blâmé et dut quitter son poste de directeur-gérant de La V.H. en mai 1923. Dorénavant, la Revue cherchera à apparaître comme l'interlocuteur raisonnable de l'Administration. La raison officielle de ne pouvoir faire plus – ”l'argent manque,, – est toujours exposée en évitant toute critique appuyée.

Un correspondant, Chérif, critiqua cette attitude: ”nous nous contentons trop de quémander et de supplier,, (n° 41, janv. 1926). Plusieurs fois, d'ailleurs, le congrès de l'Association dut débattre de la question: ”quel ton prendre dans La V.H.?,

Régulièrement, il fut préféré de maintenir celui de „la courtoisie et de la modération”: „Nous n'entendons nous immiscer dans aucune politique, mais nous croyons utile de renseigner, par nos études, l'administration et d'aider les Indigènes à s'élever au-dessus de leur condition première” (n° 38, oct 1925).

Eviter de faire de la politique qualifiée de „malpropre”, était une obsession. De nombreux articles se sont attachés à exprimer l'opposition à la revendication de „la représentation parlementaire” des Indigènes (cheval de bataille, on le sait), des

libéraux – tels Viollette ou Jean Mélià présentés, pourtant, comme „des amis” – ou d’un Khaled que, lui, La V.H. disait ne pas connaître.

Pour résumer sur ce point, le vote indigène était tenu pour nuisible à la paix civile („cela ne manquerait pas de réveiller les anciennes querelles”), incompatible avec l’assimilation qui doit accaparer tous les efforts. Et puis, „ce serait mettre la charrue avant les boeufs”, car l’indigène a plus besoin d’écoles que d’isoloirs. Il est étonnant de voir que l’argumentation est strictement la même que celle utilisée par les militants de l’éducation populaire en France au XIX^e siècle: Jean Macé – pourtant ardent défenseur du suffrage universel, déçu par le vote des Français en 1848, usa de la même expression, puis concentra tous ses efforts sur le militantisme et la revendication éducatifs.

– Le deuxième obstacle – présenté comme le plus difficile à surmonter – était l’Islam. Les rédacteurs de La V.H. en avaient une... sainte horreur. Par dizaines, les articles, notamment ceux d’une des rubriques importantes et régulières, „Notre attitude envers l’Islam”, le désignaient comme l’ennemi principal à abattre. Une citation résume bien cette position: „L’Islam est encore figé dans sa civilisation du X^e siècle; ne serait-ce pas là la véritable cause de son état de stagnation?

„Tant que les Indigènes seront ignorants, tant qu’ils seront enchaînés par des préjugés et par un dogme étroit et immuable, leur évolution morale et sociale ne sera qu’un mirage.” (N^o 6, octobre 1922).

Le ton est donné et la charge contre cette „hypnose confessionnelle qui enchaîne les musulmans algériens” (n^o 39, novembre 1925) sera permanente. En pour ces laïcs inconditionnels, „l’Indigène ne pourra jamais entrer dans la voie du progrès”..., „tant qu’il aura le boulet du dogme religieux aux pieds” (n^o 42, février 1926).

Même la provocation n’est pas absente: régulièrement, lorsqu’il était rendu compte de telle fête ou réunion amicale organisées par l’Association, on pouvait lire, „Au champagne”..., „le camarade X prononça un beau discours”. Ou encore cet article qui narre les retrouvailles de deux, anciens camarades de classe: après avoir échangé sur l’air du temps, leur discussion roula surtout sur la religion et son „archaïsme. Rapidement lassé par un sujet qui manifestement lui donnait des migraines, l’un des deux interlocuteurs coupa court à la discussion en lançant: „allons boire des bock, j’ai soif”. (n^o 42, fév. 1926)

Une telle liberté de ton choqua manifestement certains et fut débattue lors du congrès de l’Association, tenu le 1^{er} avril 1926 au lieu habituel, Le Bar colonial, à Alger. La rédaction, notamment par la plume de Zénati – successeur de Faci à la tête de l’Association et de la Revue dut mettre un peu d’eau dans son vin: „Nous nous inclinons devant les vrais croyants... Mais les religions se trouvent submergées par le flot de préjugés... que les trafiquants de religions conservent jalousement, les développent singulièrement pour asservir les hommes et les exploiter à leur guise”.

Donc, si nous devons respecter l'Islam, „parce qu'il est la religion de nos pères”, débarrassons-le „des pratiques louches, des croyances fausses qui ne se trouvent pas dans le livre saint et qui ne servent qu'à dresser les hommes contre les hommes, exploiter la bêtise humaine” (n° 44, janv.-fév. 1926).

On le voit, même lorsqu'elle se veut conciliante, la position ne transige pas. L'article signé L'hermite du Djurdjura laisse encore moins de doute à ce sujet: „Tenir à ses mœurs et aimer sa religion! Rien de plus sain...car „les traditions et la religion sont un frein puissant... pour discipliner l'instinct sauvage des simples et réfréner leurs plus violentes passions”. Mais „si elle empêche l'homme de tomber dans les pires excès, par contre, elle supprime toute initiative, toute recherche d'une organisation meilleure de la société et rend la vie étroite et bornée... Si dans l'état actuel des esprits, nous ne pouvons souhaiter la disparition de toute tradition et de toute croyance religieuse, du moins, nous est-il permis de nourrir l'espoir, peut-être illusoire! qu'un jour viendra où les masses bien éduquées et comprenant mieux leurs devoirs „rejetteront impitoyablement les vestiges du passé, afin de pouvoir construire du neuf sur un terrain complètement déblayé... (n° 42, février 1926).

Globalement, la position évolue vers: l'Islam oui, mais il „est souillé par des apports fétichistes et égoïstes”; revenons au Livre sacré lui-même. Feuilletant le Coran, avec compétence d'ailleurs, plusieurs rédacteurs s'attachent à démontrer qu'on fait faire en son nom des choses qu'il n'a jamais dites. Un des points qui retint le plus leur attention et leur sembla illustrer le déviationnisme était le problème du voile: „Mahomet l'imposa dans des conditions spéciales et provisoires, et non définitivement”. De plus, „les femmes du Prophète, Aïcha et Hafça” n'en portaient pas et „savaient lire”. Donc, donnons l'instruction „à nos filles” et faisons cesser „la claustration des femmes”: il est temps de „déchirer le voile et de donner l'air aux captives” (n° 39, nov 1925).

„La claustration c'est de la séquestration”: elle est pure invention du „bloc des fanatiques”, les marabouts et les tolbas, qui „ont embrouillé les indigènes algériens avec des théories de résignation stupide et de mépris pour tout ce qui a rapport à la civilisation occidentale. Il est temps que de nouveaux bergers surgissent pour les conduire vers une vie plus positive et vers un niveau intellectuel digne de l'époque où ils vivent” (n° 45, août-sept 1926).

Ces nouveaux guides ne peuvent que „nous-mêmes”, précise, sans détours, La V.H.: „Nous sommes sortis de cette masse et il est tout naturel que nous nous dévouons pour elle. Comment pourrions-nous la renier ou refuser de l'aider à se relever?...

„Nous sommes tout désignés pour être les guides naturels de ceux qui ne savent pas, pour montrer à ces humbles que nous souffrons de leur souffrance... Connaissant le milieu, nous arriverons à lutter heureusement contre l'ignorance et la léthar-

gie indigènes...”, „nous triompherons de l'ostracisme immerité” dont ils sont l'objet de la part des Européens. (n° 39, nov. 1925).

Donc, agissons pour „favoriser l'émancipation de la femme indigène”, „jusqu'ici sacrifiée à l'égoïsme masculin” (n° 10-11, fév-mars 1923): certes, „avec tact”, faisons tout pour que „ces fanatiques arriérés” qui nous entourent, soient „moins réfractaires à l'instruction de leurs filles” (n° 42, fév. 1926), mais nous-mêmes „soyons des exemples”, „prêchons d'exemple”: invitation est faite aux „maîtres d'école”, aux „évolués”, de donner „l'exemple de douceur, de fidélité (en vivant avec leur épouse (quel que soit l'éloignement de leur poste), de monogamie” (n° 10-11, fév-mars 1923).

Il y avait quelque chose d'émouvant et de digne dans cette exhortation régulièrement faite: „soyons nous-mêmes meilleurs” (ex. n° 40, décembre 1925). On peut, en revanche, trouver telle autre moins heureuse: „Soyons les missi-dominici de cette nouvelle croisade que nous avons entreprise sous l'égide tutélaire de la France civilisatrice et émancpatrice” (n° 45, août-sept 1926).

Et ce lyrisme sur cet „idéalisme français qui a fait le tour du monde et qui est demeuré la colonne lumineuse où s'engagent les peuples à la recherche du bonheur universel”? (n° 42, février 1926). On est en droit, aujourd'hui, de s'en irriter, mais on doit respecter la croyance, jusqu'à l'idolâtrie, de ces gens en un message de 1789, que la République leur a dit être pour eux aussi. Ils ont loué – peut-être jusqu'à la flagornerie – et aimé la France pour son école, l'outil infailible pour faire les hommes et le monde meilleurs.

Mais, plus tard, combien a dû résonner à leurs oreilles cet article du journal El Akhbar qui militait, lui, sur le terrain politique: Il semble que La V.H. ait pris à coeur de réaliser l'assimilation par l'école... La vie est plus compliquée que l'école” (publié dans La V.H., n° 48, déc 1926).

Mais en étaient-ils dupes, eux-mêmes qui constataient qu'„en novembre 1924”, il n'y avait que 44.989 élèves indigènes – à peine le dixième des enfants d'âge scolaire qui ont droit à l'instruction – et sur ce chiffre 595 candidats seulement ont été admis au certificat d'études”? Certainement pas, car malgré leur modération, dont on a parlée, ils n'ont pas toujours pu cacher leurs désillusion, comme ici: „Depuis quelques temps, nous avons eu déceptions sur déception. Nous en sommes arrivés à douter de la valeur des grands mots: Justice, Liberté, Egalité... Où est le rôle civilisateur de la France, protectrice des faibles et des opprimés? Où sont les grands principes de 1789?” (n° 10-11, fév-mars 1923).

En 1927-28, ils n'ont déjà plus d'illusion. Mais critiquer, serait s'auto-désavouer. Toutefois, on n'est pas mécontent que d'autres disent ce qu'on voudrait soi-même dire: alors on publie l'article d'Albert Truphémus (paru dans Demain), dénonçant le hiatus entre le discours de la République „étiquetée de démocratique” et ses pratiques, notamment en matière d'enseignement des indigènes: „la République peu à

peu s'est affallée sur elle-même", ou encore: nous nous sommes faits, „par autosuggestion, un peu civilisateur. Mais malgré tout, nous restons des conquistadors économiques à fond d'âme", écrivait l'ancien instituteur. Toutefois, socialiste, il ne manque pas de promettre des lendemains tellement différents. Il y aura le Front populaire; on en connaît la suite.

MICHÈLE LAGNY
(Université de Paris III)

Chahine et Zemmouri entre Godard et Dallas: l'ambiguïté des effets audiovisuels

C'est désormais un lieu commun de dire que l'image prend de plus en plus de place dans notre conscience historique, en partie forgée par notre mémoire cinématographique ou télévisuelle. D'autant plus sans doute pour les groupes où domine la tradition orale, où l'alphabétisme témoigne moins de l'ignorance des masses que de pratiques culturelles différentes de celles fondées sur la rationalisation par l'écrit admise par les élites. Ainsi les historiens ont-ils à se préoccuper, comme de la tradition orale qu'utilisent les ethnologues, de la diffusion croissante des produits audiovisuels qui envahissent l'ensemble des pays, développés ou non.

Cependant, il convient de tout de suite fixer les limites de leur apport à la réflexion historique, quitte à rappeler des banalités: les documents audiovisuels ne peuvent en aucun cas être une source permettant d'évaluer la réalité des phénomènes et tout débat sur le fait qu'un film ou une émission disent „vrai” ou pas n'a en fait aucun sens – même si c'est cela qui nourrit les considérations de la majorité des commentateurs, historiens ou non, à leur propos. Si cela paraît évident pour le film de fiction, où les „effets de réel” ne sont là que pour rendre vraisemblables l'histoire racontée ou le propos tenu, il faut rappeler que même le „documentaire”, évidemment fondé sur un choix d'images et sur leur montage, ne construit jamais qu'un des regards possibles parmi d'autres. Nous ne pouvons donc y trouver d'éléments de réflexion que pour les „représentations”, les idées qu'on se fait du vrai, ou des réalités, mais en se souvenant que ce que les gens croient juste et vrai, en fonction de leur substrat culturel, constitue un agent de détermination des réalités. Le poids du culturel, ou de l'imaginaire social, comme facteur d'explication historique est au moins aussi important que celui des réalités économiques, sociales, politiques.

L'histoire des „représentations et des mentalités” n'est donc plus, comme dans l'ancienne perspective de Lucien Febvre, un catalogue un peu exotique d'objets ou de pratiques collectifs de „l'outillage mental” d'une société, mais elle se conçoit désormais comme un ensemble de systèmes complexes et mouvants où sans cesse s'édifient et se combinent des „images de...”, qu'on ne saurait lire comme „reflet” des réalités sociales ou politiques, mais comme ce que Roger Chartier appelle des „stratégies symboliques”, des perceptions conflictuelles de la réalité qui sont un des agents de l'évolution de ces réalités, et donc socio-politiquement très importantes.

Second point fondamental, de ces „images de...” dont nous conservons la trace audiovisuelle, les unes; produites par les groupes sociaux dominants et souvent imposées institutionnellement, sont censées donner la forme du „vrai”, d'autres peuvent construire des „contre-représentations” contestant la vérité des premières. Sauf exception, la majorité des films appartiennent à la première catégorie, parce qu'il s'agit des produits semi-industriellement fabriqués dans le cadre d'une culture de masse; et fabriqués pour remplir une fonction précise, qui peut être de distraction, d'éducation ou de propagande. Reste la question complexe de leurs „usages sociaux”, c'est-à-dire de leurs effets qualitatifs réels, dont il faut bien dire qu'elle donne lieu à davantage d'hypothèses que de certitudes, les publicitaires le savent bien. Les travaux des „cultural studies”, notamment ceux réalisés par l'école de Birmingham en Angleterre ou ceux menés par les sociologues de la culture ou des historiens comme de Certeau en France, le montrent abondamment.

Je crois qu'il faut donc, lorsqu'on utilise le film, se souvenir qu'il ne „reflète” le monde, ou n'agit sur lui, que sur un mode tout à fait indirect, et très difficile à mesurer. Ces précautions prises, l'image audiovisuelle pourtant me paraît, en particulier pour les groupes sociaux culturellement peu habitués à l'écrit, d'autant plus intéressante à étudier d'un point de vue socio-historique qu'elle est un mode d'expression qui fonctionne sur une combinaison complexe de l'intellect et de l'affect, que s'efforcent d'évaluer les psycho-cognitivistes. En même temps, elle suppose une infrastructure de production qui s'appuie techniquement et financièrement sur des moyens „modernes”, et tend à faire pénétrer dans les milieux les plus réfractaires à la modernité, volontairement – par principe – ou non – par pauvreté –, des modèles et des pratiques provenant des secteurs les plus développés. Elle représente ainsi un des modes les plus efficaces, parce que les plus désirés, d'influence culturelle du monde occidental, où elle est née et s'est développée avec le XX^e siècle.

C'est de la manière dont deux films très différents parlent de l'„échange inter-culturel” en termes d'invasion à la fois désirée et refusée que je voudrais parler. Il s'agit de deux co-productions récentes, qui sont elles-mêmes le produit d'échanges dont à la fois elles soulignent la séduction et dénoncent les méfaits:

- la première, film historique franco-égyptien de Chahine, *Adieu Bonaparte*, qui date de 1984, évoque de manière à la fois complexe et subtile l'accueil ambigu fait à l'apport des Français de la Révolution;

- La seconde, une pochade sociologique franco-algérienne de Zemmouri, *De Hollywood à Tamanrasset*, sorti en 1989, ironise sur l'absorption massive des séries télévisées.

Adieu Bonaparte

Adieu Bonaparte présente la rencontre passionnelle entre l'Orient et l'Occident, entre les Lumières et la Tradition, à travers celle des deux jeunes fils d'un boulangier d'Alexandrie et du Général Cafarelli, chef du génie et astronome de l'armée de Bonaparte. L'histoire elle-même est plutôt chaotique; elle raconte la fuite d'une famille d'Alexandrie devant l'arrivée des Français, puis leurs relations avec l'occupant, par l'intermédiaire de celles qui se dessinent entre le général astronome et deux frères, Ali et Yebia. C'est au Caire que le contact s'établit, avec la réquisition par les occupants du père des garçons. Elle se développe de manière très heurtée, à travers les tentatives de séduction des Français, qui prétendent débarrasser les Egyptiens de l'oppression des Mamelouks, tout en les éblouissant par leur réalisations techniques spectaculaires (feux d'artifice et lâcher de montgolfière), et à travers les tentatives de révolte des Egyptiens, qui essaient de s'unir autour du leitmotiv poétiquement formulé: „Patrie, Egypte, je te chéris”. Mais la lutte du peuple égyptien ne pèse pas lourd dans le développement des événements, et si Bonaparte reste d'abord au Caire, puis, franchissant la mer Rouge, va faire massacrer son armée vers Saint-Jean d'Acre, c'est pour des raisons de politique française, extérieure (le conflit avec les Anglais) et intérieure (le besoin de gloire de Bonaparte).

L'exactitude historique est très approximative, se limitant ici à une situation globale et à des costumes (et encore, pour ceux-ci, y aurait-il beaucoup à dire sur leur inspiration, qui provient de représentations picturales), tandis que la mise en scène de l'évolution historique refuse l'organisation rationnelle de l'histoire-récit: ni les événements ne s'enchaînent, ni les raisons de l'action ne sont cohérentes. Celles-ci ne sont pas folles non plus: si les Français restent, c'est parce que leur flotte a été détruite à Abkir, si la répression se développe, c'est en liaison avec l'émeute. Mais la chronologie est constamment perturbée: il est souvent difficile, dans le film, de déterminer l'ordre et la durée des événements; on ne sait pas toujours si l'on est dans le présent, en flash-back ou dans un futur hypothétique, ou, pire, dans la réalité des personnages ou dans leurs fantasmes. La dislocation du film narratif, parti pris „anti-réaliste”, est évidemment liée aux conceptions „modernes” du fonctionnement filmique chez Chahine, plus proche de Godard que de la reconstitution historique traditionnelle.

Pour tout de même saisir son propos, sans le secours d'un fil narratif cohérent, le film joue sur des personnages symboliques opposés et des montages alternés de séquences ou de plans.

Côté oppresseurs, les deux chefs Français sont présentés comme des personnages extravagants, et traités sur le mode de la dérision, avec un Bonaparte joué par un

Chéreau halluciné, et un Cafarelli incarné par un Michel Piccoli à jambe de bois, constamment au bord de la crise de nerfs, et qui découvre l'homosexualité dans la confusion. Il faudrait voir le fragment où Bonaparte se mêle aux démonstrations des derviches, mais où, préoccupé par les ordres qu'il donne en même temps, il oublie de s'arrêter avec le son des tambourins et continue tout seul, avant de prononcer ce jugement idiot: „Un état d'une incomparable sérénité"! Notons au passage les réactions hostiles que manifesta le public français devant la représentation d'un Bonaparte franchissant les limites du grotesque: on n'aime pas ridiculiser ses grands hommes, fussent-ils des ogres! L'ambiguïté et les prétentions des conquérants sont également soulignées lors d'une séquence chez les Français d'Egypte. Les commerçants locaux, qui n'ont pas encore adopté le nouveau style républicain et se comportent en singes de cour, reçoivent le commandant en chef; le problème, c'est qu'il y en a deux, qui se retrouvent face à face à la réception, tandis que la Marseillaise en bégaye. L'un porte le costume et le tricorne à plumet, mais c'est un jeune Egyptien que Cafarelli a ainsi déguisé, tandis que le second, le vrai, arrive enturbanné et furieux, manifestant ce qu'on pourrait appeler le „syndrome de Lawrence d'Arabie". On peut lire dans cette scène la tentation identificatoire qu'éprouvent les envahisseurs autant que les envahis.

Le plus important me paraît la mise en évidence à travers les deux personnages de deux des figures complémentaires du rêve colonial: la soif de pouvoir, théâtralement mise en scène par le Bonaparte-Chéreau, qui se soucie surtout de sa „gloire" et répète constamment ses discours pour la postérité; le désir maladroit de compréhension et de progrès du Cafarelli-Piccoli, à la fois général valeureux, savant désireux d'installer des moulins à vent plutôt que des fortifications, et personnage passionné qui s'éprend de l'Egypte. Il rêve d'instaurer un échange entre une culture et une autre, mais cet échange ne peut qu'être perverti, puisque l'envahisseur se place, au mieux, en position de père venu imposer une „éducation".

Côté égyptien, il y a un foisonnement de personnages beaucoup plus „naturels": les plus importants d'entre eux figurent „le peuple", autour des principaux membres de la famille centrale.

Le père et la mère, couple de travailleurs, correspondent à la majorité silencieuse, manipulée et écartelée par les forces en conflit. Leur famille sera détruite dans l'affaire; poussé au départ vers le Caire par le fils aîné, acceptant de faire du pain pour les occupants comme pour les gens du quartier, l'homme perdra son rôle de modèle paternel, et la mère, privée en un même jour de ses trois fils – l'un est mort l'autre emprisonné, le troisième quitte la famille –, devient une figure de deuil.

Ces trois fils justement sont la chair même de l'Egypte. L'aîné, Bakrh, le croyant, représente la pérennité de la tradition, avec sa jeune femme chrétienne qui met au monde un fils; il participe courageusement à la résistance contre l'envahisseur, dont

l'épicentre est la mosquée (deux des moments les plus frappants: quand les Cairetes veulent arrêter la flotte avec une chaîne tendue à travers le Nil; quand ils organisent une émeute armés de simples bâtons). Il disparaît temporairement, puisqu'il est emprisonné, au milieu des cheiks qui ont fomenté la révolte et dont certains sont fusillés; figure de la victime de la répression mais aussi de l'inefficacité des positions traditionnelles, il est pourtant le seul qui ait assuré sa descendance, donc la permanence. Par opposition, le plus jeune, Yehia, est l'image même de l'innocence, comme le rappelle au moment de sa mort et de son enterrement des plans de colombes. Mais l'innocence est devenue impossible et Yehia meurt, littéralement effacé par un jeu de surimpressions entre les explosions de fusées de feux d'artifice qu'il a maladroitement provoquées, tandis que, métaphoriquement, ne reste de lui que son sang qui tache les tracts qu'il devait distribuer.

Le second fils, Ali, qui a appris le français auprès des commerçants d'Alexandrie parle souvent en.... alexandrins, cite Corneille et Racine et invente de merveilleux poèmes, est la figure majeure du film et, évidemment, le héraut de Chahine, avec son ouverture sur le nouveau qui n'exclut pas l'amour pour l'Egypte. C'est lui qui ouvre et termine le film, en un gros plan sur fond de désert, après une dernière entrevue avec Cafarelli, qu'il admire et qui est devenu la figure du père symbolique. Fasciné par le progrès (il travaille à l'imprimerie de campagne), séduit par le modèle révolutionnaire (il riposte aux reproches de Cafarelli par le „liberté, égalité, fraternité” des républicains) car celui-ci représente l'apport occidental positif, celui du progrès technique comme celui de la conscience politique, le jeune homme n'en participe pas moins à la lutte contre l'envahisseur, mais il est ressenti par la masse comme un „collaborateur”.

Bien entendu, tout n'est pas si simple en Egypte: le pouvoir n'est pas que du côté des Français, et se juxtaposant aux figures du peuple, dont bien des personnages secondaires suggèrent la complexe diversité, il y a aussi des figures du pouvoir local. Les Mamelouks pillards et dont l'inefficacité n'égale que la bravoure (voir leur charge lors de la première rencontre avec les Français); le gouverneur bellâtre bavard, intéressé et prêt à négocier, et surtout le cadî Barthélémy, semi-bandit (il est représenté comme un pirate de bande dessinée), collaborateur (il porte même à un moment une cocarde bleu-blanc-rouge) et méprisé pour cela de part et d'autre traître enfin (il a enlevé tous les fusils qui auraient pu aider l'insurrection contre les Français et c'est lui qui a tendu un piège à Bakrb au moment où celui-ci est arrêté). Si une chose est claire, c'est qu'il risque fort d'y avoir entente entre les uns et les autres, malgré leur division, entre les Turcs, les notables locaux et les Français, sur le dos du peuple qui doit fournir aux réquisitions des uns et des autres. L'opposition entre peuple et pouvoirs en Egypte même se greffe sur les oppositions internes dans le peuple égyptien, et sur celle entre ce peuple et l'occupant.

Ce réseau d'oppositions, ici amplifié à outrance, est cependant bien marqué par des effets d'alternance dans le montage, qui permet de rendre compte des contradictions internes dans les différents camps, à tel point d'ailleurs que le spectateur a du mal à s'y repérer.

Il n'est pas aisé de choisir un extrait dans un film dont la structure joue essentiellement sur la dissémination, les ruptures entre temps faibles et morceaux de bravoure, eux-mêmes fort nombreux. J'ai pris dans le dernier quart du film une dizaine de minutes qui permettent tout de même de saisir le fonctionnement du mode d'expression, et l'essentiel du propos sur la complexité des relations interculturelles. Il s'agit du moment de la disparition de Yehia et de l'éclatement de la famille, c'est à dire de l'Égypte, pour la plus grande douleur de Cafarelli, c'est à dire du „colonisateur” fasciné par la culture de l'Autre (on pourrait réduire cette douleur au fait qu'il est tombé amoureux de Yehia, mais ce point ne me semble ici que secondaire). Les épisodes qui se succèdent montrent d'abord le travail de séduction entrepris par les Français, avec le lâcher de ballon, puis l'impossibilité de l'innocence avec la mort de Yehia, enfin ses funérailles qui marquent la dispersion de la famille, et les incertitudes douloureuses de Cafarelli.

Ces quelques minutes sont tout à fait caractéristiques de la manière dont le film fait percevoir la complexité des choses, à travers un système de montage heurté, rapide et jouant davantage sur les parallélismes et les oppositions que sur les continuités. Je ne peux pas tout commenter, mais soulignons au moins ce que représente le ballon: à la fois une expérience scientifique qui échoue, comme le regrette Monge, et un fantasme monté en spectacle, perçu comme un espoir qui se déchire (regard et commentaire de la mère) et comme un leurre („c'est pas avec ça qu'on rentrera en France” disent les soldats de Bonaparte). Autre trait marqué: les Français ont apporté le discours de la liberté (égalité, fraternité, ironise Ali face à Cafarelli), mais pour l'imposer d'autorité (le „tu es libre” du général au jeune homme) sans pouvoir l'assumer eux-mêmes (autre „tu es libre” du soldat français à celui qui voudrait prier, tandis qu'en voix off c'est une ritournelle de l'Ancien Régime qui commente ironiquement avec „Si le roi savait ça, Isabelle...”). Cette liberté est un espoir et un leurre, comme est un espoir et un leurre le progrès technique qui permet de fabriquer les tracts que devrait distribuer Yehia (et qui ont été rédigés par Ali et composés à l'imprimerie de l'armée) ou de faire des feux d'artifice. Apporter la liberté et le progrès, c'est bien; mais vouloir éblouir plutôt qu'éduquer („quand les Français ont un problème, ils offrent un feu d'artifice”), c'est destructeur: c'est justement quand Yehia distribue les tracts qu'il découvre la malle au trésor, remplie des fusées ludiques qui le tuent. Enfin quelques mots des derniers plans au cimetière, qui opposent face à face, de part et d'autre de la tombe de Yehia, la figure de l'Égypte, la terre-mère (la mère de Yehia), et celle d'un

envahisseur devenu père fantasmatique (Cafarelli, dont la présence est soulignée par l'intrusion de la musique off).

J'ai l'air d'inventer, en interprétant aussi brutalement un fragment aussi court; en fait, un commentaire est toujours donné quelque part dans le film lui-même, qui permet la lecture des épisodes et leur mise en perspective dans un propos plus général; ici ce sera, quelques plans plus loin, en voix off, une phrase d'une lettre adressée par Cafarelli à Ali „Pas une intention qui ne fut édifiante, pas un résultat qui ne fut désastreux”. Résumé rapide du plus utopique des rêves de colonisation.

L'intérêt de ce film n'est donc pas de proposer une analyse fondée sur la „description exacte” d'une situation donnée (et qui serait celle de la réaction des Egyptiens devant l'expédition française de 1798), servant de cadre à une histoire privée partiellement inventée, mais de suggérer, par un spectacle qui fonctionne sur le mode symbolique, l'image que peuvent avoir de l'Histoire ses propres acteurs. La technique d'exposé, si elle perturbe considérablement notre désir de compréhension rationnelle, nous fait sentir, directement, les contradictions à l'oeuvre dans la réalité du monde et la perception qu'on a de celle-ci; un chaos dont les incohérences sont plus visibles que les logiques profondes, même si ces dernières existent. Le film propose ainsi une conception de l'Histoire en miettes, irreprésentable, et dont la rationalité ne peut être reconstruite qu'après coup, et en fonction de choix idéologiquement effectués. Interrogation contemporaine, témoignage sur la conscience malheureuse de certains groupes sociaux, il concerne évidemment aussi bien l'Orient de la fin du XX^e siècle que celui du XVIII^e.

L'efficacité des images provient de ce qu'elles font surgir directement, par un choc visuel et auditif qui suggère simultanément toutes les données contradictoires constitutives du rêve comme des réalités de l'impérialisme sans refuser la possibilité de les rationaliser et peut-être donc de les maîtriser: après tout c'est sur une calme conversation, et sur le visage limpide et plein d'espoir d'Ali que se clôt le film.

De Hollywood à Tamanrassct

Mais comme la montgolfière, les tracts et le feux d'artifice, l'image elle même est un piège: si elle peut, même chez Chahine, déclencher le mécanisme de réflexion, faisant du cinéma moderne un nouveau mode de pensée, un „progrès” ou un des agents du progrès de la pensée, elle risque aussi de fonctionner exclusivement comme leurre. C'est ce que pointe le film de Zemmouri à travers une caricature des habitants de Boufarik saisis, via les antennes paraboliques, par les séries télévisées américaines. Beaucoup plus court, plus simple, moins riche que l'oeuvre de Chahine, ce film n'autorise pas des perspectives de réflexion aussi ouvertes

qu'Adieu Bonaparte, mais il a l'avantage d'être moins hermétique pour les spectateurs qui ne font pas de la sortie au cinéma une séance d'ascèse intellectuelle.

Ce qui est le plus visiblement agressif, c'est son thème central, à savoir la décul-turation produite par les standards proposés par l'audiovisuel, et l'effet critique liée au comique provoqué par la parodie des séries caricaturées. Le propos est en partie politique, comme en témoigne le titre, où l'allusion marque le déplacement du centre d'influence impérialiste, de Dunkerque gaullien au Hollywood contemporain mais il est surtout culturel.

On pourrait parler à propos de De Hollywood à Tamanrasset d'un polar burlesque: le film nous montre parallèlement les méfaits d'un criminel et de ses mercenaires, l'enquête de la police et celle qu'un groupe de privés mène pour son propre compte, et il fonctionne comme un policier de série aussi bien dans l'organisation du récit que dans l'argument. L'absurdité tient au contraste entre les „effets de réel” (dans les lieux et les conditions sociales des personnages) et les „effets d'imaginaire” produits par la consommation abusive des images audiovisuelles (avec les motivations et les comportements des personnages d'une micro-société intoxiquée). L'histoire tourne autour de Jebraoui Rabab, marchand de fruits et légumes qui injecte consciencieusement de l'eau dans ses poivrons, et stipendie des „durs” pour couper une mèche de cheveux à la femme qu'il convoite: il en a en effet besoin pour la donner au sorcier qui doit lui préparer un filtre aphrodisiaque imparable. On se trouve donc dans les lieux „ordinaires” d'une Algérie pauvre et poussiéreuse, où la débrouillardise poussée jusqu'à la filouterie s'associe à l'ironie moqueuse pour rendre supportables les difficultés. Mais où se marquent aussi les diversités culturelles (importance de l'islam, symbolisée par une famille d'intégristes, désir de modemité, qui s'exprime à travers le discours du commissaire et se manifeste par la folie collective des antennes paraboliques, rêve d'une culture arabe qu'entretient un amateur de films égyptiens), qui pourraient être conciliables. Les personnages, en revanche, deviennent des figurines drolatiques, échappés de mille et cent bandes dessinées, séries télévisées américaines et mélodrames égyptiens, mêli-mêlés. Avec les moyens du bord, améliorés par un invraisemblable commerce de fripes (les culottes de Madonna sont à vendre au marché!), le méchant se déguise en JR et sa femme obèse en Sue Elen, les durs en Green Eagle, Clint Eastwood ou Rambo, les privés en Kojak, Colombo ou Baretta. Pour le plus grand plaisir des vieillards – Muppets Show qui ricanent, à l'indignation des intégristes – Dalton, malgré l'étonnement de l'amateur de cinéma égyptien qui capte les bonnes ondes grâce à son couscoussier (pour regarder 37 fois le même film auquel il finit par s'identifier), et en dépit des sermons du commissaire mi-Sherlock – mi-Maigret. Le ton d'ensemble peut être donné par la scène du Saïd Burger, où tout le monde se

retrouve pour manger des „haricots mexicains”, et où le commissaire se rend pour essayer de comprendre ce qui se passe.

Le propos ni l'effet de caricature cependant ne suffisent évidemment pas à rendre ce film efficacement critique: dès qu'on est un peu amateurs de productions populaires (polars, aventures, fantastiques et autres péplums), on sait que l'auto-parodie est un des principes du genre même. Surtout la dénonciation n'est pas sans ambiguïté: une analyse du film montrerait que Zemmouri reprend les mêmes méthodes: schématisation des situations et des caractères, ruptures brutales de montage ou d'éclairage qui produisent des effets-choc, déséquilibres visibles entre d'assez longues scènes de dialogues tournés à l'économie, avec des cadrages assez pauvres (comme celle du Said Burger), et les séquences d'extérieur (notamment de poursuite) montées en alternance, plans pris à l'intérieur d'une voiture chers aux films noirs, grossièrement systématique du propos dû aux effets de répétition, etc. Dans la mesure où il joue sur la reconduction, au niveau formel, des séries populaires dont il dénonce les effets, le film risque d'en accentuer l'impact, d'autant qu'on ne peut vraiment le goûter que si l'on connaît ses références. S'il critique effectivement la manière dont l'image produit le leurre, il entre lui-même dans le système, exactement comme la police locale, victime du processus que dénonce le commissaire: celui-ci fait apposer des affiches sorties tout droit d'un western (Wanted Zappata), puis, une fois qu'il a coiffé le stetson confisqué à JR, il finit par enjamber sa portière comme un shériff habitué aux poursuites à cheval. Vive donc les antennes paraboliques!

Deux observations pour terminer, et revenir aux propositions un peu abstraites du début de ce texte, en les appuyant sur les observations développées à propos des films.

La première concerne le rôle de l'audiovisuel dans le déséquilibre de l'échange interculturel. S'il peut, comme le suggère Chahine, permettre le développement de véritables échanges, au lieu de déboucher sur l'imitation caricaturale à la fois ridiculisée et assumée par Zemmouri, il est fort probable que son despotisme est un des moyens d'influence les plus efficaces, parce que désiré, des modèles occidentaux de perception du monde, désormais de plus en plus imposés par les standards américains. C'est que, même si le contenu des images et des fictions est contestée, la forme des films trahit le poids des influences qu'ils dénoncent. La technique de l'audiovisuel en est en effet tributaire de l'Occident pour différentes raisons qui furent à l'origine chrono-politiques: en particulier pour les pays ex-colonisés, puisque les développements du cinéma se sont fait dans la période correspondant à celui de l'expansion coloniale, et qu'ils représentent une des formes de l'invasion culturelle.

Les films sont d'ailleurs produits par des réalisateurs formés la plupart du temps à l'occidentale; Chahine en est l'exemple le plus évident, puisqu'il a fait ses études

au Victoria College d'Alexandrie et que, comme il le montre si bien dans *Le sixième jour* ou dans *Alexandrie pourquoi?*, il a été fasciné par les films américains au point de ne rêver que d'aller apprendre le cinéma à Hollywood (il partit d'ailleurs à Pasadena Play House, près de Los Angeles). Apparemment d'ailleurs, ce modèle dominant est assez intégré pour que ce soit sa mise en cause qui paraisse comme entachée d'occidentalisme. En effet, si ce sont en réalité les positions socio-politiques de Chahine qu'on ne lui pardonne pas, il est significatif qu'on lui reproche son „occidentalisme” surtout lorsqu'il privilégia l'usage d'une écriture filmique jouant les transformations formelles (montage rapide, récits parallèles, cadrages complexes) et qu'on retrouve dans tous les „nouveaux cinémas” européens. Que Zemmouri soit plus autodidacte dans le domaine du cinéma n'empêche pas l'influence occidentale, qui passe ici par la cinéphilie. On pourrait donc considérer l'audiovisuel comme une des formes de néo-impérialisme des plus insidieuses sans doute parce que la mieux acceptée, et les plus complexes, dans la mesure où elle intègre, à travers l'assimilation de formes de représentation apparemment neutres, tout un bagage idéologique.

La deuxième observation concerne la fonction du film dans l'évolution historique et pour le travail de l'historien. Qu'on les considère comme des témoins ou comme des agents, il est clair que l'un comme l'autre des deux films dont j'ai parlé ne fonctionnent que dans le régime du fantasme, et non dans celui du réel. Soit, dans le cas du film de Chahine, parce qu'il recompose l'histoire en l'entremêlant à de la fiction (les impedimenta scientifiques des expéditions de Bonaparte empêtrés dans les histoires d'amour de Cafarelli, Ali et Yehia) – et en la représentant sur un mode théâtral (Chéreau dans le rôle de Bonaparte). Soit, dans le cas du film de Zemmouri que le grossissement parodique n'impose un effet d'absurde déréalisant: bien sur l'intégrisme c'est tout autre chose que des frères barbus imitant les Dalton et accroupis pour prier de manière à pouvoir continuer à regarder Dallas entre leurs jambes!

Si ces images représentent, cependant, des sources de premier ordre, c'est parce qu'elles permettent de mieux comprendre un certain nombre de choses qu'on ne peut pas exprimer clairement. Indice de „non-dit”, „révélateur” permettant une „contre-analyse de la société”, disait Ferro: en fait, de nos jours, il faut nuancer cette affirmation. A la différence de l'époque de la révolution russe dont traitait Ferro, ou même de celle plus récente de la deuxième guerre mondiale, la situation a bien changé, et l'analyse de l'image, de ses potentialités et de ses dangers, est devenue une pratique courante. Dans le cas de nos deux films, le propos est assez clair pour ne pas imposer une exégèse subtile, et pour éventuellement susciter la censure. Le film de Zemmouri a eu bien du mal à être terminé (il y manque d'ailleurs des éléments qui furent tournés, mais les bobines ont été volées) pour

être finalement interdit en Algérie, et celui de Chahine apparaît comme moins dangereux parce que beaucoup trop intellectuel et donc réservé à un public restreint, il ne faut pas oublier les malheurs de son auteur, pour d'autres réalisations.

Si l'un et l'autre films mettent en évidence de manière très différente, le fait que les influences occidentales dans les pays du sud de la Méditerranée (ce pourrait être ailleurs) passent à travers de différents genres d'invasions (de celle des soldats de Bonaparte à celle des antennes paraboliques) ils marquent surtout qu'elles apportent *à la fois* une agression militaire ou pacifique, et une ouverture positive où négative. A travers la mise en scène des ambitions culturelles occidentales ils suggèrent l'ambiguïté des relations qui se sont tissées entre les deux rives de la Méditerranée, en permettant de sentir, en même temps que la décadence de l'image que l'Occident exporte vers un monde qu'il croit dominer, à quel point l'envahisseur culturel est l'objet d'un sentiment ambivalent de fascination-détestation, un modèle à „dévorer” (assimiler-détruire). Le cinéma nous aide à appréhender, plus directement et de manière plus sensible que beaucoup de discours ou de notes officielles ou secrètes, l'inextricable enchevêtrement des contradictions internes et des luttes pour l'identité culturelle et l'indépendance politique.

GILBERT MEYNIER
(Université de Nancy II)

Le livre de Hocine Aït Ahmed, Mémoires d'un combattant

L'esprit d'indépendance 1942-1952, Sylvie Messinger, Paris 1983, est un témoignage important d'un des chefs historiques du 1^{er} novembre 1954, de l'une des personnalités les plus riches du nationalisme algérien. L'objet de cette communication est d'analyser l'itinéraire nationaliste de H. Aït Ahmed, et, pour l'expliquer, d'étudier les références culturelles et politique du texte, ainsi que la place tenue par les images de la Kabylie dans ses déterminations et ses engagements en relation avec un statut social au sein des relations communautaires kabyles. En premier lieu, un rappel de la nature du contentieux avec la colonisation française permettra de situer Aït Ahmed dans le mouvement général de protestation anticoloniale qui s'amplifie dans les années quarante en Algérie.

I. Le contentieux avec la colonisation française

Les dénonciations faites à l'encontre de la colonisation française ne sont guère originales. Elles pourraient être produites par tout nationaliste algérien: c'est la colonisation qui assèche les marais, mais „dans son intérêt” alors que les indigènes sont condamnés à subir, dans des phrases généralement, d'ailleurs, à l'impersonnel: „Qui s'occupait de l'environnement des indigènes?” ou: „On ne discute pas avec un peuple qui n'existe pas”. Plus que la colonisation, c'est la „grosse colonisation” qui est désignée comme le responsable de l'état de ce peuple, de la „puissance de cet Etat-colon, satellite et parasitaire” et qui entend „exploiter au maximum le pays conquis” alors que, classiquement, le mythe des „Français de France” meilleurs que ceux d'Algérie est énoncé. Comme chez maint petit Algérien, les phobies et les hantises de l'enfance sont reliées au passé violent de la conquête Française: ainsi l'évocation de Bichuh, l'animal fantastique malfaisant, qui n'est autre que le général Bugeaud.

Les marques de la sujétion coloniale paraissent, pourtant, apparemment plus faibles dans la Kabylie natale de Aït Ahmed où la présence des Français ne se rernarque guère que par l'existence de quelques militaires et des agents de la commune mixte. Les antécédents de la conquête et du passé résistant du pays ne sont guère évoqués, et quand ils le sont, ce n'est pas dans la même grille de lecture qu'une histoire anticoloniale ordinaire. Il n'est fait allusion dans l'ouvrage qu'une

fois au séquestre ayant suivi l'insurrection de 1871 à propos d'un douar voisin de Dellys mais le texte insiste, plus que sur la confiscation des terres, sur les conséquences linguistiques de l'événement: les habitants kabyles de du douar sont devenus arabophones. la perte des terres a donc signifié la perte des „racines linguistiques”. Contrairement à une histoire nationaliste arabo-islamique qui accuse la colonisation française d'avoir désarabisé l'Algérie, chez Aït Ahmed, les Français ont déprécié la langue berbère et exploité l'arabe classique pour se faire des auxiliaires. Bref, „l'Algérie a été totalement dépossédée de sa personnalité, totalement déstructurée”. L'affirmation est produite sans contradiction avec la dénonciation de la faiblesse de l'oeuvre scolaire française (10% des jeunes Algériens scolarisés) en Algérie, mais sans mention non plus de l'exception constituée par les bastions kabyles de la scolarisation française. Le thème de l'école n'est pas absent de l'évocation de l'enfance, mais le fait de fréquenter l'école apparaît comme normal, non pas vraiment comme un privilège, comme un droit qu'il a fallu arracher.

Les griefs d'Aït Ahmed à l'égard de la colonisation recoupent donc maintes dénonciations anticoloniales, mais pas toutes, et ils ont une spécificité marquée par la kabyllité proclamée du texte. Des traces douloureuses plus fraîches ont à coup sûr marqué le futur militant: les récits des brutalités et des sévices de la sûreté de Tizi-Duzou, la torture subie par le responsable kabyle du P.P.A. Sid Ali Halit en 1945 enclanchent la révolte, la solidarité spontanée avec les torturés et tracent l'itinéraire politique.

II. Itinéraire activiste d'un nationaliste

L'influence de proches plus âgés engagés dans le militantisme est patente: l'oncle Duzzine, tombé à Monte Cassino, militait au P.P.A. et avait refusé de répondre en 1939 à l'ordre de mobilisation: l'impôt du sang n'était pas payé de retour. Influence aussi de l'instituteur Amar Aït Hamou, en contact avec la direction clandestine du P.P.A., du responsable des scouts musulmans algériens de Miliana, Bouras, qui finit arrêté et fusillé. Toutes ces personnalités qui ont marqué Aït Ahmed sont dites être des gens plutôt rigoristes, d'extraction paysanne et „proches des masses”, à l'opposé du „clan des jeunes Turcs d'origine petite bourgeoise” ces „aventuriers” qui, d'Alger, échafaudent des conspirations sans lendemain sans se soucier de la profonde dépolitisation de la masse sur laquelle ils plaquent des mots d'ordre parachutés.

A 17 ans, Aït Ahmed adhère au P.P.A. Il lit et diffuse le Manifeste Algérien. C'est pour lui la belle période où il fréquente le lycée de Ben Aknoun, en 1944-45, celle de „l'union sacrée de toutes les couches sociales” autour des R.M.L.. Il acquiert la haine de l'éloquence et de la rhétorique des chefs, contrastant avec la

simplicité et l'intégrité de tel militant kabyle, ancien ouvrier en France et marié avec une femme française, torturé à mort après les manifestations du 1^{er} mai 1945.

Très marqué par la répression qui suit ces manifestations, le jeune militant interrompt ses études fin mai 1945 au moment où court le fameux mot d'ordre d'insurrection générale décidé pour le 23 mai. Le récit d'Aït Ahmed n'a pas de mots assez durs pour stigmatiser le flou des instructions, le bluff du mot d'ordre, l'existence d'une fantomatique armée du Sud-Algérois. Il s'active pourtant à préparer la prise de Fort National quand survient, le 22 mai, le contre-ordre d'annulation de l'insurrection. Toute cette impéritie se solde par la répression militaro-policière. C'est le choc: en Kabylie „notre équipe ne croit plus au pouvoir miraculeux d'Alger". Dès lors, „une conscience révolutionnaire s'ébauche qui ne doit pas grande chose au P.P.A. réduit au silence”.

Dans l'été 1945, Aït Ahmed devient agent de liaison entre la Kabylie et la direction d'Alger. Il s'active au boycott des élections cantonales de septembre et à celui de l'élection de la première constituante. D'Alger, il ressent surtout des rebuffades: malgré ses demandes répétées, il ne peut obtenir des machines à écrire et des ronéos. Et la rentrée de son exil de Messali est l'occasion d'une réception d'ampleur: tout ce qu'a dit jusque là le parti est supplanté par l'annonce du retour traumatisant au légalisme et de la participation, sous la dénomination de M.T.L.D., du P.P.A. aux élections législatives de novembre 1946. Le jeune militant est de ceux qui réclament un congrès du P.P.A. contre les tergiversations des cadres centraux du parti. Il leur faut du temps pour les convaincre et il leur faut accepter un mode de représentation peu démocratique pour le congrès qui s'ouvre finalement le 18 février 1947.

A ce congrès, le „district de Kabylie” fait un rapport-programme prônant un „nationalisme libérateur”, c'est-à-dire patriotique, à l'opposition de „nationaliste expansionniste”, un nationalisme „révolutionnaire” visant la destruction du système colonial et ayant recours à la lutte armée, et „démocratique dans ses moyens”. C'est donc déjà le programme du populisme activiste qui est énoncé. Désigné membre du comité central et bureau politique à 21 ans, Aït Ahmed prend au sérieux la résolution de forger l'Organisation Spéciale de lutte armée clandestine. Il se documente sur l'instruction militaire, rédige une brochure de formation militante, négocie l'achat du premier poste émetteur et des premières armes. L'O.S. est théoriquement mise en place à partir de novembre 1947 mais il faut, en fait attendre le truquage des élections à l'assemblée algérienne d'avril 1948 pour que „Messali et la direction n'(aient) donc d'autre choix que de revenir à la ligne fixée par le congrès de Février 1947, c'est à dire la perspective de la lutte armée”. Dès lors responsable de l'O.S., Aït Ahmed organise des marches d'entraînement sur le terrain dans le Dahra, il se

fait l'avocat de l'activisme au comité central de Zeddine, à côté de Ben Bella et des autres membres de l'O.S..

On sent à chaque phrase du texte l'hostilité qui court contre les dirigeants du parti: l'O.S. est manifestement un enfant bâtard du P.P.A.-M.T.L.D.. Aït Ahmed, pourtant militant du P.P.A., ne dit jamais „le parti”, mais „la direction”, „le comité central” ou „le secrétaire général”, toutes instances auxquelles s'oppose le „nous” représentant le groupe activiste et, plus singulièrement, les jeunes militants kabyles. Tout révèle une idéalisation de l'O.S. des origines. On conçoit la rancœur d'Aït Ahmed d'avoir été, à la suite du „complot berbériste” mis à l'écart de la direction de l'O.S. au profit de Ben Bella. A vrai dire, le contentieux entre les deux chefs est une affaire de personne qui recouvre des visions politiques et une approche culturelle du politique différentes. Par comparaison, Aït Ahmed figure par plusieurs traits une modernité apparemment mieux assumée.

III. Aït Ahmed ou la modernité?

Le constat sur l'histoire de l'Algérie formulé par Aït Ahmed relève d'une téléologie dans laquelle les colonisateurs sont dialectiquement les instruments du changement: „Tout compte fait, si nous étions colonisés, c'est que nous étions colonisables”. Il s'agit donc, pour les Algériens, de se moderniser en devenant des êtres responsables aptes à remonter la pente. L'Algérien est condamné à réussir, c'est à dire à se soucier de sa promotion individuelle et collective, à sortir des contraintes et de l'isolement qui l'ont fait dégénérer. Déjà, dans son milieu familial, sa mère rêvait pour lui d'une carrière médicale...

La modernisation culturelle et sociale est conçue comme devant aboutir à la création du citoyen algérien et à l'établissement de la démocratie comme l'indique l'énoncé-type suivant: „Il peut y avoir culture sans démocratie mais pas l'inverse”. C'est apparemment ce qui le heurte lorsqu'il rencontre pour la première fois Messali Hadj en novembre 1946: l'exigence répétée d'un véritable congrès démocratique rencontre incompréhension et scepticisme chez le za'im. Dans l'appareil du P.P.A., comptent surtout „les affinités personnelles, amicales, voire tribales où familiales (qui) prévalaient au détriment des critères modernes d'organisation”. „On mélange tout, les sentiments, la politique, l'origine ethnique, la religion, la culture”.

A l'opposé, se situent les jeunes militants issus de Kabylie, au niveau politique élevé, aux méthodes de travail modernes ainsi que les jeunes gens de la fédération de France: „Voilà des gens qui étudiaient les problèmes, qui les analysaient, qui pensaient... (leur littérature) tranchait avec l'approximation lyrique et la confusion

idéologique de ce qu'on imprimait à Alger". S'il admire Radjeff, c'est à la fois pour son bon sens et son irrespect à l'égard de Messali. Les pratiques fascisantes de tel dirigeant l'indisposent, la conception violente en matière de sanctions le révolte alors qu'il se dit „antimilitariste de tempérament”, que la „mentalité militariste” renvoie à une „morgue de superman en vase clos qui rêve de „libérer” les multitudes malgré elles”. Il perçoit lucidement que la répression antiberbériste est surtout révélatrice des pratiques de pouvoir d'une bureaucratie centralisée omnipotente et il ressent les purges comme un „diktat des chefs écartant l'ancienne équipe dirigeante de Kabylie”. Ressort du texte l'idée que la conscience individuelle, la solidarité sociale et l'humilité sont des préalables obligés de la démocratie.

L'école française lui apparaît sans fausses hontes „une école de rationalisme” qui „nourrissait notre désir d'émancipation”. Il rend hommage à son directeur d'école, M. Thomé, „humaniste, enseignant aussi dévoué que compétent” et à l'ensemble de ses instituteurs qu'il compare avantageusement aux enseignants de l'Algérie indépendante qui „martèlent des slogans insensés”. On l'a dit, le milieu familial d'Aït Ahmed l'avait préparé à cet accueil favorable. Ses parents l'ont fait émigrer à six ans (p. 11) ou à dix ans (p. 14) „pour (le) rapprocher de l'école française” et à la seule râclée qu'il se souvienne de la part de son père lui fut administré pour avoir fait l'école buissonnière.

Plus largement, le texte d'Aït Ahmed témoigne d'une réelle ouverture d'esprit. Pendant ses études secondaires, ses amis juifs sont nombreux; il se lie à des condisciples polonais réfugiés patriotes tout en apprenant des chansons de marche allemandes, ce qui ne l'empêche pas de vouer une grande sympathie aux troupes américaines. En 1943, le fait de cotoyer des jeunes filles dans une classe mixte lui paraît de nature à favoriser et l'émulation et la galanterie. Il s'oppose vivement à un Ben Bella ayant reproché à Belaïd Aït Medri d'avoir été éduqué chez les pères blancs. Et, s'en étonnera-t-on, toutes les références culturelles et politiques du texte sont européennes ou américaines.

Les acteurs politiques algériens qu'il fréquente sont fréquemment l'objet de comparaison avec tels types européens (Basques, Napolitains...) et surtout avec d'autres acteurs du monde politique occidental ou du cinéma. Spectateur attentif de la vie politique française, il voit en Hocine Lahouel un Jacques Duclos à l'algérienne. Cinéphile enthousiaste, admirateur de Laurence Olivier et de Joan Fontaine, il voit en Sid Ali Halit, „Paul Meurice en action” tel autre aîné en militantisme, c'est „Dany Kaye en plus rouquin”; Messali Hadj, c'est „Orson Welles en terre d'Islam”, etc...

Analyste de la société algérienne, il constate, en puisant chez Marx, qu'on n'y trouve pas de bourgeoisie et pas de prolétariat. Il signale à une reprise, sans insister, qu'il a lu des morceaux choisis de Marx et Engels mais son intérêt va davantage à l'action politique, et pas forcément dans une grille marxiste: s'il se réfère occasionnellement au comportement de Lénine face aux élections à la deuxième Douma pour illustrer le retour au légalisme du P.P.A., il cite plus volontiers et fréquemment des antécédents nationalistes et européens. Eamon de Valera et la pratique du filibustering au parlement de Westminster le fascinent et, dans ses lectures, on compte à l'en croire nombre de livres sur la guérilla d'Irlande. Les nombreuses allusions à ses lectures témoignent d'une réelle culture, plus historique que philosophique. On cherche vainement dans le texte des références historiques à des héros positifs arabes ou musulmans, sauf à considérer Hannibal, auquel il rend hommage, comme un compatriote antique. Mais il juge bon de faire savoir au lecteur que, à son premier bâchet, il a choisi un sujet sur Rousseau. A l'évidence, Aït Ahmed n'ignore pas l'histoire du monde musulman. Mais il n'en parle jamais: clin d'oeil au lecteur kabyle avide de culture originelle? mépris inconscient pour une civilisation qui a dégénéré et qu'il apprécie à l'aune de sa dégénérescence?

Le fait est qu'il n'entrevoit pour l'Algérie d'évolution que dans la sécularisation. Il avertit bien que „nous ne sommes pas contre l'Islam” mais „nous nous opposons à la démagogie religieuse en tant que facteur d'éducation politique”. D'où sa méfiance contre les arabisants parachutés par Messali au P.P.A., comme ce cheikh Saïd Zahiri dont le za'im s'enticha un temps ou encore l'ancien professeur d'arabe du jeune militant, si Hamza Boubakeur, le futur recteur de la mosquée de Paris dont il fut sidéré que la direction du parti eût envisagé de recruter pour diriger la revue Essalam. Toutes les fois que sont évoqués des arabisants, ils sont connotés négativement pour leur recours facile à l'argumentation religieuse arabo-islamique. L'exception qui confirme la règle: „Hamed Rouabhya... tranchait sur les arabisants que j'ai pu connaître, non seulement pas son dynamisme et son ouverture d'esprit, mais aussi par sa simplicité et sa jovialité”. On imagine aisément à quoi devaient ressembler les autres... Sur le plan politique, l'association des Ulamas est dédaigneusement ramenée au rang de „dévote alliée” des modérés de l'U.D.M.A. et, dans son propre parti, il exècre „les dirigeants... retranchés derrière les slogans sonores d'unité, d'arabisme, d'islam, de révolution”. Ces phraseurs ne sont pas sérieux. Ils sont aux antipodes de l'esprit positif et de l'efficacité qu'il révère.

Ainsi, Aït Ahmed, tout antimilitariste qu'il se déclare, apprécie l'efficacité militaire bien conduite dès lors qu'elle sert le dessein politique, dès lors qu'elle se borne à être instrument: il lit Clausewitz et il confesse son désir secret d'avoir envisagé de préparer Saint Cyr. Tout ce qui connote le sérieux, l'ardeur au travail,

le goût de l'organisation, l'hostilité instinctive aux mots d'ordre expéditifs, le sens des responsabilités, le flegme, est analysé positivement: c'est ce qui vaut par exemple à Mohammed Belouizdad ses „manières raffinées d'aristocrate” malgré ses origines plébéiennes. Généralement, c'est plutôt parmi les jeunes qu'on rencontre toutes ces qualités: ils se laissent moins absorber par des problèmes accessoires que les bonzes du bureau politique friands de „problèmes futiles”, de „verbiage” et d'„atmosphère orientale” et qui ne savent pas arriver à l'heure aux réunions.

En prenant en mains l'O.S., Aït Ahmed définit les critères de recrutement des militants: le militantisme, le courage, l'intelligence, la discrétion. Un leitmotiv: „Il fallait du concret pour être pris au sérieux”. C'est dans cet esprit qu'il rédige la „brochure de formation militante” des membres de l'O.S.

Hocine Aït Ahmed: la modernité faite homme? Le jugement de l'historien ne peut être aussi péremptoire. C'est que cette modernité se ressourcît à des éléments ancestraux, réels ou reconstruits, qui doivent à une kabyllité hautement proclamée et l'esprit communautaire.

IV. Kabyllité et esprit communautaire

Manifestement, le sérieux et la raison sont toujours connotés par la kabyllité contre les mots d'ordre hâtifs du bureau d'Alger. Contrairement aux directives, en Haute Kabylie, c'est „sans recours aux pistolets” qu'est fait le boycott des élections au conseil général de septembre 1945. Le parti n'existerait d'ailleurs pratiquement pas sans la Kabylie, „bastion fédérateur des forces révolutionnaires”. L'assertion comporte une certaine part de réalité, même si l'exagération est à souligner lorsque Aït Ahmed soutient que „jusqu'à la création du M.T.L.D..., la Kabylie comptait plus de militants que la totalité des autres régions d'Algérie”. La Kabylie est vue comme un „bled siba” permanent, un bastion de la dissidence, une métaphore de l'esprit d'indépendance.

Le texte de Aït Ahmed énonce une logique régionale de l'organisation du parti qui se heurte au centralisme algérois, lequel a effectivement la hantise du régionalisme kabyle. L'argument est qu'il faut laisser les Kabyles s'occuper d'eux-mêmes pour le plus grand bien de l'Algérie. Au congrès du P.P.A. de février 1947, H. Aït Ahmed reproche aux différentes motions présentées de ne pas définir ce qu'elles entendent par la „nation algérienne”: le flou renvoyant à l'arabo-islamisme semitacite permet en effet de faire l'économie d'une analyse des composants de ladite nation.

Par extension, les qualités kabyles sont attribuées aux Berbères autres que kabyles. Aït Ahmed ne manque pas de souligner les rencontres et les effets de reconnaissance berbère entre Kabyles et Rifains. Et d'affirmer sans rire que tel militant oranais „est discret, nullement vantard, ce qu'il doit certainement à ses origines rifaines". S'il célèbre tant la beauté du Dahra dans lequel il organise des exercices d'entraînement militaire, c'est qu'il le ressent comme un morceau de l'Atlas, comme la Kabylie: par une série de dédoublements métonymiques, la Kabylie a finalement les qualités et l'ambition de quasiment représenter l'Algérie entière. Pour Aït Ahmed, tel militant – Khelifati- „est le porte-parole de la langue berbère donc un véritable patriote algérien". On comprend donc pourquoi il est insupportable que le parti soit dirigé par des dirigeants hargneux hostiles aux Kabyles. Ce faisant, ils sont de mauvais patriotes, d'imparfaits Algériens.

La kabyllité hautement proclamée est liée à l'exaltation des valeurs de la communauté. L'esprit communautaire et l'ecclésiastisme qui préside aux destinées des villages kabyles ne sont jamais connotés négativement, au contraire. Toutes les fois qu'il est question des Kabyles, des jeunes militants, des combattants de l'O.S., la première personne du pluriel s'impose: le „nous" est toujours positif et il est communautaire. Si le soufisme est révérend c'est qu'il est un des éléments du „refus du dessèchement de la vitalité sociale et spirituelle de la communauté". H. Aït Ahmed a été scolarisé à l'école coranique: il le dit sans aucun commentaire en notant simplement qu'il s'agissait là d'une obligation inscrite dans les qanûn(s) de Tiferdout. Il reconnaît bien incidemment qu'une „gérontocratie" impose ses modèles mais il les élude en transfigurant ces données de pouvoir et en exaltant la „vraie école" de la vie: ce sont les copains, les groupes, les clans, c'est la camaraderie, la solidarité chaleureuse, qui est l'apprentissage de la démocratie. Le devoir de réussite qu'il assigne aux Algériens mêle l'individuel et le communautaire: il faut „réussir pour soi, pour sa famille, pour son village".

C'est dans la djemaa berbère que „la démocratie noue ses premiers rapports dialectiques avec la culture", l'impératif étant de ne jamais „séparer nos intérêts personnels des intérêts de la communauté". C'est normalement à une réunion de notables de la djemaa de Bou Abderrahman aux Beni Ouacif qu'est confié le mot d'ordre – ultérieurement rapporté – d'insurrection du 23 mai 1945 et il est probable que ce fut la caution, non sans réticences, du père de H. Aït Ahmed, qui aida à sa prudente approbation.

C'est sans hésitation que, à la fin du texte, l'auteur se reconnaît en fait comme un „continuateur de la tradition". Mais il s'agit d'une tradition investie par la modernité. Or la modernité a bien fait irruption en Algérie dans le sillage de la colonisa-

tion française. Et c'est paradoxalement parce qu'il réagit comme un Français que H. Aït Ahmed insuffle aux structures sociales et idéologiques kabyles une modernité lui permettant de les célébrer.

Le risque de contradiction entre la modernité et les valeurs de la communauté est résolu par le postulat selon lequel „le meilleur moyen de triompher des structures sociales et mentales conservatrices, ce n'est pas de les affronter en duel oratoire mais de les envelopper dans le mouvement ascendant de la participation fervente et responsable”. Donc, ce qu'il faut, c'est de „puiser dans les valeurs traditionnelles pour élever le niveau de conscience et d'intelligence politique des militants”, comme le prouve l'énoncé type concernant un militant: „la vie communautaire en avait fait un sage”. Pratiquement pas d'allusion aux femmes dans le texte si ce n'est pour mentionner – avec pudeur – sa mère et sa fiancée. A une seule occasion, la femme en soi est célébrée, mais c'est comme gardienne de la tradition, comme résistante.

La référence kabyle et l'esprit communautaire sont enfin liés à une célébration des vertus spontanées du peuple et de la ruralité.

V. Le populisme d'un grand chef kabyle

Dans le récit fait à la première personne, H. Aït Ahmed se définit d'emblée comme „un petit montagnard de Haute Kabylie”. A l'en croire, il aurait connu la vie dure, le froid, la faim, et aurait réussi „l'examen de survie” grâce à la chance. Il marchait pieds nus, aimait la vie saine des montagnes, et cette enfance montagnarde lui aurait ultérieurement permis de supporter les épreuves. Vraisemblablement, dans cet autoportrait entre une part de reconstruction qui contraste, on le verra, relativement, avec le statut réel de la famille. Il y a en lui, dans le ressentiment contre les cadres algérois du parti, la figure d'un rural pur confronté à la ville impure et, inversement, les cadres algérois ne se gênent pas pour lui envoyer à la figure: „Retourne donc dans ta zaouia!”

La pureté rurale est liée à une célébration des vertus spontanées du peuple. A Alger, H. Aït Ahmed se sent plus proche du groupe de Belcourt – d'origine plébéienne, sérieux, fraternel, populiste activiste – que du groupe de la Casbah – plus instruit, davantage „jeune Turc”, phraseur et donneur de leçons. Il dit compter „sur le génie populaire pour produire et développer la lutte”, sur le „nationalisme des masses, un nationalisme ancré dans le terroir, (qui) bouscule...la stratégie des partis” et il n'a que mépris pour les „notables du M.T.L.D. que l'opportunisme électoraliste a fait surgir comme des champignons”. Ces notables mettant le nez dans ses affaires kabyles sont des importuns incompetents: en 1945, „la pénétration rurale par des ruraux pouvait seule permettre de sortir du creux de la vague”.

Ayant constaté l'absence de bourgeoisie en Algérie, H. Aït Ahmed assigne la prééminence au "patriotisme rural et à la longue résistance paysanne,,.

Or, au sein de cette ruralité-kabylité, il n'est pas n'importe qui. Le texte n'y insiste guère, mais il faut rappeler qu'il est le petit-fils du grand chaykh Mohand El Hocine, c'est à dire qu'il appartient à l'une des plus hautes lignées maraboutiques de Kabylie. Il y a donc identification avec la Kabylie parce qu'elle est ressentie comme étant son bastion naturel, la maîtrise de ce bastion le qualifiant pour ambitionner des pouvoirs plus larges, mais le texte doit prouver à chaque détour de phrase la suridentification à la Kabylie alors que l'ascendance de la lignée est vraisemblablement d'origine arabe, et que Aït Ahmed maîtrise fort bien l'arabe classique. Son père a été nommé en 1939 caïd des Beni Ouacif (cela n'est signalé qu'en note infrapaginale) et il a accepté le poste, seulement, nous dit-il, dans l'intérêt des populations de la circonscription. Dans la famille, les visiteurs sont de la même trempe sociale: un Omar Oussedik, qui vient de partager le couscous familial, provient lui-même d'une grande famille maraboutique. Les tribunaux officiels étant pratiquement boycottés en 1945, des djemaas ad hoc de médiation offrent leurs bons offices et „dans ces assemblées, le prestige, la baraka de mon ancêtre m'aidait beaucoup", de même que dans les taxis qui faisaient la navette entre Tizi-Ouzou et Alger, il y avait toujours une place pour lui: „Marabout oblige", constate-t-il avec l'humour qui sied aux modestes assurés de leur supériorité.

Or cette aptitude au pouvoir des chefs naturels rencontre la bureaucratie centrale du parti où se cotoient des hommes de rien parvenus et des blancs becs prétentieux. Le choc entre la ruralité et la citadinité recouvre une rivalité dans l'encadrement du mouvement national. Si, à Belcourt, les „pauvres sont plus généreux que les riches", c'est qu'il peut plus facilement les cotoyer – en les encadrant – qu'il ne peut contrôler les bourgeois algérois qui financent le parti, au besoin en faisant de la contre-publicité contre coca-cola, accusé de rendre impuissants les hommes qui ne courent pas ce danger en consommant la saine limonade algérienne. Il y a donc hostilité à tous les gens qui peuvent se poser en rivaux dans l'encadrement des masses et qui en sont peu dignes: la petite bourgeoisie algérienne entretient avec les masses des „rapports de récupération et de manipulation".

H. Aït Ahmed, lui, est fier, un chef naturel. S'il reproche à la direction du parti son autoritarisme, lui-même estime que certaines choses doivent être réservées aux chefs: „La grogne reste au niveau des responsables. Les militants l'ignorent. Il n'est ni opportun ni utile de les en informer”...

Conclusion

H. Aït Ahmed construit, dans les *Mémoires d'un combattant*, l'image de l'itinéraire d'„un jeune Algérien du Peuple, patriote de sa Kabylie natale et patriote de l'Algérie, amené par la prise de conscience politique à entrer en révolution contre le colonialisme français.”

Le classicisme de l'itinéraire politique est moins ce que retiendra l'historien que la position sociale et culturelle d'un homme chez qui les espérances marginalement suscitées par le colonisateur, et jamais assumées par lui, ne laissèrent d'autre issue politique que l'activisme nationaliste pour lutter contre les dénis de justice dont il était l'objet. Mais cela non plus n'est pas vraiment spécifique. Ce qu'il y a de particulier chez Aït Ahmed, c'est le fait qu'un grand chef kabyle de haute volée était sans doute bien peu à même, à son niveau, de supporter la discrimination coloniale.

Mais il reste que, militant prestigieux, il fut constitué de plusieurs vérités entremêlées; goût pour une culture moderne, penchant pour la scolarisation de la société, mais aussi inclination marquée pour l'activisme et l'efficacité, loin des imbroglios „orientaux”, conviction, aussi, que les solidarités nationales se construiraient par translation populiste de solidarités communautaires locales investies de modernité dont la Kabylie offrait le paradigme. Ce sont toutes ces vérités plurielles que le texte de H. Aït Ahmed aide à entrevoir et qui renseignent de manière originale sur les préparatifs du 1^{er} novembre 1954, mais aussi sur les divergences entre les „chefs historiques”.

LAJOS KÖVÉR
(Université Attila József – Hongrie)

La Hongrie de l'ère des réformes (1825-1848) dans les relations de voyage françaises contemporaines

Il n'y a pas beaucoup de dictionnaires historiques où on ne peut pas trouver le nom d'Edouard-Antoine Thouvenel (1818-1866) et Auguste-Frédéric-Louis Viesse de Marmont, duc de Raguse (1774-1852). Thouvenel avait joué un rôle important sous le Second empire comme ministre des affaires étrangères, mais du point de vue de l'histoire de la Hongrie, c'est son mémoire qui est très intéressante. Le témoignage de Thouvenel a été publié en 1840 sous le titre *La Hongrie et la Valachie. (Souvenirs de voyage et notices historiques)*. Depuis, il a été prouvé que cet ouvrage occupe une place importante dans l'oeuvre de son auteur et dans l'histoire des relations franco-hongroises.¹ D'autre part nous utilisons avec grand succès l'oeuvre du maréchal duc de Raguse, c'est-à-dire l'oeuvre de Marmont,² maréchal de Napoléon, puis Pair de France sous Louis XVIII, qui a publié son ouvrage à Paris en 1838, sous le titre *Voyage du maréchal duc de Raguse en Hongrie, en Transylvanie, dans la Russe Méridionale, en Crimée, et sur les bords de la mer d'Azoff, à Constantinople, dans quelques parties de l'Asie-Mineur, en Syrie, en Palestine et en Egypte*.

Nous voyons, qu'ils sont partis pour l'Orient, et ils ont traversé la monarchie des Habsbourg à la troisième décennie du XIX^e siècle. C'est le temps de la grande métamorphose dans l'histoire de la Hongrie.

La Diète avait été convoquée pour le mois de septembre 1825. Date mémorable de l'histoire de la Hongrie! La Diète a rétabli nettement les principes constitutionnels; voilà sa véritable gloire, assez grande pour faire pardonner les longs débats inutiles, et l'esprit routinier de la haute et de la petite noblesse envers les réformes sociales. Le roi a reconnu qu'il y avait eu des illégalités commises, il s'engageait à respecter désormais les lois de l'Etat, à ne lever aucun impôt non-approuvé et à convoquer la Diète au moins dans tous les trois ans.

¹ BAJOMI LÁZÁR Endre (szerk.): *Franciaia tükör, (Miroir français)*, Budapest, 1987. p. 592-592., SIFOS Lajos: *A magyar szabadságharc visszhangja a francia irodalomban, (L'écho de la révolution hongroise dans la littérature française)*, Budapest, 1929. p. 5.

² CABOGA, Herbert, comte de: *Die zwölfhundertjährige Gesichte der Reubublik Ragusa (Dubrovnik)*, J. G. Bläschke Verlag, 1984. p.157-168., FIERRO, Alfred, *Bibliographie critique des mémoires sur la Révolution écrits ou traduits en français*, Paris, 1988. p. 308.

István Széchenyi a signalé dans un discours la fondation de l'Académie hongroise, désormais foyer principal de la vie intellectuelle; par ses brochures intitulées le Crédit et la Lumière (Hitel, Világ) il a conduit ses compatriotes sur la voie du progrès par l'économie politique et la sage liberté. Toutefois c'est en 1830, et sous le coup des graves événements européens que nous voyons se développer vraiment toute cette vie politique.³

Mais le duc de Raguse, à propos du couronnement de Ferdinand V, attiré à notre attention sur la détermination du caractère féodale de la vie politique du Royaume de Hongrie.

„Cette magnifique cérémonie – écrit-il – unique aujourd'hui en Europe, rappelle les moeurs du Moyen Age, et a conservé son caractère primitif. Tout se passe à cheval et en plein air. Les évêques mêmes revêtus de leurs ornements sacerdotaux, mitre en tête et la crosse à la main, marchent à leur rang, montés sur des chevaux, magnifiquement harnachés et tenus par des palefreniers richement vêtus.

On voit que c'est la pompe d'un peuple nomade, l'acte politique et religieux d'un peuple dont la vie se composait de travaux guerriers, et dont la destinée était de conquérir le pays qu'il avait devant lui. Tout y a un caractère légal et religieux. Le roi jure devant la nation, c'est-à-dire devant la noblesse et devant le clergé, seules classes dans lesquelles résident les droits politiques, de suivre les lois et de conserver les privilèges de chacun, de défendre l'Etat contre tous ses ennemis et, en signe du devoir dont il se charge et qu'il promet de remplir, il s'élance, en tirant son sabre, sur un tertre construit pour cet objet; de son arme il fend l'air dans la direction des quatre points cardinaux, annonçant par ce simulacre, qu'il saura défendre la patrie et combattre ses ennemis, dans quelque direction qu'ils se présentent. Le clergé consacre le roi, l'ooint et le couronne; mais les devoirs dont le monarque reconnaît la rigueur et l'étendue, sont constatés d'avance, et ce n'est qu'après qu'il a juré de les remplir qu'il est mis en possession de la couronne. Cette cérémonie, qui est pleine de nationalité, de pompe à la fois féodale et religieuse, et de grandeur royale, comme elle était comprise dans les anciens temps, offre, à ce que l'on assure, le plus beau spectacle dont les yeux puissent être frappés.”⁴

Selon le maréchal duc de Raguse „Bude est la ville des autorités, la ville du gouvernement; elle est aussi belle que sa situation le comporte et de beaux palais la décorent. C'est dans cette ville que le palatin fait sa résidence; c'est là que les

³ SAYOUS, Edouard: Histoire générale des Hongrois II. Paris, Librairie Académique Didier et C^{IE}, Libraires-Editeurs, 1876. p. 431 – 432.

⁴ Voyage du maréchal duc de Raguse en Hongrie, en Transylvanie, dans la Russie méridionale, en Crimée, et sur les bords de la mer d'Azoff, à Constantinople, dans quelques parties de l'Asie-Mineure, en Syrie, en Palestine et en Egypte, t. I. Paris, Ladvocat Libraire, M DCCCXXXVII, p. 52-53.

tribunaux supérieurs rendent la justice; c'est la ville royale. De l'autre côté du fleuve est la ville de Pest. C'est la ville de l'opposition, la ville des novateurs, la ville du commerce et de l'industrie. Elle prend un développement rapide; sa population augmente à coup d'oeil, de beaux quartiers s'élèvent, et cependant un obstacle invincible s'est opposé; à ce qu'aucune ville hongroise ne puisse devenir une grande place commerciale, tant que les lois civiles qui régissent le pays ne seront pas modifiées. Il n'y a pas de commerce étendue et avantageux sans crédit; et il n'y a pas de crédit là où la propriété est incertaine et où un débiteur ne peut être contraint à payer ses dettes. Tel est le cas pour la Hongrie: le créancier n'a de garantie que dans la moralité de débiteur, et comment apprécier cette valeur quand il est question d'effets de commerce couverts des signatures de gens pour la plupart souvent inconnus?" – pose l'auteur la question.⁵

Au mois d'avril 1834, après un court séjour à Pest, il a continué sa route pour la Transylvanie. Il est entré alors dans la véritable Hongrie et il a traversé des plaines immenses, „connues sous le nom Poustá; elles sont sans habitants et sans culture, les chemins sont tracés au hasard et selon la caprice des voyageurs. C'est le pays vraiment barbare, car celui que l'on parcourt entre Vienne et Bude a un reflet de la civilisation de l'Autriche, un air de famille avec l'Allemagne, une richesse particulière, que sa proximité de la capitale de l'empire devait nécessairement amener et développer plus tôt. Dans cette partie de la Hongrie, nouvelle pour moi, je remarquai le singulier contraste de plaines désertes, et de villages rares, mais immenses, et dont la population dépasse celle de toutes les villes de France du troisième ordre; trente et jusqu'à trente-huit mille cultivateurs, réunis dans la même commune, semblent être une absurdité, un contre-sens manifeste: rien en effet de plus déraisonnable aujourd'hui; mais il n'en a pas toujours été ainsi, et les changements survenus dans l'Etat social, n'ont pas encore détruit ce que la nécessité a créé jadis."⁶

Le témoignage de Marmont démontre clairement: pour se former quelques idées claires sur la Hongrie, „il faut d'abord bien comprendre la base de sa constitution et les principes sur lesquels la propriété y est établie. Tout porte encore ici le cachet du Moyen Age."⁷

Toutefois le duc de Raguse est optimiste. On peut juger d'après ces données les besoins du pays, les changements qu'il réclame. Mais un embarras social très important est dû à l'existence d'une multitude de gentilshommes, qui ne possèdent rien ou presque rien, et pour lesquels les privilèges sont tout. C'est le seul trait qui les distingue des paysans. Une autre nature de difficulté dans l'amélioration du système

⁵ Ibid., p. 21-22.

⁶ Ibid., p. 55 – 56.

⁷ Ibid., p. 24.

social se résulte encore de l'aberration des jeunes magnats, qui veulent prendre rang parmi les libéraux de l'Europe, sans savoir à quel titre et comment. „Cependant jour où une masse d'opinion prononcée consacrera la nécessité d'établir la propriété sur de nouvelles bases et de l'affranchir des conditions qui la rendent toujours incertaine; le jour où on sera convaincu qu'il est indispensable d'établir des contributions, qui seront votées et appliquées à l'amélioration du pays; d'abandonner aux paysans la libre propriété des terres qu'ils cultivent, sans porter atteinte aux revenus des seigneurs, et de réformer la loi civile, afin qu'elle mette le débiteur, en Hongrie, dans la condition de ceux de tout le reste de l'Europe; ce jour-là, la Hongrie sortira de la pauvreté et de la barbarie, et fera des pas rapides vers la richesse et la civilisation.”⁸

Au mois de mars 1835, une nouvelle importante s'est répandue dans tous les Etats de la monarchie autrichienne, et produisait en Europe un assez grand effet. François II, neveu de Louis XVI et beau-père de Napoléon est mort, terminant un des plus longs règnes de l'histoire. Au début de cette année, les réformistes hongrois avaient obtenu plus de résultats qu'ils ne voulaient en convenir: les paysans n'étaient plus à la merci de leurs seigneurs, juges et patriarches à la fois, et ne pouvaient plus être arrêtés sur son ordre. Ils avaient le droit de quitter leurs terres en vendant leur usufruit, et le droit de conclure un arrangement avec le seigneur pour acquérir la propriété complète, mais sans rupture du lien féodal; leur redevances matérielles étaient diminuées sensiblement.⁹

Thouvenel a le coup d'oeil; il connaît assez bien l'histoire de la Hongrie, et il nous donne une présentation précise des difficultés de la modernisation hongroise. Dans son esprit, il donne à la bourgeoisie une existence nationale en Hongrie aussi. Il pose une question suggestive:

„Et la bourgeoisie, cet élément si fort des sociétés modernes, cette classe victorieuse en France, cet appui de l'ordre, quelle place tient-elle en Hongrie? Une place bien petite, et cela se conçoit. En Angleterre, en France et dans une partie de l'Allemagne, un grand développement industriel a mis les richesses en circulation; la balance est devenue, comme l'épée, le symbole d'une aristocratie véritable. En Hongrie, jusqu'à ces dernières années, le commerce, effrayé par la guerre, a été languissant. Les Juifs, qui depuis leur dispersion ont toujours souffert pour l'amour du lucre, qui partout et dans tous les temps se retrouvent avec le même caractère avide et rampant, et qui, sans sourciller, courent au martyre là où il y a de l'or à gagner, les Juifs seuls ont osé se livrer à des spéculations commerciales; les nobles les estiment peu, et cependant, pour éviter les embarras des recouvrements partiels, ils leur ont longtemps concédé, à deniers comptants, le droit de percevoir de leur

⁸ Ibid., p. 26-27.

⁹ Op. cit. de SAYOUS, Edouard, p. 451-452.

immenses propriétés. Munis de l'ordre du seigneur, les banquiers israélites s'abattaient sur le village qui leur avait été livré, et, soutenus par l'insolence de quelques heiduques grassement rétribués par eux, ils le mettaient littéralement au pillage. Les meubles des paysans étaient vendus, leurs moutons rasés, leurs petites épargnes découvertes et promptement épuisées. Les magnats enfin ont généralement renoncé à ce système ruineux pour le pays et conséquemment pour eux-mêmes, et bien fait pour irriter la population des campagnes. Quoi qu'il en soit, la richesse a été le prix des efforts des Juifs; mais ils ne jouissent encore que des droits civils non-nobles."¹⁰

Selon l'auteur „la phase nouvelle que la nation hongroise va parcourir augmentera la force de la bourgeoisie, qui n'est encore représentée que dans quarante villes royales.”¹¹

Ainsi Thouvenel comprend une question très importante. Il sait bien que la société bourgeoise est fondée sur le principe du devoir et caractérisé par la dominance de l'utilité, face au système féodal bâti sur des privilèges. Dans ce contexte, la figure du Juif est considérée comme l'antipode de la mentalité nobiliaire. Par contre, il ne remarque pas que cette question a obtenu une importance particulière en Europe de l'Est et Centrale qui, contrairement à l'Occident, demeuraient les cadres des empires multiethniques où les circonstances culturelles, les traditions, la littérature, la religion et la langue ont joué un rôle important dans la constitution des nations modernes. Ces conditions ont ouvert une voie particulière devant les Juifs: leurs droits civils étaient liés à l'assimilation; et leur identification à la nation en tant que communauté culturelle est devenue la précondition de l'émancipation!¹²

L'abolition partielle du régime féodal, en changeant les conditions du travail agricole, avait attiré l'attention publique vers les progrès économiques si vivement désirés par le comte István Széchenyi. Nous ne pouvons pas indiquer tous les travaux de cette époque, mais il en faut signaler un qui a eu une grande portée politique et sociale: la construction du pont entre Pest et Bude, merveille d'élégance et de solidité. Une loi récente obligeait les nobles à payer leur passage lorsqu'ils traversaient le pont, et cette contribution modique était un nouveau pas vers l'égalité des citoyens devant l'impôt. Comment s'étonner qu'un défenseur acharné des vieilles coutumes ait déclaré qu'il ne serait jamais sur le pont, symbole de la

¹⁰ THOUVENEL, Edouard: *La Hongrie et la Valachie. (Souvenirs de voyage et notices historiques)*, Paris, Arthus Bertrand, Libraire Editeur, 1840. p. 60–61.

¹¹ *Ibid.*, p. 62.

¹² GONDA László: *A zsidóság Magyarországon 1526–1945 (Les Juifs en Hongrie 1526-1945)*, Bp. 1992. p. 63–65; Je voudrais remercier Prof. MARTON Imre (Budapest) de son intervention qui avait attiré mon attention sur cette problématique.

constitution détruite? On voit, que l'école de Széchenyi savait fort bien allier à ses préoccupations matérielles les projets politiques plus hardis.¹³

Selon Thouvenel, la modernisation de la Hongrie est naturellement inséparable de l'urbanisation, de l'infrastructure et des établissements du commerce, et – en citant Széchenyi – il prête l'attention à l'affaire de la langue hongroise aussi. „Je me résigne enfin à faire cause commune avec ceux que depuis quinze ans j'appelle les calominateurs de mon pays! Oui, la Hongrie est ingouvernable, il est raison de la dire, et les bienfaits dont la comblent ses maîtres ne sont payés que par l'ingratitude! Voilà dix millions d'hommes qui réclament le droit de s'exprimer dans leur langue, de faire des lois intelligibles pour tous, et non des oracles sibyllins rendus dans un idiome mort et obscur; quelle insolence!”¹⁴

L'auteur attache un vif intérêt pour la figure du comte István Széchenyi, qui a rappelé l'attention de la Hongrie sur la magnifique débouche offert par la nature à ses produits. Thouvenel n'est pas fermé pour l'idée de la régularisation du fleuve Danube. „Le Danube, ce fleuve magnifique qui, dans un cours de sept cents lieues, arrose la Bavière, l'Autriche, la Hongrie et les principautés, ce fleuve qui, en cas de guerre maritime, pourrait servir de communication entre l'Europe et l'Asie, semblait, pour ainsi dire, protégé par les monstres fabuleux de l'imagination des anciens poètes. Quelques barques, espèces de pirogues creusées dans des troncs d'arbres, se hasardaient seules à côtoyer les rives; mais toutes s'arrêtaient à cette ligne de rochers si pittoresquement désignée dans le pays sous le nom de Porte de fer. La navigation était coupée en deux; elle n'avait quelque activité que dans la portion méridionale du Danube, mais personne ne songeait à tirer un parti convenable du plus grand cours d'eau de l'Europe.”¹⁵

Suivre les travaux de Széchenyi, depuis cette époque, dire les obstacles qu'il a dû surmonter, attribuer avec justice à chacun sa part de gloire, ce serait dépasser les bornes que Thouvenel s'est posées. Il ajoutera seulement que l'empereur François, finalement convaincu des avantages que ses royaumes doivent retirer de la navigation danubienne, concéda à M. Andrews un privilège pour l'établissement d'un service de bateaux à vapeur. Après avoir organisé ce service avec une intelligence et activité vraiment britanniques, M. Andrews, abandonna ses droits en 1834 à la compagnie actuelle.¹⁶

Sept bateaux à vapeur se croisent tous les mois de Linz à Galac; en voici le tableau:¹⁷

¹³ Op. cit. de SAYOUS, Edouard, p. 455 – 456.

¹⁴ Op. cit. de THOUVENEL, Edouard, p. 41 – 42.

¹⁵ Ibid., p. 30 – 31.

¹⁶ SZÉCHENYI István: *Napló*, (Mémoires), Budapest, 1978. p. 743.; 770 – 771.; 924.

¹⁷ Op. cit. de THOUVENEL, Edouard, p. 34.

NOMS	FORCE	DESTINATION	NOMBRE DES VOYAGES PAR MOIS (allée et retour)
Mariana	76 chev.	De Lintz à Vienne	5
Nádor	60 chev.	De Vienne à Pesth	9
Árpád	80 chev.	De Vienne à Pesth	10
Franz	60 chev.	De Pesth à Drenkova	4
Zrínyi	80 chev.	De Pesth à Drenkova	5
Pannónia	36 chev.	De Skéla à Galatz	2
Argo	50 chev.	De Gladova à Galatz	2

La même compagnie, pour compléter son système de navigation, a, de plus, établi les paquebots suivants:¹⁸

NOMS	FORCE	DESTINATION	NOMBRE DES VOYAGES PAR MOIS (allée et retour)
Ferdinand	100 chev.	De Galatz à Constantinople	2
Libano	Bateau à voiles	De Galatz à Odessa	1
Metternich	140 chev.	De Constantinople à Trébisonde	4
Stamboul	160 chev.	De Constantinople à Smyrne	4
Maria- Dorothea	70 chev.	En correspondance avec le précédent, des Dardanelles à Salonique	4

Thouvenel est en extase devant le résultat prévisible de l'idée de Széchenyi, parce que „Pesth – écrit-il – deviendra l'un des plus importants marchés de l'Europe.”¹⁹

Il n'oublie pas faire une remarque sur les travaux de la Diète de 1832-1836. Il n'est pas sans savoir que tous les hommes, qui jettent sur l'avenir un coup d'oeil impartial, comprennent la nécessité d'une réforme. Mais ce travail, toujours dangereux, se complique ici d'une difficulté particulière. L'empereur d'Autriche a beau joindre à ses titres celui du roi de Hongrie; fidèle à ses origines, il désirerait faire triompher l'influence germanique chez les peuples de moeurs si diverses que les traités ont soumis à son sceptre. Le peuple hongrois, au contraire, fier de son

¹⁸ Ibid., p. 35.

¹⁹ Ibid., p. 38.

ancien indépendance et jaloux de sa nationalité, se révolte sur l'idée de voir sa patrie réduite au rôle d'un cercle autrichien. „En Angleterre, en France – écrit-il – comme tous les pays vraiment constitutionnels, le parlement, et je prendrai ici ce mot dans un sens général, possède des moyens légaux de forcer le premier pouvoir à marcher dans la route que la nation veut suivre.”²⁰

C'est pourquoi, selon Thouvenel les réformateurs ont une mission magnifique à remplir: „que par leurs soins, que, sous leur direction, les paysans soient appelés à la vie civile, que l'instruction, soutenue par la morale religieuse, visite les campagnes, que, par leurs efforts, l'industrie et l'agriculture apportent aux travailleurs le bien-être et la richesse, ils commanderont à des hommes, les coeurs battront aux mots d'indépendance et de patrie. La nationalité hongroise ne sera plus en danger, car alors elle ne résidera point dans une seule caste, mais dans un peuple jeune, actif et courageux, et, pour me servir d'une expression de Mirabeau, jamais la constitution ne sera vendue pour du pain!”²¹

Dans cette Diète les réformateurs des nobles hongrois ont fondé un système fort sage d'émancipation progressive qu'ils complèteront sans doute à la Diète prochaine „La révision des lois qui régissent l'agriculture et l'industrie, ces deux mamelles de tous les peuples, est la mesure la plus urgente: le crédit public ne peut s'établir que sur une bonne législation.”²²

En ce qui concerne la conclusion de Thouvenel sur la possibilité de l'évolution du Royaume Hongrois, elle est plutôt optimiste. „Le pouvoir de la haute classe est trop réel, son influence trop grande, les moyens de répression trop prompts, pour qu'elle ait à craindre, avant longues années, une rivalité dangereuse. La réforme commencée s'accomplira sans grande secousse, et la Hongrie occupera parmi les nations européennes le rang que lui assigne son heureuse situation.”²³



TO34115/2

²⁰ Ibid., p. 73.

²¹ Ibid., p. 75–76.

²² Ibid., p. 98.

²³ Ibid., p. 101–102.



A szövegszerkesztést a JATEPRINT,
a Bölcsészettudományi Kar Kiadványszerkesztősége végezte
WordPerfect 5.1 szövegszerkesztő programmal.



Készítette a JATEPress
6722 Szeged, Petőfi Sándor sugárút 30—34.

Felelős szerkesztő: Szőnyi Etelka
Sokszorosító vezető: Szőgi Lászlóné
Méret: B/5, példányszám: 300, munkaszám: 238/92.

Jan. 1955, II, 8, Kel

XB 44310